

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

F



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP25/PR

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-huitième session

10-14 novembre 2025

RAPPORT DE LA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

Santiago, Chili

8-13 septembre 2025

TABLE DES MATIÈRES

Résumé et état d'avancement des travaux	page vi
Liste des abréviations	page ix
Liste des CRD	page x
Rapport de la 56 ^e session du CCPR	page 1

	Paragraphes
INTRODUCTION	1
OUVERTURE DE LA SESSION	2 - 4
RÉPARTITION DES COMPÉTENCES	5
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE (Point 1 de l'ordre du jour)	6
NOMINATION DES RAPPORTEURS (Point 2 de l'ordre du jour)	7 - 8
QUESTIONS SOUMISES AU CCPR PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET/OU PAR D'AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES (Point 3 de l'ordre du jour)	9 - 18
• Enquête sur le suivi de l'utilisation et de l'impact des textes du Codex	10
- Publication de la <i>classification révisée des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale</i> (CXA 4-1989)	11 - 12
- <i>Manuel de procédure du Codex</i> : Examen des incohérences de langage et du contenu remplacé dans la section 4.8 (Principes d'analyse des risques par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides)	13 - 15
- Correction de la définition des « matières grasses » dans la <i>classification des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale</i> (CXA 4-1989)	16 - 17
Conclusion	18
QUESTIONS DÉCOULANT DE LA FAO ET DE L'OMS (point 4a de l'ordre du jour)	19 - 29
- FAO	20 - 27
- OMS	28
Conclusion	29
QUESTIONS DÉCOULANT D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (point 4b de l'ordre du jour)	30 - 32
- Centre mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture	
Conclusion de la réunion	33
RAPPORT SUR LES QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL DÉCOULANT DE LA RÉUNION DE LA JMPR DE 2024 (Point 5a de l'ordre du jour)	34 - 74
Déclaration générale	34 - 35
Considérations générales	36 - 74
- Évolution de la méthodologie de l'exposition alimentaire aux résidus de pesticides dans les aliments	37 - 45
- Examen de la recommandation de limites maximales de résidus par groupe pour les légumes secs	46 - 48
- Extrapolation des recommandations pour les tomates et les poivrons aux aubergines (sous-groupe)	49 - 54
- Passage du produit de viande au produit de muscle et de graisse	55 - 59
- Interprétation des modes d'utilisation pour des applications ciblées	60 - 63

	Paragraphes
- Mise à jour des résidus de pesticides dans les aliments : document d'orientation pour les monographies et les réviseurs de la JMPR de l'OMS	64
- Stratégie et calendrier pour la réévaluation des dithiocarbamates par la JMPR	65 - 67
- Guide de toxicocinétique linéaire et non linéaire: état d'avancement des travaux	68 - 69
- Données sur les métabolites de pesticides qui sont également des produits chimiques de base	70 - 72
- Efficacité des ressources de la JMPR	73 - 74
RAPPORT SUR LES RÉPONSES AUX PRÉOCCUPATIONS SPÉCIFIQUES SOULEVÉES PAR LE CCPR DÉCOULANT DE LA RÉUNION DE LA JMPR DE 2024 (Point 5b de l'ordre du jour)	75
LIMITES MAXIMALES DE RÉSIDUS (LMR) POUR LES PESTICIDES DANS LES ALIMENTS ET LES ALIMENTS POUR ANIMAUX (AUX ÉTAPES 7 ET 4) (Point 6.1 de l'ordre du jour)	76 - 217
Remarques générales	76 - 80
Examen des composés	
CHLORMÉQUAT (015)	81 - 83
CHLORPYRIFOS (017)	84 - 86
DIMÉTHOATE (027) / OMÉTHOATE (055)	87 - 90
ÉTHOXYQUINE (035)	91 - 95
FOLPET (041)	96 - 100
PIPÉRONYL-BUTOXYDE (062)	101 - 103
PYRÉTHRINES (063)	104 - 107
CARBENDAZIME (072)	108 - 110
CHLORPYRIFOS-MÉTHYL (090)	111 - 114
HYDRAZIDE MALÉIQUE (102)	115 - 117
PHOSMET (103)	118 - 124
IPRODIONE (111)	125 - 127
PERMÉTHRINE (120)	128 - 130
PROCHLORAZE (142)	131 - 137
CARBOSULFAN (145)	138
LAMBDA-CYHALOTHRINE (146)	139
MÉTHOPRÈNE (147)	140 - 141
PROPICONAZOLE (160)	142 - 143
BUPROFÉZINE (173)	144 - 147
HEXYTHIAZOX (176)	148 - 151
ETOFENPROX (184)	152 - 156
TÉBUCONAZOLE (189)	157 - 158
FENPYROXIMATE (193)	159 - 162
TÉBUFÉNOZIDE (196)	163 - 164

	Paragraphes
FIPRONIL (202)	165 - 169
SPINOSAD (203)	170 - 171
NOVALURON (217)	172 - 174
AZOXYSTROBINE (229)	175 - 177
CLOTHIANIDINE (238) / THIAMÉTHOXAME (245)	178 - 179
CYPROCONAZOLE (239)	180 - 181
FLUBENDIAMIDE (242)	182 - 184
ACÉTAMIPRIDE (246)	185
CYANOTRANILIPROLE (263)	186 - 188
FLUPYRADIFURONE (285)	189 - 190
ACIBENZOLAR-S-MÉTHYLE (288)	191 - 192
ACIDE PHOSPHONIQUE (301) / FOSÉTYL-ALUMINIUM (302)	193 - 194
PYDIFLUMÉTOFÈNE (309)	195 - 198
TÉTRANILIPROLE (324)	199 - 201
FLUAZINAM (306) / ACYNONAPYR (333)	202
CARFENTRAZONE-ÉTHYL (338)	203
CYCLOBUTRIFLURAM (339)	204 - 206
FENPROPIDINE (340)	207 - 209
FLORPYRAUXIFÈNE-BENZYLE (341)	210 - 212
FLUOXAPIPROLINE (342)	213 - 214
Autres matières	
LINDANE (048)	215
Forme de préoccupation: acétamipride	216
Conclusion générale	217
CXL pour le lait et les matières grasses laitières (Point 6.2 de l'ordre du jour)	218 - 222
LMR pour l'OKRA (Point 6.3 de l'ordre du jour)	223 - 227
LIGNES DIRECTRICES POUR LA SURVEILLANCE DE LA PURETÉ ET DE LA STABILITÉ DES MATÉRIAUX DE RÉFÉRENCE ET DES SOLUTIONS DE STOCK DE PESTICIDES APPARENTÉES PENDANT UN STOCKAGE PROLONGÉ (À L'ÉTAPE 7) (Point 7 de l'ordre du jour)	228 - 234
GESTION DES COMPOSÉS NON ÉTAYÉS NE PRÉSENTANT PAS DE RISQUE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE PROGRAMME DE RÉEXAMEN PÉRIODIQUE (Point 8.1 de l'ordre du jour)	235 - 254
- Rapport du GTE sur la gestion des composés non pris en charge ne présentant pas de risque pour la santé publique prévu pour un examen périodique	236 - 238
Conclusion de la réunion	239

	Paragraphes
- Examen des travaux en cours et futurs du GTE suite à la recommandation de la liste des priorités	240 -248
- Considérations générales	242 - 248
- Folpet (41) et prochloraz (142)	250 - 254
- Discussion sur les produits non soutenus	251 - 253
Conclusion	254
ENREGISTREMENT NATIONAL DES PESTICIDES (Point 8.2 de l'ordre du jour)	255 - 262
ÉTABLISSEMENT DES LISTES CODEX ET DES LISTES PRIORITAIRES DE PESTICIDES POUR ÉVALUATION PAR LA JMPR (Point 9 de l'ordre du jour)	263 - 279
- Calendrier des évaluations de la JMPR en 2026	265 - 271
- Listes prioritaires pour 2027 et au-delà	272 - 277
- Nominations pour l'examen parallèle	278
Conclusion de l'examen parallèle	279
AMÉLIORATION DES PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES DU CCPR ET DE LA JMPR (Point 10 de l'ordre du jour)	280 - 293
COORDINATION DES TRAVAUX ENTRE LE COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES ET LE COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES DANS LES ALIMENTS : GROUPE DE TRAVAIL MIXTE CCPR/CCRVDF SUR LES COMPOSÉS À DOUBLE USAGE - ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX (Point 11 de l'ordre du jour)	294 - 301
QUESTIONS DIVERSES (point 12 de l'ordre du jour)	302
DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 13 de l'ordre du jour)	303 - 306

LISTE DES ANNEXES

Pages

ANNEXE I	LISTE DES PARTICIPANTS	38 - 48
ANNEXE II	PARTIE 1: MODIFICATIONS RÉDACTIONNELLES À LA SECTION 4.8 DES PRINCIPES D'ANALYSE DES RISQUES APPLIQUÉS PAR LE COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES DU MANUEL DE PROCÉDURE.....	49 - 59
ANNEXE II	PARTIE 2: CORRECTION DE LA DÉFINITION DES « MATIÈRES GRASSES » DANS LA <i>CLASSIFICATION DES ALIMENTS DESTINÉS À L'ALIMENTATION HUMAINE ET ANIMALE</i> (CXA 4-1989) (CXA 4-1989).....	60
ANNEXE III	LMR POUR LES PESTICIDES RECOMMANDÉES POUR ADOPTION À L'ÉTAPE 5/8	61 - 72
ANNEXE IV	LMR POUR LES PESTICIDES RECOMMANDÉES POUR LA RÉVOCATION	73 - 83
ANNEXE V	LMR POUR LES PESTICIDES RETIRÉS PAR LE CCPR	84 - 85
ANNEXE VI	LMR POUR LES PESTICIDES RETENUS À L'ÉTAPE 7 ET À L'ÉTAPE 4	86 - 87
ANNEXE VII	LIGNES DIRECTRICES POUR LE CONTRÔLE DE LA STABILITÉ ET DE LA PURETÉ DES MATÉRIAUX DE RÉFÉRENCE ET DES SOLUTIONS MÈRES DE PESTICIDES PENDANT UN STOCKAGE PROLONGÉ (POUR ADOPTION À L'ÉTAPE 8).....	88 - 96
ANNEXE VIII	LISTE DES PESTICIDES À ÉVALUER EN PRIORITÉ PAR LA JMPR	97 - 100

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Partie responsable	Objet de l'étude	Texte/sujet	Code	Étape(s)	Para(s). App.
CCEXEC89 CAC48	Examen critique Adoption	LMR pour différentes combinaisons pesticide/produit(s) proposées pour adoption par le CCPR	---	5/8	App. III Par. 217(i)(a)
CCEXEC89 CAC48	Examen critique Révocation	CXL pour différentes combinaisons pesticide/produit(s) dont la révocation est proposée par le CCPR	---	---	App. IV Par. 217 (i)(b) et 239 (i)
CCEXEC89 CAC48	Examen critique Interruption	LMR pour différentes combinaisons de pesticide/produit(s) qui ont été retirées (abandonnées) de la procédure par étapes par le CCPR	---	4 7	App. V Paragraphe 217(ii)(a)
JMPR (2025 ou sessions futures) Membres CCPR57 (ou sessions futures)	Examen Mesures à prendre	LMR pour différentes combinaisons pesticide/produit(s) retenues par le CCPR, en attente d'une évaluation complémentaire de la part de la JMR	-	4 7	App. VI Paragraphe 217(ii)(b) et 239(ii)
		Réviser la définition du résidu pour l'acéphate (95) afin d'inclure le méthamidophos (100) lors du réexamen périodique de l'acéphate (95).	-	-	239(iii)
CCEXEC89 CAC48	Adoption	Modifications rédactionnelles à la section 4.8 des principes d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides dans le <i>Manuel de procédure du Codex</i>	-	-	App. II, Partie 1 Para. 18 (vi)
		Correction de la définition des « matières grasses » dans la <i>classification des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale</i> (CXA 4-1989)	-	-	App. II, partie 2 Para. 18 (vi)
CCEXEC89 CAC48	Adoption	Lignes directrices sur le contrôle de la pureté et de la stabilité des matériaux de référence et des solutions mères de pesticides pendant un stockage prolongé	-	8	App. VII Par. 234
GTE (Chili avec l'assistance de	Discussion examen	Examiner le carbaryl (008), le bromure de méthyle (052), le	-	-	Paragraphe 254(i - ii)

Partie responsable	Objet de l'étude	Texte/sujet	Code	Étape(s)	Para(s). App.
l'Australie, du Costa Rica, de l'Inde et du Kenya) CCPR57	action	disulfoton (074), la fluméthrine (195) et l'étoxyquine (035) en utilisant la gestion interne des composés non étayés ne présentant pas de risque pour la santé publique et dont l'approche de révision périodique est prévue			
	Réexamen	Gestion des composés non étayés présentant un risque pour la santé publique et devant faire l'objet d'un réexamen périodique (approche interne du CCPR)	-	-	Paragraphe 255(iii)
CCEXEC89 CAC48 GTE (Australie) CCPR57	Examen critique Approbation Discussion Commentaires Examen Mesures à prendre	Liste des pesticides à évaluer en priorité par la JMPR			Annexe VIII Paragraphe 279(i - ii)
Secrétariat du Codex, Australie, Chine et UE CCPR57	Proposition Discussion	Transition du produit de viande au produit de muscle et de graisse : Ajout d'un suffixe / d'une note dans la base de données à ces CXL pour les produits Groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins) (MM 0095) et Groupe de muscles aviaires (PM 0110) dérivés de l'ancienne classification pour clarifier que la CXL s'applique à l'ancienne description du produit.	-	-	Para. 57 - 58 et 59(ii)
Secrétariat du Codex / Secrétariat du CCPR / CAC48	Action Information	S'assurer que la note « <i>à des fins de surveillance et de réglementation, le lait entier doit être analysé et le résultat comparé à la LMR pour le lait entier</i> » aux CXL pour les matières grasses du lait (FM 0183) dans la base de données du Codex pour les LMR pour les pesticides dans tous les cas où des CXL sont établies pour les pesticides liposolubles à la fois dans le lait (ML 0106) et dans les matières grasses du lait (FM 0183) est insérée.	-	-	Paragraphe 222(ii - iii)
Secrétariat du	Examen	Examiner le libellé et	-	-	Paragraphe

Partie responsable	Objet de l'étude	Texte/sujet	Code	Étape(s)	Para(s). App.
Codex CCPR57	Discussion	l'application du suffixe « F » pour vérifier que son contenu n'est pas obsolète et que son application est cohérente, et le mettre à jour.			222(v)
Membres CCCP57	Révision Discussion	Examen de la disponibilité des données pour le gombo, la martynia et la roselle / Établir un calendrier possible pour l'évaluation et le réexamen de l'application provisoire des CXL pour le sous-groupe des poivrons (VO 0051)			Par. 227(iv)
Secrétariat de la JMPR / JMPR2025 CCPR57	Examen Action	Préoccupations concernant la méthodologie GECDE / étapes suivantes	-	-	Paragraphes 44(ii), (iii) et 45 (i - iv)
		Étudier la possibilité d'inclure dans le rapport de la JMPR les calculs d'exposition pour les métabolites du tétraniliprole, du prochloraze et d'autres composés, le cas échéant, par le biais de l'approche TTC.			Para. 133, 200 et 218 (iii)
		Insérer une note « à des fins de surveillance et de réglementation, le lait entier doit être analysé et le résultat comparé à la LMR pour le lait entier » à côté de la LMR pour les matières grasses du lait dans tous les cas où des LMR ont été établies à la fois pour les matières grasses du lait et les laits pour les pesticides liposolubles.	-	-	Paragraphe 222(iv)
		Veiller à ce que les orientations relatives à la soumission des données soient à jour, disponibles et accessibles Communiquer les lacunes dans les dossiers soumis en réponse aux appels de données afin de promouvoir la soumission de dossiers de haute qualité Fournir au groupe de travail sur les priorités des informations sur les raisons pour lesquelles les travaux prévus n'ont pas pu être menés à bien.			Para. 292(i), (iii)

Partie responsable	Objet de l'étude	Texte/sujet	Code	Étape(s)	Para(s). App.
CAC48	Demande	Réitérer à la FAO et à l'OMS et à leurs organes directeurs l'importance cruciale de la JMPR pour soutenir l'établissement scientifique des LMR de pesticides de manière opportune et efficace et veiller à ce que la JMPR dispose des ressources adéquates pour entreprendre son travail.	-	-	Paragraphe 291(iii)
	Information	A approuvé la programmation d'une session virtuelle du GTE conjoint qui précède une session virtuelle conjointe du CCPR et du CCRVDF.	-	-	Para. 302

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACRONYME	NOM COMPLET
DJA	Dose journalière admissible
DCA	Dose de référence aiguë
CAC	Commission du Codex Alimentarius
CCEXEC	Comité exécutif
CCPR	Comité du Codex sur les résidus de pesticides
CCRVDF	Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments
CIPAC	Conseil analytique international des pesticides (Joint Collaborative International Pesticides Analytical Council)
CL	Lettre circulaire
CRD	Document de salle de conférence
CXA	Texte divers du Codex
CXG	Directive du Codex
CXL(s)	Limite(s) maximale(s) de résidus du Codex pour les pesticides (telle qu'adoptée par la CAC)
EFSA	Autorité européenne de sécurité des aliments
UE	Union européenne
EWG	Groupe de travail électronique
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
BPA	Bonnes pratiques agricoles (dans l'utilisation des pesticides)
GEUDE	Estimation globale de l'exposition alimentaire chronique
GPC	Confédération mondiale des légumineuses
HBGV(s)	Valeur(s) de référence en matière de santé
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ICAMA	Institut de contrôle des produits agrochimiques du ministère de l'agriculture et des affaires rurales
ICCM	Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques
IEDI	Intensité journalière estimée internationale
INC	Conseil international des fruits secs et des noix
ISO	Organisation internationale de normalisation
ISWG	Groupe de travail intrasession
JECFA	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires
JMPM	Réunion conjointe FAO/OMS sur la lutte contre les ravageurs
JMPR	Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides
JMPS	Réunion conjointe FAO/OMS sur les spécifications des pesticides
LOQ	Limite de quantification
MARA	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales de la République populaire de Chine
LMR(s)	Limite(s) maximale(s) de résidus
NAM	Méthodologies de la nouvelle approche
BDNI	Base de données nationale d'enregistrement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
RM	Matériaux de référence
ToR(s)	Terme(s) de référence
TTC	Seuil de préoccupation toxicologique
UK	Royaume-Uni
USA	États-Unis d'Amérique
VWG	Groupe de travail virtuel
WG	Groupe de travail
OMS	Organisation mondiale de la santé

LISTE DES CRD

CRD No.	Point de l'ordre du jour	Soumis par
1	Tous les points de l'ordre du jour	Union européenne Répartition des compétences et des droits de vote entre l'UE et ses États membres
2	9	Australie en tant que président du GTE sur les priorités (listes révisées du Codex et listes prioritaires de pesticides à évaluer par la JMPR)
3 Rev.1	7	L'Inde, soutenue par le Canada et Singapour en tant que président et co-présidents du groupe de travail virtuel sur les lignes directrices pour le contrôle de la stabilité et de la pureté des matériaux de référence et des solutions de stock de pesticides pendant un stockage prolongé. Directives révisées
4	7	L'Inde, soutenue par le Canada et Singapour en tant que président et coprésidents du Groupe de travail intrasession sur les lignes directrices pour le contrôle de la stabilité et de la pureté des matériaux de référence et des solutions mères de pesticides pendant un stockage prolongé. Directives révisées
10 Rev.1	6.1, 6.2	Iran (République islamique d')
11	3, 4(a), 4(b), 5(a), 6.1, 6.2, 6.3, 7, 10 et 11	Kenya
12	3, 4(a), 4(b), 7, 8.1, 10 et 11	Rwanda
13 Rev.1	5(a) et 6.1	USA
14	5(a)	CropLife International
15	3, 5(a), 6.1, 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9, 10 et 11	Thaïlande
16	3 et 5(a)	Brésil
17	5(a)	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Mexique, Pérou et Uruguay
18 Rev.1	5(a), 5(b), 6.1, 6.2, 6.3, 8.2, 10 et 11	Union européenne (UE)
19	5(a), 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9 et 10	Inde
20	3, 4(a), 4(b), 5(a), 5(b), 6.1, 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9, 10 et 11	Ouganda
21	6.1, 7, 8.1, 8.2, 9 et 10	Émirats arabes unis (EAU)
22	6.1 et 8.1	Uruguay soutenu par le Costa Rica, Cuba, El Salvador, le Honduras, le Panama, le Paraguay et le Pérou
23	6.2, 6.3, 10 et 11	Uruguay
24	5(a) et 6.1	Australie
25 Rev.1	5(a), 6.1, 7 et 9	République de Corée
26	5(a), 6.3 et 9	Confédération mondiale des légumineuses (GPC)
27	4(a), 5(a), 6.1, 8.1 et 9	Maroc
28	3, 6.2, 7 et 8.1	Nigéria
29	1, 3, 4(a), 4(b), 5(a), 6.1, 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9, 10 et 11	République-Unie de Tanzanie
30	5(a)	Japon
31	6.3, 7, 8.2 et 11	Sénégal

CRD No.	Point de l'ordre du jour	Soumis par
32	6.1, 6.2, 8.2, 9, 10 et 11	Indonésie
33	5(a), 5(b), 6.1, 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9, 10 et 11	Mexique
34	5(a), 6.2, 6.3, 7, 8.1 et 10	Agrocare Latinoamérica
35	6.1, 8.1, 8.2, 10 et 11	El Salvador
36	6.2, 7, 8.1, 8.2, 10 et 11	Équateur
37	5(a)	Institut des technologues de l'alimentation (IFT)
38	1, 3, 4(a), 4(b), 5(a), 6.1, 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9, 10 et 11	Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)
39	3, 4(a), 4(b), 5(a), 6.1, 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9, 10 et 11	Burundi (EAC)
40	6.1	Fédération nationale de la santé (FNS)
41	6.1, 6.2, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 9, 10 et 11	Union internationale des sciences et technologies de l'alimentation (IUFoST)
42	6.1	Malaisie
43	3, 4(b), 5(a), 6.1, 6.3, 7, 8.1, 8.2, 10 et 11	Ghana

INTRODUCTION

1. La cinquante-sixième session du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) s'est tenue à Santiago du Chili, du 8 au 13 septembre 2025, à l'aimable invitation des gouvernements du Chili et de la Chine. La session était présidée par le Dr Weili Shan et coprésidée par M. Eduardo Aylwin. Le Dr Lifang Duan a assuré la vice-présidence. Les délégués de 48 pays membres, d'une organisation membre et de neuf organisations observatrices ont participé à la session. La liste des participants figure à l'Annexe I.

OUVERTURE DE LA SESSION

2. Mme Ignacia Fernandez, Ministre de l'Agriculture du Chili, a ouvert la réunion, souhaité la bienvenue aux participants et noté que la coopération multilatérale et l'utilisation de preuves scientifiques faisaient partie intégrante du mandat du Codex, qui est de protéger la santé des consommateurs tout en facilitant le commerce loyal des denrées alimentaires. Le ministre a souligné que la promotion de la compétitivité commerciale des petits exploitants ruraux et du secteur agricole autochtone améliorerait la sécurité alimentaire et la qualité de vie, et a mis en exergue l'engagement, la participation et le leadership du Chili dans les travaux du CCPR, ainsi que ses efforts soutenus pour incorporer les textes du Codex dans sa législation nationale.
3. M. Wenbo Pan, Agronome en chef, Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) de la République populaire de Chine, s'est également adressé au Comité et a souhaité la bienvenue aux participants. En soulignant les contributions continues de la Chine au CCPR, l'agronome en chef a noté que c'était la première fois que la Chine coorganisait une session du CCPR, et a remercié le Chili pour sa collaboration étroite avec la Chine dans la préparation du CCPR, à sa 56^e session. L'agronome en chef a également souligné l'importance de la collaboration, ainsi que l'utilisation de la science et de la technologie pour réglementer l'utilisation des pesticides.
4. Les personnes suivantes se sont également adressées au Comité :
 - Mme Maya Takagi, Responsable du programme régional, Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes;
 - Dr Giovanni Escalante, Représentant de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/Organisation mondiale de la santé (OMS) pour le Chili;
 - M. Allan Azegele, Président de la Commission du Codex Alimentarius;
 - Dr Weili Shan, Président du CCPR et directeur général adjoint de l'Institut pour le contrôle des produits agrochimiques du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (Institute for the Control of Agrochemicals of Ministry of Agriculture and Rural Affairs (ICAMA) de la République populaire de Chine; et
 - Dr Sarah Cahill, Secrétaire du Codex.

Répartition des compétences

5. Le CCPR a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres, conformément au paragraphe 5 de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)¹

6. Le CCPR a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de la session et est convenu d'établir un groupe de travail intrasession (ISWG) ouvert à tous les membres et observateurs, présidé par l'Inde, travaillant en anglais, afin d'examiner les directives pour le contrôle de la stabilité et de la pureté des matériaux de référence et des solutions de stock de pesticides pendant un stockage prolongé (point 7 de l'ordre du jour), telles que présentées dans le document CRD03 Rev.1, et de préparer une proposition pour examen par la session plénière.

NOMINATION DES RAPPORTEURS (Point 2 de l'ordre du jour)

7. Le CCPR a désigné Yau Ho-pan, Michael (Chine), Julian Cudmore (Royaume-Uni (UK)) et Sara McGrath (États-Unis d'Amérique (USA)) comme rapporteurs pour cette session.
8. Le président a remercié la Chine, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique pour leur soutien aux travaux fondamentaux du CCPR visant à établir des limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides. Le président a reconnu l'aide précieuse des rapporteurs pour s'assurer que les discussions et les décisions prises par le CCPR à cet égard sont fidèlement reflétées dans le rapport de sa session.

¹ CX/PR 25/56/1

QUESTIONS SOUMISES AU CCPR PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET/OU PAR D'AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES (Point 3 de l'ordre du jour)²

9. Le Secrétariat du Codex a présenté les questions figurant dans le document pour information seulement, les questions pour action découlant de la trente-quatrième session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) et une correction à la définition de «graisse» dans la *Classification des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989).

Enquête sur le suivi de l'utilisation et de l'impact des textes du Codex

10. À sa 56^e session, le CCPR a noté que les résultats de l'enquête 2024 seraient disponibles sous peu et que les membres seraient interrogés sur leur utilisation des LMR Codex (CXL) pour les résidus de pesticides dans l'enquête 2025. Le Secrétariat du Codex a donc encouragé les membres à répondre activement à l'enquête 2025 dès qu'elle sera publiée.

Publication de la *Classification révisée des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989)

11. À sa 56^e session, le CCPR a noté que la *classification révisée des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989) avait été publiée sur la page web du Codex en anglais, français et espagnol, que le Secrétariat du Codex examinerait la possibilité d'une reclassification des produits reclassera le document de la catégorie «Divers» (CXA) à la catégorie «Directives» (CXG) et que d'autres travaux seront entrepris pour améliorer l'accessibilité de ce texte.

12. Le Secrétariat du Codex a informé le CCPR que suite à l'achèvement de la révision de la norme CXA 4-1989, un projet avait été lancé pour mettre à jour la base de données du Codex sur les résidus de pesticides dans les aliments afin de recalculer toutes les LMR sur la base de la classification révisée. Ce travail sera entrepris avec un soutien externe et en collaboration avec le secrétariat du CCPR. Au cours du processus de remappage, certains problèmes devraient être identifiés, qui seront soumises aux sessions futures du CCPR. Le Secrétariat du Codex a également informé le CCPR que La technologie de la base de données serait améliorée afin qu'elle puisse être mise à jour plus rapidement. Nous remercions l'Australie et le Canada pour les ressources fournies afin de permettre la mise en œuvre de ces initiatives.

Manuel de procédure du Codex: Examen des incohérences dans le langage et du contenu remplacé dans la section 4.8 (Principes d'analyse des risques par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides)

13. Le Secrétariat du Codex a informé le CCPR qu'à la demande du CCGP, à sa 33^e session, une lettre circulaire CL 2024/27-GP avait été publiée pour solliciter des propositions sur les incohérences de langage et les contenus remplacés dans le *Manuel de procédure du Codex*. À sa 34^e session, le CCGP, après avoir examiné les observations reçues en réponse à la lettre circulaire CL 2024/27-GP, a demandé au CCPR d'examiner les observations relatives à la section 4.8 « Principes d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides » dans le *Manuel de procédure*, notant la nécessité que cette section soit claire et cohérente avec la section 2.

14. Le CCPR a examiné les amendements proposés dans le document CX/PR 25/56/2-Add.1 Annexe I. En réponse aux suggestions d'amender le paragraphe 169 en utilisant un texte alternatif, le Secrétariat de la JMPR de la FAO a *expliqué* que l'amendement initialement proposé reflétait les travaux de la Réunion mixte FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) concernant l'évaluation du devenir environnemental des résidus de pesticides à l'origine reflétait le travail de la JMPR dans l'évaluation du devenir des résidus de pesticides dans l'environnement, qui se limitait uniquement à des études dans le sol, l'eau et les systèmes eau-sédiments. Toutefois, les membres sont convenus que les ajouts proposés au paragraphe 169, ainsi qu'au paragraphe 218(f) pour inclure une référence à un cinquième tableau récemment utilisé en ce qui concerne les listes d'ordonnancement et de priorité, étaient des amendements de fond qui nécessitaient plus de temps pour être examinés.

15. Le CCPR est convenu de transmettre tous les autres amendements proposés à la 48^e session de la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «la Commission») pour adoption, avec une amélioration de la formulation proposée aux paragraphes 220, 224(a), et 245(b) pour plus de clarté et a noté que les *membres* étaient invités à soumettre des propositions pour des améliorations plus substantielles des principes de l'analyse des risques lors des prochaines sessions du CCPR.

Correction de la définition des «matières grasses» dans la *Classification révisée des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989)

16. Le Secrétariat du Codex a rappelé qu'à sa 45^e session (2022), la Commission, sur recommandation du CCPR, à sa 53^e

² CX/PR 25/56/2 ; CX/PR 25/56/2-Add.1

session (2022), a adopté des amendements techniques pour harmoniser les définitions des tissus comestibles d'origine animale (y compris la graisse), pour les utilisations de pesticides et de résidus de médicaments vétérinaires. Par conséquent, les descripteurs des graisses ont été alignés entre le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF) et le CCPR. Toutefois, certains mots ont été omis par inadvertance dans le descripteur du CCPR pour la « graisse » dans le document CXA 4-1989, ce qui devra être corrigé pour assurer la cohérence avec la décision prise par le CCPR53 et adoptée par la Commission, à sa 45^e session.

17. Le CCPR est convenu de transmettre la correction dans CX/PR 25/56/2-Add.1 Annexe II à la Commission, à sa 48^e session pour adoption.

Conclusion

18. À sa 56^e session, le CCPR:

- (i) a pris note des questions pour information renvoyées par la Commission, le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «le CCEXEC») et d'autres organes subsidiaires de la Commission;
- (ii) a noté que d'autres recommandations émanant de la Commission et/ou du CCEXEC concernant la fourniture d'avis scientifiques au CCPR, la gestion des composés non appuyés et la coordination des travaux entre le CCPR et le CCRVDF seraient examinées au titre des points pertinents de l'ordre du jour (c'est-à-dire les points 5a, 8.1 et 11 de l'ordre du jour, respectivement);
- (iii) a encouragé:
 - a. davantage de membres à jouer un rôle de premier plan dans les groupes de travail du comité; et
 - b. les membres et les observateurs à contribuer au cadre de suivi du Plan stratégique du Codex 2026 - 2031;
- (iv) a noté avec satisfaction que des travaux étaient en cours pour réaffecter les CXL/ LMR dans la base de données du Codex et qu'il était disposé à répondre à toute question soulevée dans le cadre de ces travaux;
- (v) a noté que des efforts supplémentaires seraient déployés pour améliorer l'accessibilité de la Classification des aliments et des aliments pour animaux (CXA 4-1989), ce qui pourrait impliquer le reclassement du document de la catégorie « Divers » (CXA) à la catégorie « Directives » (CXG)G après la CAC48, afin de le classer de manière plus appropriée; et
- (vi) est convenu de transmettre les amendements à la section 4.8 (Principes d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides) dans le *Manuel de procédure du Codex* (Annexe II, partie 1) et la correction de la définition des « matières grasses » dans la *Classification des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989) à la Commission du Codex Alimentarius, à sa 48^e session pour adoption (Annexe II, partie 2).

QUESTIONS DÉCOULANT DE LA FAO ET DE L'OMS (point 4a de l'ordre du jour)³

19. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont présenté ce point et ont souligné les principales activités normatives et de renforcement des capacités menées par les deux organisations en rapport avec les travaux du CCPR depuis sa cinquante-cinquième session (juin 2024).

FAO

Activités de la Réunion mixte FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM)

20. Le CCPR a été informé que la 17^e réunion de la JMPM, tenue en octobre 2024, a recommandé des mises à jour de plusieurs directives, y compris celles sur la communication des risques, les conteneurs de pesticides vides, la surveillance de la résistance aux pesticides, l'utilisation mineure de pesticides, et les ventes de pesticides en ligne. La JMPM a approuvé de nouveaux documents d'orientation sur l'élimination progressive des pesticides, le commerce illégal, les ventes en ligne et les exigences en matière de données pour l'enregistrement.
21. Le CCPR a noté que la FAO et l'OMS étaient en train de réviser le Code de conduite sur la gestion des pesticides pour prendre en compte les droits des peuples autochtones au consentement libre, préalable et éclairé, comme l'a souligné

³ CX/PR 25/56/3

l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Le CCPR a également noté qu'un nouveau guide sur l'épandage aérien de pesticides avait été publié et était disponible en ligne à l'adresse suivante:⁴.

Activités de la réunion mixte FAO/OMS sur les normes des pesticides (JMPS)

22. Le CCPR a été informé que la vingt-troisième session de la JMPS s'est tenue en juin 2024 aux Pays-Bas, où 38 normes de pesticides ont été évaluées. Un consensus a été atteint sur la révision du manuel opérationnel pour les pesticides chimiques, la rédaction d'un nouveau manuel pour les pesticides microbiens et la mise à jour des exigences en matière de données pour les spécifications de formulation. À la suite de la réunion, la 19^e réunion ouverte du Conseil international d'analyse des pesticides (CIPAC)/FAO/OMS et la 68^e réunion technique ont examiné 15 méthodes d'analyse pour 17 pesticides et impuretés.
23. Le CCPR a également noté que le *Manuel sur l'élaboration et l'utilisation des normes de la FAO et de l'OMS pour les pesticides microbiens*⁵, récemment publié, fournissait des conseils pratiques pour établir des normes pour les pesticides microbiens et améliorer le contrôle de la qualité des biopesticides afin de réduire les risques des pesticides pour la santé et l'environnement.

Implications pour la sécurité alimentaire de l'utilisation d'inhibiteurs environnementaux dans les systèmes agroalimentaires

24. Le CCPR avait été informé que la FAO avait publié un rapport dans le cadre de son programme de prospective sur la sécurité alimentaire, intitulé «Food safety implications from the use of environmental inhibitors in agrifood systems»⁶. Le rapport:
- a examiné les implications pour la sécurité alimentaire des inhibiteurs environnementaux utilisés dans les systèmes agroalimentaires pour améliorer l'efficacité de la production et réduire les impacts environnementaux tels que les émissions de gaz à effet de serre et les pertes d'azote;
 - a noté que si les inhibiteurs environnementaux présentent des avantages en termes de durabilité, leur présence involontaire dans les aliments pourrait présenter des risques pour la santé et perturber le commerce, en particulier en l'absence de LMR harmonisées, de définitions claires et de données suffisantes en matière de sécurité; et
 - a passé en revue divers inhibiteurs synthétiques et biologiques, a décrit les approches réglementaires dans certains pays et a identifié les lacunes en matière de connaissances.
25. Le CCPR a en outre été informé qu'un webinaire connexe de la FAO avait eu lieu le 9 mai 2024 et que les travaux en cours se poursuivraient pour fournir des orientations sur l'évaluation des risques pour la sécurité sanitaire des aliments associés à ces substances.
26. Un membre a exprimé son soutien et sa gratitude à la FAO pour ses travaux sur les inhibiteurs environnementaux et a indiqué qu'il s'engageait à soutenir les travaux futurs dans ce domaine.

Atelier international sur l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux - Sécurité chimique

27. Le CCPR a été informé de l'atelier international sur l'évaluation des risques liés à l'alimentation animale - Sécurité chimique, qui s'est tenu en mars 2025 aux Pays-Bas, afin d'examiner les progrès et les défis de l'évaluation des contaminants chimiques dans l'alimentation animale. L'atelier a souligné les progrès réalisés depuis 2013, notamment l'amélioration des modèles de transfert et l'harmonisation des régimes alimentaires. L'atelier a noté que des lacunes subsistent dans les cadres internationaux et qu'il y a un manque de données sur la toxicité. Le représentant de la FAO a indiqué que la FAO continuerait à soutenir ces efforts et prévoyait de lancer un manuel sur l'évaluation des risques liés à l'alimentation animale lors du Forum mondial pour l'alimentation animale et les régulateurs de l'alimentation animale en octobre 2025.

⁴ <https://www.fao.org/pest-and-pesticide-management/guidelines-standards/faowho-joint-meeting-on-pesticide-management-jmpm/guidelines-tools/en/>

⁵ <https://doi.org/10.4060/cc9840en>

⁶ <https://openknowledge.fao.org/items/68ec6807>

OMS

28. Le représentant de l'OMS a informé le CCPR, à sa 56^e session, de l'atelier OMS-Université technologique de Nanyang (NTU) sur les méthodologies de la nouvelle approche (NAM) pour la sécurité sanitaire des aliments, qui s'est tenu à Singapour en juin 2025, a réuni plus de 80 experts de cinq régions de l'OMS et a souligné le potentiel des NAM pour faire progresser la sécurité sanitaire des aliments tout en soutenant les principes des 3R de remplacement, de réduction et de raffinement de l'expérimentation animale. Les principales recommandations ont porté sur la promotion de la validation et du renforcement des capacités, l'intégration des NAM dans les travaux du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) et la JMPR, et la création d'un réseau mondial sur les NAM, l'OMS, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les partenaires prenant la tête des prochaines étapes en matière d'orientation, de formation et de cadres de vérification.

Conclusion

29. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a pris note du rapport fourni par la FAO et l'OMS;
 - (ii) a remercié la FAO et l'OMS pour les efforts qu'elles ont déployés afin de fournir un soutien technique aux membres; et
 - (iii) a encouragé les membres et les observateurs à s'engager activement et à contribuer aux activités de la FAO et de l'OMS.

QUESTIONS DÉCOULANT D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (point 4b de l'ordre du jour)⁷**Centre mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture**

30. Le représentant du Centre mixte FAO/AIEA a présenté ce point par enregistrement vidéo, rappelant que le Centre, par l'intermédiaire de sa Section de la sécurité sanitaire et du contrôle des aliments et de son Laboratoire de la sécurité sanitaire et du contrôle des aliments, apportait son soutien à plusieurs États membres dans le cadre d'une série d'activités intéressant le CCPR et le Codex en général.
31. Le représentant a informé le CCPR de plusieurs projets de renforcement des capacités qui, entre autres, ont contribué à combler une lacune critique dans les systèmes de sécurité sanitaire et de contrôle des aliments parmi les pays membres et la nécessité d'établir ou de contribuer à l'établissement de normes et de directives nationales, régionales et internationales (Codex). Le représentant a noté que les projets ont également permis d'identifier des lacunes et donc de nouveaux domaines de travail potentiels pour le Codex. Par exemple, lors d'une formation régionale sur l'analyse des dangers chimiques (y compris les pesticides) dans la région Asie-Pacifique, qui s'est tenue à Doha (État du Qatar) en 2024, 17 pays membres ont noté l'absence de LMR pour certains produits dans la région. Les exemples incluent l'éthion et l'acétamipride dans les piments ainsi que l'azoxystrobine dans la grenade.
32. Le représentant a indiqué que les pays membres engagés dans ces projets ont également reçu un soutien pour renforcer leur capacité à produire des données scientifiques/de résidus fiables pour une série de dangers chimiques, y compris les pesticides. À cet égard, le représentant a informé le CCPR d'une formation régionale africaine qui s'est tenue à Accra, au Ghana, en mai 2025, sur les bonnes pratiques de laboratoire et les essais de terrain supervisés pour les pesticides, en mettant l'accent sur l'afidopyropène dans le gombo et le piment (voir aussi point 6.3 de l'ordre du jour). Le représentant a indiqué que la région africaine, représentée par les institutions compétentes au Ghana, au Kenya et au Sénégal, était désireuse de mener des essais de terrain supervisés complets sur le pesticide dans les deux produits et a noté que l'AIEA explorait des mécanismes pour soutenir de telles initiatives.

Conclusion

33. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a pris note des informations fournies;
 - (ii) a félicité le Centre mixte FAO/AIEA pour ses activités de renforcement des capacités et autres activités concernant

⁷ CX/PR 25/56/4

la sécurité des pesticides, et des produits chimiques en général, dans l'alimentation humaine et animale, en utilisant des techniques nucléaires et connexes, afin de renforcer les capacités dans les pays en développement; et

(iii) a encouragé la poursuite de la coopération entre les membres du Codex et le Centre mixte FAO/AIEA à cet égard.

RAPPORT SUR LES QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL EXAMINÉS PENDANT LA RÉUNION DE LA JMPR DE 2024 (Point 5a de l'ordre du jour)⁸

Déclaration générale

34. Le secrétariat de la JMPR a présenté ses sincères excuses pour le retard dans la publication du rapport de la JMPR de 2024, qui a eu un impact sur le calendrier de la session du CCPR, à sa 56^e session. Ce retard est dû à des désaccords non résolus entre les experts sur la méthode d'estimation globale de l'exposition alimentaire chronique (GECDE). Le secrétariat de la JMPR a assuré le CCPR que la FAO et l'OMS travaillaient ensemble pour renforcer la gouvernance de la JMPR afin qu'à l'avenir, les divergences puissent être traitées de manière transparente tout en permettant au travail de la JMPR de se poursuivre sans retard.

Conclusion

35. À sa 56^e session, le CCPR a pris note de l'information, en particulier des efforts en cours pour renforcer la gouvernance de la JMPR.

Considérations générales

36. Les secrétariats de la JMPR de la FAO et de l'OMS ont présenté le point, résumé les principaux points de discussion sur les considérations générales découlant de la réunion de la JMPR de 2024 et fourni des éclaircissements le cas échéant.

1. Développements dans la méthodologie d'exposition alimentaire pour les résidus de pesticides dans les aliments

37. Le secrétariat de la JMPR de l'OMS a informé le CCPR qu'en 2024, la JMPR a évalué la performance de la GECDE en comparant ses estimations avec celles dérivées des données de consommation individuelle, ce qui a été considéré comme l'approche de référence. En l'absence de consensus, la discussion se poursuivra lors de la prochaine réunion de la JMPR afin d'examiner les aspects techniques et pratiques liés à l'opinion dissidente fournie dans l'Annexe 10 du rapport de la JMPR de 2024 et de répondre aux préoccupations exprimées par le CCPR, à sa 56^e session.
38. Le secrétariat de la JMPR de l'Organisation mondiale de la Santé a confirmé que les trois estimations basées sur l'apport journalier estimatif international (IEDI), l'approche GECDE-moyenne et l'approche GECDE-haute continueraient à être rapportées, avec des explications dans le rapport de la JMPR pour aider le CCPR à interpréter les différences potentielles. Le secrétariat de la JMPR préparera également des rapports plus détaillés sur le travail de benchmarking et fournira des explications supplémentaires sur les méthodes et leur application.
39. Le Secrétariat de la JMPR de la FAO a noté qu'une approche par étapes serait suivie : tout d'abord, développer des outils de gouvernance pour résoudre les divergences d'opinions entre les experts, puis examiner et traiter les préoccupations techniques soulevées par le CCPR et fournir des informations transparentes sur l'utilisation appropriée de chaque approche de modélisation pour l'évaluation des risques liés aux résidus de pesticides par la JMPR. Il a souligné la nécessité de valider le modèle avec davantage de pesticides et de produits végétaux, d'améliorer l'accès au modèle et de laisser le temps de se familiariser avec celui-ci avant toute mise en œuvre éventuelle du GECDE.
40. Les membres ont accueilli favorablement les informations fournies par le Secrétariat de la JMPR et ont exprimé leur satisfaction quant au fait que l'IEDI continuerait à être appliqué par la JMPR, tandis que le modèle GECDE serait exploré plus avant et que des informations plus détaillées seraient fournies sur chacun des trois modèles (IEDI, GECDE-moyenne et GECDE-haute) afin d'aider le CCPR à prendre des décisions éclairées en matière de gestion des risques.
41. Les membres, se référant également à leurs soumissions écrites à la session (consulter la liste des documents de séance à la page xi de ce rapport), ont réitéré les préoccupations précédemment soulevées au CCPR, à sa 55^e session, et ont fourni les commentaires et observations supplémentaires suivants:

⁸ Rapport de la réunion 2024 de la JMPR, Section 2
FAO : <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/efc0acf8-8114-4f18-b746-b1d90bf2ae23/content>
OMS : [https://www.who.int/groups/joint-fao-who-meeting-on-pesticide-residues-\(jmpri\)](https://www.who.int/groups/joint-fao-who-meeting-on-pesticide-residues-(jmpri))

- Il est essentiel de veiller à ce que tout changement apporté à la méthodologie de la JMPR soit fait de manière transparente. Cela permettrait au CCPR et aux autres parties prenantes de comprendre pleinement l'approche proposée et ses implications pour la gestion des risques.
- Il est nécessaire de justifier plus clairement le passage de l'IEDI à la GECDE, y compris la prise en compte de la représentativité mondiale des données utilisées.
- Les membres ont souligné que toute décision d'adopter cette nouvelle méthodologie devrait être soigneusement examinée par le CCPR et étayée par des preuves démontrant sa nécessité pour atteindre le niveau de protection approprié convenu (ALOP) notant que toute décision sur l'ALOP était de nature à gérer les risques.
- Les membres ont demandé des informations détaillées sur les enquêtes alimentaires utilisées, y compris les méthodologies et le nombre de participants, en particulier lorsque des percentiles plus élevés sont appliqués, afin de garantir la robustesse des données. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que les données de consommation de seulement 46 pays ont été utilisées dans le modèle GECDE, ce qui pourrait ne pas représenter de manière adéquate l'exposition alimentaire mondiale. La JMPR a été encouragée à améliorer la couverture des données et à évaluer la qualité des données pour répondre aux besoins des études d'exposition. Tous les niveaux prudents proposés dans le cadre de GECDE devraient être évalués de manière approfondie. En outre, un membre a demandé que la lettre circulaire mentionnée dans le rapport de la 55^e session du CCPR visant à élargir davantage les données disponibles pour le calcul du GECDE soit diffusée.
- De plus amples informations sont nécessaires concernant le GECDE y compris le modèle utilisé, les sources de données, les hypothèses, les résultats et l'impact sur les LMR du Codex. La validation de la méthodologie devrait garantir une représentation régionale adéquate.
- Si la comparaison entre l'IEDI et le GECDE vise à évaluer le conservatisme, elle doit être soigneusement examinée. La corrélation entre GECDE et l'utilisation de données individuelles, en particulier avec GECDE-haut, s'est avérée faible et insuffisante. L'analyse portait que sur trois pesticides mais un nombre important de dépassements de DJA ont été inclus dans le rapport de la JMPR de 2024, suggérant que les conclusions actuelles pourraient ne pas être représentatives.
- Une validation supplémentaire est nécessaire pour les aliments d'origine végétale, les travaux antérieurs ayant porté principalement sur les produits d'origine animale.
- Les membres ont demandé à la JMPR de fournir des informations plus détaillées sur les calculs utilisés, afin de permettre aux gestionnaires de risques d'évaluer la pertinence du modèle.
- Des études de cas supplémentaires sont nécessaires pour illustrer les différences entre les trois modèles, les expositions qui en résultent et les implications pour les LMR. Cela permettrait de prendre des décisions éclairées concernant les transitions potentielles entre les modèles.
- Des détails spécifiques sur la moyenne GEDCE et les approches GECDE-hautes pour l'évaluation de l'exposition chronique devraient être fournis afin de faciliter la prise de décisions éclairées en matière de gestion des risques.
- Il n'est pas clair si des travaux ont été réalisés pour identifier les composés susceptibles de poser des problèmes d'exposition à plus court terme que la durée de vie. Ces composés peuvent nécessiter un calcul élevé sur la base de leur profil toxicologique, et tous les composés ne présentent pas nécessairement ce niveau de risque.
- Des éclaircissements sont nécessaires concernant la cohérence entre les conclusions du point 2.1 du rapport de la JMPR et le contenu présenté à l'annexe 10.
- Avant de mettre en œuvre le modèle GECDE, des amendements au Manuel de procédure du Codex seraient nécessaires.

42. Une organisation membre a proposé d'établir un groupe de travail électronique (GTE) spécialisé pour coordonner la gestion et l'évaluation des risques et pour élaborer un plan de mise en œuvre. Cette proposition n'a toutefois pas été examinée.
43. En réponse à une question sur la manière dont les propositions relatives au futur plan de travail du Secrétariat de la

JMPR et d'autres informations liées à la méthodologie d'exposition pourraient être communiquées au CCPR, les Secrétariats de la JMPR et du Codex ont suggéré que des outils tels que des webinaires et des plateformes de partage d'informations pourraient faciliter l'interaction entre les membres du Codex, le CCPR et la JMPR. Le Secrétariat du Codex a proposé d'organiser des webinaires ou des réunions virtuelles afin de permettre des échanges informels et continus, en précisant que les commentaires de la JMPR seraient officiellement présentés au CCPR, à sa 57^e session pour examen.

Conclusion

44. À sa 56^e session, le CCPR:

- (i) a noté l'information supplémentaire à celle incluse dans le rapport 2024 de la JMPR, fournie par le secrétariat de la JMPR, concernant les discussions de la JMPR sur les développements de la méthodologie d'exposition alimentaire pour les résidus de pesticides dans les aliments.
- (ii) a réitéré les préoccupations soulevées par le CCPR, à sa 55^e session concernant les recommandations de la JMPR sur l'évaluation de l'exposition alimentaire et a discuté de sujets supplémentaires qui nécessitent un examen plus approfondi de la part du CCPR et de la JMPR. Ces questions concernent:
 - (a) la transparence de la méthodologie GECDE;
 - (b) l'accessibilité du modèle proposé;
 - (c) la caractérisation du conservatisme des méthodologies IEDI et GECDE;
 - (d) la représentativité et la qualité des données de consommation; et
 - (e) la mise en œuvre des changements apportés aux principes d'évaluation des risques dans le Manuel de procédure du Codex et d'autres documents d'orientation de la FAO et de l'OMS.
- (iii) a noté qu'une consultation supplémentaire entre le CCPR et la JMPR était nécessaire avant que la JMPR puisse faire des recommandations sur l'opportunité de mettre en œuvre des changements à l'approche d'évaluation de l'exposition alimentaire; et que le Secrétariat de la JMPR a reconnu que les préoccupations soulevées par le CCPR, à sa 56^e session seraient transmises à la JMPR.
- (iv) a noté que la JMPR continuera à utiliser la méthode actuelle d'évaluation du risque alimentaire de l'IEDI et présentera également les résultats des calculs effectués avec les méthodologies GECDE-moyenne et GECDE-haute et fournira des explications pour soutenir l'interprétation des différents résultats.

45. Pour faire avancer les délibérations sur les méthodes d'évaluation de l'exposition alimentaire de la JMPR, à sa 56^e session, le CCPR a demandé à la FAO et à l'OMS de prendre les mesures suivantes:

- (i) Traiter et répondre aux commentaires et préoccupations soulevés lors de la 55^e et 56^e sessions du CCPR et à ceux soumis par écrit dans les documents de séance (CRD) au CCPR, à sa 56^e session;
- (ii) Assurer la transparence en donnant accès aux modèles et aux données utilisés pour l'évaluation des risques;
- (iii) Fournir des informations techniques sur le point de vue divergent fourni dans l'annexe 10 du rapport de la JMPR de 2024. La JMPR est encouragée à délibérer davantage pour résoudre ces points de vue divergents sur les questions techniques; et
- (iv) Élaborer un plan de travail décrivant des étapes claires en relation avec les futures sessions du CCPR et de la JMPR. Comme l'a proposé la JMPR, ce plan de travail peut inclure d'autres mécanismes, tels que des ateliers et des webinaires, pour faciliter l'échange d'informations entre les évaluateurs de risques et les gestionnaires de risques.

2. Examen de la recommandation de limites maximales de résidus de groupe pour les légumes secs

46. Le secrétariat de la JMPR a indiqué que la JMPR de 2023 avait reçu des données concernant l'utilisation de l'acétamipride sur diverses légumineuses. Des différences significatives dans les niveaux de résidus après un traitement selon les bonnes pratiques agricoles (BPA) ont été identifiées entre les genres *Phaseolus* ou *Vigna* et les haricots de soja. et les essais en plein champ sur les cultures individuelles de *Phaseolus* et *Vigna* n'étaient pas suffisants pour faire une recommandation pour leurs sous-groupes.

47. Dans le cadre d'une évaluation de suivi, une analyse préliminaire des données relatives à un nombre limité de substances actives provenant d'essais en plein champ sur divers genres de *Phaseolus* ou *Vigna* et sur des fèves de soja a été réalisée. Une différence statistiquement significative dans les niveaux de résidus entre ces espèces a été confirmée pour l'ensemble des données, mais pas dans les échantillons proches de la récolte, qui déterminent généralement le niveau de résidus. La JMPR de 2024 a réévalué les données de 2023 pour l'acétamipride sur les légumineuses (voir section 5.1) sur la base de l'ensemble des données soumises. Pour les applications futures, il serait souhaitable d'obtenir des données d'essais en plein champ pour les genres *Phaseolus* et *Vigna*.

Conclusion

48. Le CCPR a pris note de l'examen par la JMPR de la recommandation de LMR de groupe pour le sous-groupe des haricots secs et le sous-groupe des pois secs. La LMR recommandée sera examinée au point 6.1 de l'ordre du jour.

3. Extrapolation des recommandations pour la tomate et le poivron aux aubergines (sous-groupe)

49. Le secrétariat de la JMPR a présenté l'historique de cet exercice et a rappelé que le CCPR, à sa 55^e session, avait demandé à la JMPR d'examiner les procédures d'extrapolation du poivron et de la tomate aux aubergines telles qu'elles ont été développées par la GPC (Confédération mondiale des producteurs de haricots).
50. Le secrétariat de la JMPR a indiqué que la JMPR avait apprécié le travail effectué par l'observateur pour identifier les composés candidats pour l'extrapolation des recommandations existantes de la JMPR pour les résidus dans les tomates et les poivrons aux aubergines. En examinant la soumission de l'observateur, la JMPR a convenu qu'elle fournissait une approche efficace pour évaluer les extrapolations potentielles des CXL existantes à d'autres produits. La réunion a encouragé la poursuite de l'exploration de possibilités similaires. La réunion de la JMPR a noté que leur évaluation nécessitait le temps des experts de la JMPR (environ une évaluation des LMR supplémentaires) qui aurait pu être alloué à d'autres travaux de la JMPR. Par conséquent, la réunion de la JMPR a recommandé que toutes les soumissions soient coordonnées par le groupe de travail du CCPR sur les priorités. En ce qui concerne les conclusions des extrapolations spécifiques faites par l'observateur, la réunion de la JMPR a noté plusieurs résultats qui ne seraient pas en accord avec les procédures actuelles de la JMPR. En conséquence, la réunion de la JMPR a souligné que les recommandations relevant du mandat de la JMPR (par exemple les valeurs indicatives toxicologiques basées sur la santé, les recommandations de limites maximales de résidus et les évaluations des risques alimentaires) ne devraient être présentées au CCPR que par la JMPR.
51. Les membres qui se sont exprimés ont remercié la JMPR pour son examen de l'approche et ont noté l'utilité de l'exercice qui devrait être encouragé pour trouver des moyens plus efficaces de recommander des LMR pour les cultures mineures tout en reconnaissant que ces informations sont examinées par la JMPR en tant qu'organisme scientifique indépendant.
52. Un observateur a noté qu'il continuerait à faire des soumissions similaires à la JMPR pour appuyer les CXL pour les cultures mineures et, notant les préoccupations concernant la capacité des ressources de la JMPR, que ces soumissions seraient limitées aux composés dont l'évaluation est déjà prévue par la JMPR.
53. Un membre a remercié l'observateur du GPC et a demandé une formation pour aider les pays à contribuer à ce processus de soumission à la JMPR.

Conclusion

54. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a remercié la JMPR d'avoir pris en compte l'approche de travail et d'avoir examiné la proposition de LMR spécifique concernant l'extrapolation des CXL existantes de la tomate et du poivron aux aubergines.
 - (ii) a noté que la JMPR est convenue que cette approche par étapes, avec des modifications appropriées, peut convenir à l'identification de principes actifs candidats, lorsque l'extrapolation des CXL existantes à d'autres produits, tels qu'une culture mineure, peut être envisagée.
 - (iii) s'est félicité de la poursuite de l'exploration de cette approche pour trouver le candidat approprié, la matière active et les produits apparentés pour appuyer l'établissement de LMR pour les cultures mineures;
 - (iv) est convenu qu'étant donné les ressources limitées en experts de la JMPR, toutes les soumissions concernant le candidat, l'ingrédient actif et les informations connexes devraient être coordonnées par l'intermédiaire du groupe de travail sur les calendriers Codex et les listes de priorités du Codex.

4. Transition du produit de viande au produit de muscle et de graisse

55. Le secrétariat de la JMPR a rappelé que selon la classification révisée des aliments destinées à l'alimentation humaine et animale (CXA 4-1989) qui comprend la classe B révisée sur les produits alimentaires primaires d'origine animale, la classe B révisée incorpore de nouvelles définitions pour les termes « viande », « muscle », « graisse » et « abats comestibles » pour faciliter l'harmonisation des LMR entre le CCPR et le CCRVDF. Il a été convenu de mettre à jour les définitions des produits en fonction de la nouvelle classification et de poursuivre l'approche progressive de la mise à jour en fonction de la nouvelle classification à l'avenir.
56. Un membre a noté que cette mise à jour signifierait que la période de transition couvrirait approximativement 25 ans, ce qui correspond à la durée du cycle de révision périodique.
57. Pour les produits Groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins) (MM0095) et Groupe de muscles aviaires (PM0110), les descriptions ont été modifiées alors que les codes sont restés inchangés. Le CCPR a convenu que cela pouvait créer de la confusion et des problèmes dans le suivi et l'application des LMR pour ces produits. Par conséquent, une note ou un suffixe devrait être ajouté dans la base de données à ces CXL dérivées de l'ancienne classification pour clarifier que la CXL s'applique à l'ancienne description du produit.
58. Le CCPR a noté que cette question se poserait probablement aussi dans le cadre du projet de mise à jour de la base de données pour remapper toutes les LCXL/LMR à la classification révisée (voir point 3 de l'ordre du jour) et qu'une proposition pourrait être soumise au CCPR, à sa 57^e session pour examen. Le CCPR a pris note de la volonté de l'Australie, la Chine et de l'Union européenne d'apporter leur aide à cet égard.

Conclusion

59. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a pris note de la mise à jour de la JMPR; et
 - (ii) a proposé que le CCPR, à sa 57^e session considère l'ajout d'une note / suffixe au CXLS dérivé sous l'ancienne classification comme indiqué au paragraphe 58.

5. Interprétation des schémas d'utilisation pour les applications ciblées

60. Le secrétariat de la JMPR a signalé que les réunions 2023 et 2024 ont reçu des informations sur les utilisations homologuées et les essais en plein champ supervisés pour les produits insecticides de pulvérisation d'appâts, où le produit final est appliqué sur une petite surface de la culture.
61. Le secrétariat de la JMPR a expliqué que la JMPR fait des recommandations sur les résidus sur la base d'essais de résidus supervisés dont le schéma d'utilisation correspond, se rapproche ou pourrait être ajusté aux BPA critiques. L'application directe d'un produit sur une partie de la culture soulève des questions quant à la distribution des résidus sur la zone traitée et à la collecte d'échantillons représentatifs dans les champs, les vergers, etc. La JMPR a noté que les traitements ponctuels inhérents à l'agriculture de précision soulèveraient ces mêmes questions pour d'autres utilisations finales. La JMPR a noté que les traitements ponctuels inhérents à l'agriculture de précision soulèveraient les mêmes questions pour d'autres produits finaux. Il a été noté que l'échantillonnage des produits pour les niveaux de résidus de pesticides devrait être adapté à la dérivation des LMR (reflétant le potentiel de traitement direct du produit) ainsi que les niveaux de résidus reflétant le mélange des produits récoltés au niveau du champ. La JMPR a recommandé que les autorités réglementaires et autres (par exemple l'OCDE) qui établissent des lignes directrices pour la conduite d'essais sur le terrain prennent en compte ces questions lors de la mise à jour des lignes directrices.
62. Un membre a appuyé le point de vue de la JMPR et a noté qu'il était opportun pour l'OCDE et d'autres organisations d'avoir de bonnes pratiques pour les essais de résidus qui reflètent les différentes techniques d'application et de précision.

Conclusion

63. À sa 56^e session, le CCPR a reconnu les efforts continus de la JMPR pour améliorer et affiner ses méthodes d'évaluation afin de s'aligner plus étroitement sur les pratiques de terrain réelles, garantissant des résultats d'évaluation plus solides sur le plan scientifique.

6. Mise à jour des résidus de pesticides dans les aliments : document d'orientation pour les monographes et les réviseurs de la JMPR de l'OMS

64. À sa 56^e session, le CCPR a noté que la proposition de mise à jour du document d'orientation destiné aux monographistes et aux réviseurs de l'OMS sur les procédures, les aspects scientifiques et le style était en cours et qu'une version finale remplacerait finalement les orientations actuelles de l'OMS sur le site web de l'OMS après la JMPR 2025.

7. Stratégie et calendrier pour la réévaluation des dithiocarbamates par la JMPR

65. Le secrétariat de la JMPR a indiqué qu'un plan a été analysé pour la réévaluation des dithiocarbamates et que trois phases sont présentées dans les rapports pour cette évaluation. En fonction des priorités et des charges de travail de la JMPR, toutes les activités d'une phase donnée pourraient ne pas être achevées lors d'une seule réunion de la JMPR, et les phases suivantes seraient donc abordées lors de réunions ultérieures de la JMPR. La première phase devrait nécessiter l'ensemble des ressources annuelles normalement allouées au programme d'évaluation périodique, tandis que les phases deux et trois nécessiteraient des niveaux de ressources similaires. Le secrétariat de la JMPR a indiqué que la JMPR continuerait, dans la limite des ressources disponibles, à entreprendre la réévaluation conformément au plan défini et que les progrès réalisés seraient communiqués au CCPR, à sa 57^e session.
66. Le secrétariat de la JMPR de la FAO a également précisé qu'étant donné que des méthodes de résidus totaux étaient utilisées, l'évaluation des résidus de tous les composés aurait lieu en même temps que la phase trois du plan ou dans les années suivantes.

Conclusion

67. À sa 56^e session, le CCPR a pris note de la mise à jour et attend d'autres mises à jour lors des prochaines sessions du CCPR.

8. guide de la toxicocinétique non linéaire et de la toxicocinétique non linéaire : état d'avancement des travaux

68. Le secrétariat de la JMPR a informé le CCPR qu'il existait un projet de guide mais qu'il fallait encore l'affiner. Il est envisagé que la JMPR de 2026 continue à travailler sur le guide.

Conclusion

69. À sa 56^e session, le CCPR a pris note de la mise à jour fournie.

9. Données sur les métabolites de pesticides qui sont aussi des produits chimiques de base

70. Le secrétariat de la JMPR a indiqué que la JMPR prend en compte le risque alimentaire non seulement de l'ingrédient actif du pesticide, mais aussi de ses métabolites et de ses produits de dégradation. Une approche systématique de l'évaluation des risques liés à ces métabolites et produits de dégradation a été mise au point. Pour les métabolites et les produits de dégradation de faible poids moléculaire et moins spécifiques, les promoteurs des pesticides inscrits à l'ordre du jour de la JMPR devraient rechercher la disponibilité et soumettre les informations pertinentes pour l'évaluation du risque alimentaire,
71. Le secrétariat de la JMPR a également souligné que si l'exhaustivité des données est importante, leur qualité l'est tout autant.

Conclusion

72. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a souligné l'importance de la soumission de ces métabolites et des données de dégradation, en particulier pour ceux qui sont également utilisés comme produits chimiques de base, afin de garantir une évaluation rigoureuse et scientifique du risque alimentaire; et
 - (ii) Encourage les sponsors à soumettre ces données ou informations pour améliorer la précision de l'évaluation du risque alimentaire.

10. Efficacité des ressources de la JMPR

73. Le secrétariat de la JMPR a informé le Comité que la JMPR a toujours exhorté les sponsors à soumettre des dossiers chimiques complets et de haute qualité conformément aux principes d'analyse des risques du CCPR, mais que de nombreuses soumissions récentes - telles que celles pour le chlorpyrifos et l'acynonapyr - manquaient de données

essentielles sur les résidus et la toxicologie nécessaires pour établir des valeurs indicatives basées sur la santé, des définitions de résidus et des évaluations du risque alimentaire. Dans un nouveau cas, le dossier présentait un schéma d'utilisation très limité qui n'a pas donné lieu à des résidus de pesticides détectables, ce qui a compliqué le processus d'évaluation. En outre, les promoteurs soumettent souvent des dossiers volumineux pour des utilisations supplémentaires au cours des années suivantes, ce qui oblige la JMPR à revoir les définitions des résidus et met sa capacité à rude épreuve. Pour améliorer l'efficacité et la concentration, la JMPR donnera la priorité aux dossiers qui comprennent de multiples utilisations homologuées avec des résidus mesurables attendus et qui traitent entièrement toutes les données requises décrites dans l'appel à soumission.

Conclusion

74. Le CCPR est convenu que la JMPR pourrait donner la priorité aux dossiers et poursuivre l'examen de cette question au point 10 de l'ordre du jour.

RAPPORT SUR LES RÉPONSES AUX PRÉOCCUPATIONS SPÉCIFIQUES SOULEVÉES PAR LE CCPR DÉCOULANT DE LA RÉUNION DE LA JMPR DE 2024 (Point 5b de l'ordre du jour)⁹

75. À sa 56^e session, le CCPR a noté qu'il n'y avait pas de préoccupations spécifiques soulevées par le CCPR, à sa 55^e session pour l'examen de la réunion de la JMPR de 2024.

LMR pour les pesticides dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale (aux étapes 7 et 4) (Point 6.1 de l'ordre du jour)¹⁰

Remarques générales

76. L'UE a informé le CCPR que les CXL adoptées par la Commission, à sa 47^e session (2024), pour lesquelles l'UE n'a pas introduit de réserves, sont maintenant établies dans la législation de l'UE.
77. L'UE a également expliqué que la politique de l'UE est de proposer un règlement de la Commission européenne pour l'inclusion des CXL dans la législation de l'UE à condition que :
- l'UE fixe des LMR pour le produit considéré; et
 - la LMR actuelle de l'UE est inférieure à la CXL.
78. Le CCPR a noté que l'UE exprimerait des réserves sur l'avancement des LMR proposées dans les situations suivantes, et que la Suisse appuierait toutes les réserves de l'UE car son approche et ses politiques d'évaluation des risques liés aux résidus sont les mêmes que celles de l'UE:
- la CXL proposée n'est pas fiable pour les consommateurs européens (y compris une évaluation que la définition des résidus du Codex assure un niveau de protection équivalent); et/ou
 - les données toxicologiques ne sont pas disponibles au niveau de l'UE ou sont disponibles mais n'ont pas encore été évaluées au niveau de l'UE; et/ou
 - les CXL proposées ne sont pas suffisamment étayées par des données conformément au manuel de la FAO ou à d'autres exigences convenues; et/ou
 - la définition du résidu établie par la JMPR n'est pas compatible avec la définition du résidu établie au niveau de l'UE; et/ou

⁹ Rapport de la réunion de la JMPR 2024, section 3

FAO : <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/efc0acf8-8114-4f18-b746-b1d90bf2ae23/content>

OMS : [https://www.who.int/groups/joint-fao-who-meeting-on-pesticide-residues-\(jmpmr\)](https://www.who.int/groups/joint-fao-who-meeting-on-pesticide-residues-(jmpmr))

¹⁰ CL 2025/35-PR ; CX/PR 25/56/5 ; CX/PR 25/56/5-Add.1 (Commentaires de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de Cuba, de l'Égypte, du Pérou, de la Thaïlande, de l'Uruguay, du Comité européen des fabricants de sucre (CEFS), de CropLife International)

- la CXL n'est pas acceptable pour l'UE en ce qui concerne des domaines tels que les données d'appui, les extrapolations, ainsi que les questions environnementales de nature mondiale conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

79. L'UE a suggéré qu'il serait utile de rendre les calculs de la charge alimentaire et les calculs du seuil de préoccupation toxicologique (TTC) accessibles dans le rapport de la JMPR, éventuellement sous forme électronique par le biais d'un lien dans le rapport de la JMPR.
80. Les États-Unis ont rappelé au CCPR que les questions environnementales mondiales dépassaient le mandat du CCPR puisque celui-ci se concentre principalement sur la protection de la santé des consommateurs et la facilitation du commerce mondial.

Examen des composés

015 Chlorméquat

81. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement des LMR proposées pour le groupe d'abats comestibles aviaires; le groupe d'œufs; le groupe d'abats comestibles (mammifères); MF 0100 groupe de graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait); et MM 0095 groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); en raison de l'observation de l'UE selon laquelle le résultat de l'étude d'alimentation a été arrondi à une LMR plus élevée que celle requise.
82. Le secrétariat de la JMPR a expliqué que la JMPR de 2024 n'a pas réévalué ces produits et que les LMR proposées étaient principalement destinées à s'aligner sur la nouvelle classification révisée des denrées alimentaires et des aliments pour animaux.
83. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024, de :
- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué au paragraphe 81; et
 - de révoquer les CXL associées.

017 Chlorpyrifos

84. Le secrétariat du CCPR a noté que le chlorpyrifos avait été programmé pour un examen périodique en 2024 mais que la JMPR n'avait pas pu achever son évaluation en raison de l'insuffisance des données et de l'absence de soutien d'un sponsor.
85. Une organisation membre a regretté que le dossier soumis à la JMPR soit insuffisant pour une évaluation toxicologique et a réitéré l'importance de soumettre des dossiers complets et de bonne qualité pour un emploi efficace des ressources de la JMPR. Il a également été noté que, puisque toutes les CXL ont été révoquées et qu'il n'y avait pas suffisamment de données pour une réévaluation, le composé pouvait être supprimé de la base de données.
86. À sa 56^e session, le CCPR est convenu de supprimer ce composé de la base de données du Codex et de la liste des calendriers et des priorités.

027 Dimethoate/055 Omethoate

87. Le Secrétariat du CCPR a rappelé l'engagement pris par le promoteur lors de la 55^e session du CCPR de fournir des données toxicologiques pour examen par la JMPR en 2024.
88. Le Secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que la JMPR n'avait pas reçu de données toxicologiques suffisamment solides de la part du promoteur pour ce composé.
89. L'observateur de CropLife International, au nom du promoteur, a indiqué que des données toxicologiques supplémentaires avaient déjà été soumises pour examen par la prochaine JMPR.

90. À sa 56^e session, le CCPR a accepté de maintenir les LMR proposées pour la pulpe d'orange séchée et les oranges douces et acides à l'étape 4, en attendant la soumission des données par le promoteur et les résultats de l'examen de la JMPR en 2026.

035 Éthoxyquine

91. Le Secrétariat du CCPR a informé le CCPR que la JMPR n'avait pas été en mesure de mener à bien l'examen périodique de ce composé en raison de l'insuffisance des données toxicologiques soumises.
92. Des préoccupations ont été exprimées quant au fait que la révocation immédiate des CXL de ce composé pourrait perturber les échanges commerciaux avec les pays qui adoptent les normes du Codex. Étant donné qu'aucun problème de santé publique n'a été identifié et que des évaluations plus récentes des risques pour la santé humaine ont été réalisées par les États-Unis en 2019, il a été suggéré de maintenir les CXL et de transférer le composé au groupe de travail spécial sur les composés non pris en charge afin de faciliter la poursuite des délibérations. Un membre a fait remarquer qu'il pourrait être utile de coordonner la discussion avec le CCRVDF, où ce composé a également été examiné, afin de mieux comprendre son application dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale.
93. En réponse à une proposition visant à révoquer la CXL pour l'éthoxyquine dans les poires tout en transférant le composé au groupe de travail sur les composés non étayés, le secrétariat du CCPR a rappelé que le CCPR, à sa 54^e session, avait convenu de maintenir toutes les CXL pour ce composé en vertu de la règle des quatre ans, dans l'attente de l'examen par la JMPR des données supplémentaires fournies par le promoteur des données, et qu'il restait encore deux ans pour l'examen.
94. Une organisation membre a fait remarquer que, bien qu'aucun formulaire de préoccupation en matière de santé publique n'ait été soumis, l'absence d'informations toxicologiques actualisées sur l'éthoxyquine signifiait que la CXL pour l'éthoxyquine ne pouvait être confirmée comme sûre.
95. À sa 56^e session, le CCPR a convenu de maintenir toutes les CXL pour l'éthoxyquine jusqu'à l'expiration de la règle des quatre ans et que les CXL seraient examinées lors d'une future session du CCPR (voir point 8.1 de l'ordre du jour).

041 Folpet

96. L'UE et la Suisse ont émis des réserves quant à l'avancement des LMR proposées pour : les bananes; l'orge; le groupe des muscles d'oiseaux; le groupe des graisses d'oiseaux; le groupe des abats comestibles d'oiseaux; le groupe des abats comestibles (mammifères); le groupe des œufs; le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des graisses laitières); le groupe des muscles (provenant de mammifères autres que les mammifères marins); le groupe des laits; le blé; et les raisins de cuve, en raison de la définition plus large des résidus pour les produits végétaux et animaux applicable dans l'UE, qui inclut le phtalamide, et dans l'attente des résultats d'une évaluation en cours dans l'UE concernant une tolérance à l'importation pour les bananes.
97. Certains membres ont exprimé leur inquiétude quant à la proposition de révocation des CXL, car cela entraînerait des problèmes importants pour le commerce international, et ont demandé que cette question soit examinée par le groupe de travail spécial sur les composés non étayés, en attendant la soumission des données par le promoteur. Au nom du promoteur, l'observateur de l'IUPAC a informé le CCPR que le promoteur soumettrait des données supplémentaires pour les pommes, les raisins de table et les pommes de terre.
98. La révocation des CXL liées à d'autres utilisations a été examinée plus en détail au titre du point 8.1 de l'ordre du jour et, étant donné que ces utilisations n'entraient pas dans le champ d'application des composés non étayés ne présentant aucun risque pour la santé publique, la seule option restante était de révoquer les CXL conformément à la recommandation de la JMPR.
99. Un membre a fait remarquer que la LMR de 15 mg/kg pour les raisins de cuve proposée dans le rapport de la JMPR de 2024 ne figurait pas dans la base de données du Codex, a recommandé de corriger cette erreur et a indiqué qu'il était désormais nécessaire de faire la distinction entre les raisins de table et les raisins de cuve dans la base de données en raison de la nouvelle recommandation concernant les raisins de cuve. Il a en outre été noté qu'il existait une CXL pour les raisins secs (= raisins de Corinthe, raisins secs et raisins sultans) qui devait également être conservée. À sa 56^e session, le CCPR a mis à jour la base de données en conséquence.

100. À sa 56^e session, le CCPR est convenu:

- de faire passer les LMR à l'étape 5/8 pour adoption, en prenant note de la réserve de l'UE et de la Suisse indiquée au paragraphe 96;
- de conserver les CXL pour les pommes, les raisins, les raisins secs (= raisins de Corinthe, raisins secs et raisins sultans) et les pommes de terre en vertu de la règle des quatre ans, en notant que la CXL actuelle pour les raisins concernait désormais les raisins (à l'exception des raisins de cuve); et
- de révoquer toutes les autres CXL, comme recommandé par la JMPR 2024.

062 Butoxyde de pipéronyle

101. Le CCPR a rappelé la décision du CCPR, à sa 55^e session de maintenir les CXL pour le butoxyde de pipéronyle en attendant la confirmation de la soumission d'un ensemble complet de données pour examen périodique, et si aucun engagement n'était pris concernant les données lors du CCPR, à sa 56^e session, ce composé et toutes les CXL associées seraient supprimés de la base de données du Codex.
102. L'observateur du Conseil international des fruits secs et des noix (INC), au nom du promoteur des données, a indiqué que ce dernier s'était engagé à soumettre des données pour ce composé et le président du groupe de travail sur les priorités a confirmé que ce composé figurait sur la liste des priorités pour 2027.
103. À sa 56^e session, le CCPR a accepté de maintenir les CXL de ce composé, dans l'attente de la soumission des données par le promoteur et de l'examen par la JMPR.

063 Pyréthrinés

104. Le CCPR a rappelé la décision du CCPR, à sa 55^e session de maintenir les CXL pour ce composé pendant un an, dans l'attente de la soumission des données par le promoteur.
105. Le secrétariat de la JMPR a confirmé qu'aucune donnée supplémentaire n'avait été reçue.
106. Le président du groupe de travail spécial sur les priorités a informé le CCPR que le promoteur des données s'était engagé à soumettre des données.
107. À sa 56^e session, le CCPR a donc décidé de maintenir les CXL pour ce composé, dans l'attente de la soumission des données par le promoteur et de l'examen par la JMPR en 2027.

072 Carbendazime

108. Le CCPR a rappelé la décision du CCPR, à sa 55^e session de maintenir les CXL pour ce composé pendant un an, dans l'attente de la soumission des données par le promoteur.
109. Le Secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que la JMPR n'avait reçu aucune donnée supplémentaire.
110. À sa 56^e session, le CCPR a accepté de révoquer toutes les CXL, puis de supprimer ce composé de la base de données du Codex.

090 Chlorpyrifos-méthyl

111. Le CCPR a noté que ce composé figurait sur la liste d'examen périodique pour 2024. Néanmoins, il n'a pas été mentionné dans le rapport de 2024 de la JMPR et l'avis de la JMPR a été demandé sur le statut de ce composé.
112. Le secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que la réévaluation toxicologique et des résidus n'a pas été effectuée en raison de l'absence de données soumises pour ce composé.
113. Le CCPR a examiné une proposition pour que ce composé soit transféré au GTE sur la gestion des composés sans appui ne présentant pas de risque pour la santé publique pour une discussion plus approfondie. Le CCPR a rappelé que toutes les CXL de ce composé avaient été retenues dans le cadre de la règle des quatre ans comme convenu dans le CCPR, à sa 53^e session (2022), en attendant la réévaluation périodique par la JMPR en 2024, et qu'il restait un an pour identifier des données. Aucun engagement n'a été pris pour fournir les données identifiées par le CCPR, à sa 56^e session, ce composé a donc été considéré comme un composé non étayé. Cependant, sur la base des discussions approfondies menées au titre du point 8.1 de l'ordre du jour (paragraphe 248), il a été noté qu'un formulaire de préoccupation avait été soumis pour ce composé en 2020¹¹, indiquant qu'il ne répondait pas à la définition d'un composé non étayé ne présentant pas

¹¹ CX/PR 21/52/19-Add.1

de préoccupation pour la santé publique. Par conséquent, le CCPR a décidé de donner la priorité au chlorpyrifos-méthyl pour un examen périodique par la JMPR d'ici 2024, pour lequel aucune donnée n'avait été fournie.

114. À sa 56^e session, le CCPR est convenu de révoquer toutes les CXL pour ce composé et de retirer le composé de la base de données du Codex.

102 Hydrazide maléique

115. Le secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que les données toxicologiques soumises étaient insuffisantes pour effectuer une réévaluation et aucune recommandation n'a été faite.
116. Le président du GTE sur les priorités a informé le CCPR qu'un commanditaire de données a demandé de conserver toutes les CXL dans le cadre de la règle des quatre ans, en attendant la soumission de données supplémentaires pour examen par la JMPR en 2026. Il y a eu un soutien pour retenir les CXL sous la règle des quatre ans et le CCPR a été informé que les données étaient déjà disponibles au niveau de l'UE et qu'elles seraient soumises par le sponsor.
117. À sa 56^e session, le CCPR est convenu de retenir toutes les CXL dans le cadre de la règle des quatre ans en attendant la soumission des données par les promoteurs et les résultats de la JMPR de 2026.

103 Phosmet

118. L'UE et la Suisse ont exprimé leurs réserves sur l'avancement des LMR proposées pour les canneberges et les pommes de terre, citant les risques pour la santé identifiés pour les consommateurs .
119. Plusieurs membres ont exprimé leur opposition à l'avancement de la LMR proposée pour les myrtilles en raison d'un risque aigu identifié par la JMPR.
120. Certains membres ont demandé que plusieurs CXL dont la révocation est proposée soient retenues afin de permettre la soumission de données supplémentaires pour examen par la JMPR. Notant que l'observateur de CropLife International s'est engagé à fournir des données sur la toxicologie et les résidus à l'appui des agrumes, des graines de coton, des fruits à pépins et des fruits à coque, le CCPR est convenu de maintenir les CXL pour ces quatre produits dans le cadre de la règle de quatre ans.
121. Un membre s'est inquiété de la révocation des CXL pour les pêches et a demandé le transfert au GTE sur les composés non appuyés dans l'attente de données supplémentaires.
122. En réponse à une proposition visant à conserver la CXL existante pour la pêche, il a été noté que la CXL pouvait poser un problème de santé publique étant donné que les valeurs indicatives basées sur la santé (HBGV) avaient été abaissées. Certains membres ont souligné que dans les cas où les HBGV avaient été abaissées, la JMPR devrait examiner les CXL existantes et informer le CCPR si ces CXL ne conduiraient pas à des dépassements des HBGV afin d'aider le CCPR à décider si les CXL devraient être maintenues dans le cadre de la règle de quatre ans.
123. Le secrétariat de la JMPR est convenu d'examiner comment le dépistage des CXL recommandées pour révocation par la JMPR pourrait être entrepris d'une manière efficace en termes de ressources. La JMPR est convenue de présenter des évaluations de risques spécifiquement pour les CXL retenues pour le phosmet pour le CCPR, à sa 57^e session.
124. À sa 56^e session, le CCPR est convenu:
- d'avancer les LMR proposées pour la canneberge et la pomme de terre à l'étape 5/8 pour adoption en notant les réserves de l'UE et de la Suisse tel qu'indiqué dans le paragraphe 118 et de révoquer les CXL associées;
 - de révoquer toutes les autres CXL comme recommandé par la JMPR 2024;
 - de retirer la LMR proposée pour les myrtilles; et
 - de retenir les CXL pour les agrumes, les fruits à pépins, les fruits à coque et les graines de coton dans le cadre de la règle des quatre ans en attendant la soumission de données par les promoteurs et l'évaluation de la JMPR.

111 Iprodione

125. Le CCPR a rappelé la décision prise lors de la 55^e session du CCPR de maintenir la LMR proposée pour les pommes de terre de réforme à l'étape 4, dans l'attente d'informations supplémentaires de la part du promoteur des données.
126. Le Secrétariat de la JMPR a informé le CCPR qu'il avait discuté de ce produit avec le promoteur des données et a précisé que, bien que ce produit soit utilisé comme aliment pour animaux, il ne s'agit pas d'un produit faisant l'objet d'un commerce international. Par conséquent, la JMPR a estimé qu'il n'était pas nécessaire de formuler une recommandation concernant la LMR et que la médiane des résidus et les niveaux élevés de résidus seraient estimés pour le calcul de la charge animale.

127. À sa 56^e session, le CCPR a accepté de retirer la LMR proposée pour les pommes de terre de réforme.

120 Perméthrine

128. Le secrétariat du CCPR a informé le CCPR que la JMPR n'a pas pu achever l'examen périodique de ce composé en raison de l'insuffisance des données toxicologiques soumises.
129. Le président du GTE sur les priorités a informé le CCPR que des données supplémentaires avaient été soumises pour ce composé et a appuyé le maintien de toutes les CXL en attendant l'achèvement de l'examen de la JMPR. Le secrétariat de la JMPR est convenu que l'évaluation de ce composé serait poursuivie lors de la prochaine réunion de la JMPR.
130. Le CCPR est convenu de conserver toutes les CXL en attendant l'examen de la JMPR.

142 Prochloraz

131. L'UE et la Suisse ont exprimé des réserves sur l'avancement des LMR proposées pour l'avocat; l'orge; le groupe des abats comestibles d'oiseaux; le groupe des graisses d'oiseaux; le groupe des muscles d'oiseaux; le groupe des abats comestibles de mammifères; le groupe des œufs; le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des graisses du lait); le groupe des laits; groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); avoine; seigle; triticales; et blé, car l'UE considère que l'approche TTC ne devrait être utilisée que pour les métabolites mineurs et que le BTS 44595 était un métabolite majeur du prochloraze dans les tissus des ruminants et le métabolite prédominant dans de nombreuses cultures, y compris les grains céréaliers. L'UE a également identifié un risque aigu pour les avocats pour les consommateurs de l'UE.
132. La Colombie a émis une réserve sur l'avancement de la LMR proposée pour l'avocat, car elle a identifié un problème de santé potentiel associé à l'avocat sur la base de l'évaluation de la JMPR.
133. En réponse à une demande que les évaluations d'exposition utilisant l'approche TTC soient publiées pour une meilleure transparence, le secrétariat de la JMPR a indiqué que la JMPR étudierait la faisabilité d'inclure ces informations dans le rapport et fournirait une mise à jour au CCPR, à sa 57^e session.
134. Le secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que bien qu'il soit standard d'utiliser l'approche TTC pour évaluer seulement les métabolites mineurs, dans ce cas le métabolite majeur BTS 44595 n'était pas couvert par les valeurs de référence toxicologiques de la substance active et donc l'approche TTC a été appliquée.
135. Plusieurs pays ont proposé de retenir certaines des CXL dont la révocation a été proposée, y compris les CXL pour un assortiment de fruits tropicaux et subtropicaux -écorce non comestible étant donné l'homologation active de la banane, de l'ananas, de la mangue et de la papaye dans leur pays; céréales (en particulier le riz); agrumes; et champignons, et ont demandé le transfert de la CXL au GTE sur les composés non appuyés en attendant l'appui du promoteur des données. Suite aux discussions du point 8.1 de l'ordre du jour (voir paragraphe 250), il a été noté que l'examen de ces CXL n'entraînait pas dans les mandats (TOR) du GTE sur les composés non appuyés.
136. L'observateur de CropLife International, au nom du promoteur des données, a confirmé qu'aucune nouvelle donnée ne serait fournie à la JMPR pour un examen toxicologique futur.
137. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024, de :
- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de la Colombie, de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans les paragraphes 132 et 131 respectivement
 - de révoquer toutes les autres CXL existantes.

Carbosulfan (145)

138. Le CCPR a accepté de retirer les LMR proposées pour les mangues et les aubergines, notant que le composé avait été retiré de la liste prioritaire pour examen périodique après confirmation que le promoteur des données avait retiré son soutien à ce composé (point 9 de l'ordre du jour, paragraphe 278).

146 Lambda-cyhalothrine

139. À sa 56^e session, le CCPR a noté le résultat de la JMPR 2024 selon lequel aucune révision de DJA et de la dose aiguë de référence (DARf) établies précédemment n'était nécessaire selon l'évaluation de la JMPR de la nouvelle toxicologie.

147 Méthoprène

140. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement des LMR proposées pour le groupe des abats comestibles d'origine aviaire; le groupe des graisses aviaires; le groupe des muscles aviaires; le groupe des abats comestibles (mammifères); le groupe des œufs; le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait); le

groupe des laits; le groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); et les fruits à coque, en raison de l'absence de données toxicologiques évaluées au niveau de l'UE.

141. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024, de :

- d'avancer les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 140; et
- de révoquer les CXL associées.

160 Propiconazole

142. L'UE et la Suisse ont exprimé des réserves sur l'avancement des LMR proposées pour le groupe des abats comestibles aviaires; le groupe des graisses aviaires; le groupe des muscles aviaires; le groupe des abats comestibles (mammifères); le groupe des œufs; le groupe des graisses mammifères (à l'exception des graisses du lait); le groupe des laits; le groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins) en raison du manque de données sur l'ampleur et la toxicité des métabolites attendus dans les produits végétaux et animaux qui doivent être pris en compte dans l'évaluation des risques alimentaires. L'UE et la Suisse ont informé le CCPR que dans l'évaluation de l'UE, les données toxicologiques ont été jugées insuffisantes pour conclure sur le potentiel de génotoxicité et la toxicité générale de certains des métabolites.

143. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024 :

- d'avancer les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 142;
- de révoquer les CXL associées; et
- de retirer la LMR proposée pour le riz, polie à l'étape 4.

173 Buprofézine

144. Le secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que la JMPR ne pouvait pas conclure sur la définition du résidu pour l'évaluation des risques dans le riz en raison de l'absence d'informations sur les essais de terrain supervisés dans lesquels le sulfoxyde de buprofézine a été analysé, et par conséquent aucune LMR n'a été recommandée. Le CCPR a pris note de la demande de la République de Corée pour que la JMPR reconsidère la définition du résidu en vue d'exclure le sulfoxyde de buprofézine, car ce métabolite est un produit de photodégradation formé uniquement par photolyse aqueuse et il est peu probable qu'il se produise dans les pratiques culturales actuelles, étant donné que l'application est faite à un stade de croissance tardif et que la lumière du soleil n'atteint pas l'eau du riz sous un couvert végétal complètement développé, ce qui réduit la probabilité de photolyse.

145. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement des LMR proposées pour le groupe des abats comestibles aviaires, le groupe des graisses aviaires, le groupe des muscles aviaires, le groupe des abats comestibles (mammifères), le groupe des œufs, le groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins), le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des graisses du lait), car une augmentation de la limite de quantification(LOQ) existante pour les produits d'origine animale n'était pas nécessaire en raison du développement technique des méthodes analytiques.

146. Le secrétariat de la JMPR a expliqué que la JMPR de 2024 ne faisait que reconfirmer les recommandations précédentes de la JMPR pour les produits d'origine animale. Les LMR proposées pour les produits d'origine animale qui ont suscité des réserves de la part de l'UE et de la Suisse étaient principalement destinées à s'aligner sur *la classification révisée des aliments destinées à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989).

147. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme l'a recommandé la JMPR de 2024:

- d'avancer toutes les LMR proposées pour les produits d'origine animale à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 145; et
- de révoquer les CXL associées.

176 Hexythiazox

148. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement de la LMR proposée pour le sous-groupe des baies de canne, car l'évaluation de la même BPA dans une demande de tolérance à l'importation a conduit à une LMR inférieure de 3 mg/kg dans l'UE. L'UE a informé le CCPR qu'une fois l'évaluation de la JMPR disponible, cette réserve pourrait être révisée sur la base d'une analyse plus approfondie des données utilisées par la JMPR.

149. Il a été noté que la formation du métabolite cyclohexylamine devrait être prise en compte dans les évaluations futures potentielles des utilisations sur les cultures feuillues.
150. Le secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que la monographie serait publiée prochainement.
151. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024 :
- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 148; et
 - de révoquer les CXL existantes correspondantes.

184 Etofenprox

152. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement de la LMR proposée pour le groupe des œufs car selon les règles d'arrondissement incluses dans la section 5.3 du Manuel de la FAO, basées sur les normes de l'OCDE, la LMR devrait être fixée à 0,07 mg/kg et non pas arrondie à 0,1 mg/kg.
153. L'UE et la Suisse ont également noté que les LMR proposées pour le groupe d'abats comestibles aviaires, le groupe de graisses aviaires, le groupe de muscles aviaires et le groupe d'œufs basé sur des études métaboliques et informé qu'une étude sur l'alimentation est disponible et qu'une telle étude constitue la base privilégiée pour établir des propositions de LMR pour les produits d'origine animale.
154. Le secrétariat de la JMPR a indiqué que la LMR pour le groupe d'œufs a été établie dans le but de couvrir les pires cas possibles et de faciliter le commerce international. Le secrétariat de la JMPR a également indiqué que la LMR pour le groupe d'œufs pourrait être revue si les données d'une nouvelle étude sur l'alimentation étaient soumises à l'examen de la JMPR.
155. Le secrétariat de la JMPR a en outre précisé que certaines recommandations pour les produits d'origine animale étaient principalement destinées à s'aligner sur la *classification révisée des aliments destinées à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989).
156. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024 :
- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 152; et
 - de révoquer les CXL correspondantes.

189 Tebuconazole

157. L'UE et la Suisse ont exprimé des réserves sur l'avancement de la LMR proposée pour les graines de cumin en attendant les résultats d'une évaluation en cours dans l'UE.
158. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer la LMR proposée à l'étape 5/8 pour adoption conformément aux recommandations de la JMPR de 2024, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué au paragraphe 157.

193 Fenpyroximate

159. L'UE et la Suisse ont exprimé des réserves sur l'avancement des LMR proposées pour la pomme; le concombre; le groupe des abats comestibles (mammifères); le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait); le groupe des laits; le groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); sous-groupe des mandarines (y compris les hybrides de type mandarine); sous-groupe des oranges douces et amères (y compris les hybrides de type orange); tomates; et tomates cerises, dans l'attente des résultats du réexamen périodique en cours dans l'UE.
160. Plusieurs membres ont exprimé leur inquiétude quant à l'avancement des LMR proposées pour le groupe des abats comestibles (mammifères), les haricots à cosse (sous-groupe) et les aubergines (sous-groupe), car des problèmes d'exposition alimentaire aiguë ont été identifiés par la JMPR de 2021 et reconfirmé par la JMPR de 2024.
161. Le CCPR a noté ce qui suit :
- la CXL pour les fruits à noyau (groupe) devrait être révoquée comme recommandé par la JMPR de 2017;
 - la CXL pour les aubergines, retenue dans le cadre de la règle des quatre ans par le CCPR, à sa 53^e session, devrait être révoquée car aucune nouvelle donnée n'a été fournie;
 - la CXL pour les pommes sèches, retenue dans le cadre de la règle quadriennale par le CCPR, à sa 53^e session, a été remplacée par une nouvelle recommandation de la JMPR et devrait être révoquée;

- la CXL pour la courge d'été, retenue dans le cadre de la règle de quatre ans par le CCPR, à sa 53^e session, devrait être révoquée et une nouvelle CXL pour la courge d'été devrait être établie sur la base de l'extrapolation des données provenant de l'évaluation du concombre; et
- les CXL pour les melons (sauf la pastèque); la poire seront révoquées car de nouvelles données n'ont pas été évaluées par la JMPR de 2024.

162. À sa 56^e session, le CCPR est convenu:

- proposer les LMR proposées pour les pommes; et les pommes séchées, à l'étape 5/8 pour adoption, en prenant note des réserves émises par l'UE et la Suisse, comme indiqué au paragraphe 159, et révoquer les CXL associées, comme recommandé par la JMPR de 2024;
- faire passer la LMR proposée pour le concombre et la LMR pour la courge d'été (extrapolée à partir du concombre) à l'étape 5/8 en vue de leur adoption, en prenant note des réserves émises par l'UE et la Suisse, comme indiqué au paragraphe 159, et révoquer la CXL associée pour la courge d'été, comme recommandé par la JMPR de 2024;
- faire passer toutes les autres LMR proposées à l'étape 5/8 en vue de leur adoption, en prenant note des réserves émises par l'UE et la Suisse, comme indiqué au paragraphe 159, et abroger les CXL associées, conformément à la recommandation de la JMPR de 2024;
- de révoquer la CXL pour les fruits à noyaux; et melon (à l'exception de la pastèque); et poires; et
- de retirer les LMR proposées pour les haricots à gousses (sous-groupe); les aubergines (sous-groupe); et le groupe d'abats comestibles (mammifères) et révoquer les CXL associés.

196 Tebufenozide

163. L'UE a demandé à la JMPR de confirmer que la LMR proposée pour le groupe des graisses aviaires ne devrait pas avoir d'astérisque dans la base de données du Codex. Le secrétariat de la JMPR a confirmé que cet astérisque devrait être supprimé.
164. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, avec révocation ultérieure des CXL associées, comme recommandé par la JMPR de 2024.

202 Fipronil

165. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement des LMR proposées pour la banane; l'orge, les grains similaires et les pseudo-céréales avec leurs enveloppes, sous-groupe de; la graine de coton; les haricots secs, sous-groupe de (à l'exception des haricots de soja); les pois secs, sous-groupe de; groupe d'abats comestibles d'oiseaux; groupe de graisses d'oiseaux; groupe de muscles d'oiseaux; groupe d'abats comestibles (de mammifères); groupe d'œufs; groupe de graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait); groupe de laits; groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); légumes-feuilles, groupe de; maïs-céréales, sous-groupe de; oignon, bulbe; pommes de terre; riz, décortiqué; légumes-racines et légumes-tubercules, groupe de (à l'exception des pommes de terre et des betteraves sucrières); soja (sec); betterave sucrière; canne à sucre; graines de tournesol, sous-groupe de; tomates, sous-groupe de; blé, grains similaires et pseudo-céréales avec enveloppes, sous-groupe de, car un risque chronique a été identifié pour les consommateurs de l'UE.
166. Considérant que des données supplémentaires ne seraient pas fournies pour le basilic et le groupe de légumes secs, et que l'exposition alimentaire à long terme était susceptible de poser un problème de santé publique, un membre a appuyé la révocation des CXL existantes pour ces produits.
167. Le code de produit pour les coques de soja a été corrigé en AL 3538 dans la base de données du Codex.
168. Le CCPR a noté que les LMR proposées dans le rapport de la JMPR représentent des groupes de produits tels que l'orge, les grains similaires, les pseudo-céréales avec enveloppes et les légumes-feuilles (sous-groupe) et que les CXL correspondantes pour des produits individuels tels que l'orge et le basilic devraient être révoquées.
169. À sa 56^e session, le CCPR est convenu
- d'avancer toutes les LMR recommandées par la JMPR de 2024 à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 165;
 - de révoquer les CXL existantes associées; et
 - de retirer les LMR proposées à l'étape 4.

203 Spinosad

170. Le CCPR a fait les corrections suivantes dans la base de données:

- Mise à jour de la date d'évaluation de la LMR pour le lait de bovins à 2024;
- Insertion de la note «La LMR tient compte du traitement externe des animaux» pour l'entrée concernant la graisse de lait de bovins et la viande de bovins; et
- Inclusion de LMR pour le groupe des abats comestibles d'oiseaux (PO 0111); le groupe des matières grasses du lait (à l'exception des matières grasses du lait de bovins) (FM 0106); et le groupe des laits (à l'exception du lait de bovins) (ML 0106).

171. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024, de :

- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption; et
- de révoquer les CXL associées correspondantes.

217 Novaluron

172. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement des LMR proposées pour le groupe des abats comestibles d'oiseaux; le groupe des graisses d'oiseaux; le groupe des muscles d'oiseaux; le groupe des abats comestibles (mammifères); le groupe des œufs; le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des graisses du lait); le groupe des laits; le groupe des fruits à coque; le muscle (de mammifères autres que les mammifères marins); et le muscle de volaille, en raison du manque de données toxicologiques évaluées au niveau de l'UE.

173. Le CCPR a été informé que l'UE a identifié lacunes dans les données sur la neurotoxicité et d'immunotoxicité ainsi que de possibles propriétés de perturbateur endocrinien pour ce composé en 2022. Étant donné que le dernier examen toxicologique par la JMPR de ce composé remonte à 20 ans, il a été suggéré de donner la priorité à ce composé en vue d'un examen périodique.

174. À sa 56^e session, le CCPR a convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024 :

- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 172; et
- de révoquer les CXL pour les produits d'origine animale afin de s'aligner sur la mise à jour de la CXA 4-1989.

229 Azoxystrobine

175. En réponse à une clarification sur ce composé et 239 cyproconazole, le secrétariat de la JMPR a confirmé que le calcul actualisé de la charge alimentaire pour ces composés avait été effectué dans l'évaluation de la JMPR de 2024 et que les détails seraient fournis dans le prochain rapport de la JMPR.

176. Le CCPR a mis à jour la base de données pour inclure les LMR proposées pour le groupe des matières grasses laitières et le groupe des laits qui ont été incluses dans le rapport 2024 de la JMPR, pour s'aligner avec la CXA 4-1989 révisée.

177. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, avec révocation ultérieure de toutes les CXL associées, comme recommandé par la JMPR de 2024.

238 Clothianidine / 245 Thiaméthoxame

178. La République islamique d'Iran a rappelé qu'à la CCPR55, elle s'était engagée à fournir des données sur la clothianidine dans les pistaches pour évaluation par la JMPR, et a informé la CCPR que, bien que la clothianidine ne soit plus homologuée pour une utilisation sur les pistaches en République islamique d'Iran, elle demandait le maintien des LMR, car des résidus de clothianidine pouvaient provenir de l'utilisation homologuée du thiaméthoxame. L'Iran s'est en outre engagé à soumettre des données sur les résidus de thiaméthoxame pour examen par la JMPR de 2027. Bien que l'utilisation de la clothianidine sur les pistaches soit désormais interdite en République islamique d'Iran, comme il s'agit d'un métabolite du thiaméthoxame, les données soumises porteront sur le thiaméthoxame et les métabolites pertinents, y compris la clothianidine.

179. À sa 56^e session, le CCPR a pris note des précisions fournies par l'Iran et a indiqué que celles-ci seraient examinées au titre du point 9 de l'ordre du jour.

239 Cyproconazole

180. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve à l'avancement des LMR proposées pour le groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); le groupe de graisses de mammifères (à l'exception des graisses du lait); le groupe de laits; le groupe d'abats comestibles (de mammifères); le groupe de muscles aviaires; le groupe de graisses aviaires; le

groupe d'abats comestibles aviaires; et le groupe d'œufs, notant que pour les produits d'origine animale, un calcul actualisé de la charge alimentaire est nécessaire étant donné que la méthodologie a changé depuis 2021.

181. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024:

- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse, comme indiqué dans le paragraphe 180; et
- de révoquer toutes les CXL existantes associées.

242 Flubendiamide

182. L'UE et la Suisse ont introduit une réserve sur l'avancement des LMR proposées pour le groupe des abats comestibles (mammifères); le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait); le groupe des laits; le groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins) car un nouveau calcul de la charge alimentaire devrait être effectué pour dériver les propositions de LMR.

183. Le secrétariat de la JMPR a expliqué que l'ajout d'un nouveau produit avait un impact minimal sur les calculs de la charge alimentaire pour le bétail. Par conséquent, la JMPR a confirmé les recommandations précédentes.

184. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024 :

- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 182; et
- de révoquer toutes les CXL associées.

246 Acétamipride

185. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, comme recommandé par la JMPR de 2024.

263 Cyantranilprole

186. Le CCPR a rappelé la décision du CCPR, à sa 55^e session de maintenir les LMR proposées pour les olives de table et les olives destinées à la production d'huile à l'étape 4, dans l'attente des conclusions de la JMPR.

187. La JMPR a précisé que les LMR pour les olives de table et les olives destinées à la production d'huile étaient recommandées à 1 mg/kg, plutôt qu'à 3 mg/kg, car les niveaux de pesticides appliqués lors des essais étaient deux fois supérieurs aux niveaux autorisés.

188. À sa 56^e session, le CCPR a accepté de faire passer les LMR proposées pour les olives de table et les olives destinées à la production d'huile à l'étape 5/8 pour adoption, comme recommandé par la JMPR 2023.

285 Flupyradifurone

189. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve à l'avancement des LMR proposées pour le groupe d'abats comestibles aviaires; le groupe de graisses aviaires; le groupe de muscles aviaires; le groupe d'abats comestibles de mammifères; le groupe d'œufs; le groupe de graisses de mammifères (à l'exception des graisses du lait); le groupe de laits; et le groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins) car les propositions de LMR du Codex n'étaient pas compatibles avec la définition des résidus de l'UE pour la mise en application.

190. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024:

- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 189; et
- de révoquer toutes les CXL existantes associées.

288 Acibenzolar-S-méthyle

191. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve à l'avancement des LMR proposées pour le cardon; le céleri; le fenouil, bulbe; la pomme; la rhubarbe; le groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); le groupe de graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait); groupe d'abats comestibles (mammifères); groupe de laits; groupe d'abats comestibles aviaires; groupe de graisses aviaires; groupe de muscles aviaires; et groupe d'œufs, dans l'attente des résultats de la révision des LMR existantes de l'UE compte tenu de la disponibilité de nouvelles données toxicologiques.

192. À sa 56^e session, le CCPR est convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024:

- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 191; et
- de révoquer toutes les CXL associées.

301 Acide phosphonique / 302 Fosétyl-aluminium

193. Le CCPR a noté que des BPA plus critiques avaient été autorisés dans l'UE pour les oranges et les mandarines, conduisant à une LMR plus élevée de 100 mg/kg au lieu de 50 mg/kg et a encouragé la soumission de données par le sponsor à la JMPR.
194. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, et révoque toutes les CXL associées, comme recommandé par la JMPR de 2024.

309 Pydiflumetofène

195. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve à l'avancement des LMR proposées pour la laitue pommée, les graines de café, les graines de coton, le groupe des graisses aviaires, le groupe des muscles aviaires, le groupe des abats comestibles aviaires, le groupe des abats comestibles (mammifères), le groupe des œufs, le groupe des graisses de mammifères (à l'exception des graisses du lait); groupe de laits; groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); mangue; pitaya (fruit du dragon); sous-groupe de baies de canne à sucre; brassicacées à tige (sous-groupe); haricots et pois immatures souterrains (sous-groupe), dans l'attente du résultat de la procédure d'approbation en cours au niveau de l'UE. En outre, un risque aigu pour le consommateur associé à la laitue pommée a été identifié pour les consommateurs européens.
196. Plusieurs membres se sont opposés à l'avancement des LMR proposées pour la laitue frisée en raison des dépassements de la dose de référence aiguë lors d'une exposition à court terme.
197. Le CCPR a mis à jour la base de données pour inclure les LMR proposées pour le sous-groupe des brassicacées à tige et le sous-groupe des haricots et pois immatures à partir de la JMPR de 2021 et confirmées par la JMPR de 2024.
198. À sa 56^e session, le CCPR est convenu:
- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, comme recommandé par la JMPR de 2024, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 195;
 - de révoquer toutes les CXL existantes associées, comme recommandé par la JMPR 2024; et
 - de retirer les LMR proposées pour la laitue, feuille.

324 Tétraniliprole

199. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve à l'avancement des LMR proposées pour le groupe des abats comestibles aviaires; le groupe des graisses aviaires; le groupe des muscles aviaires; le groupe des abats comestibles (mammifères); le groupe des œufs; le groupe des graisses mammifères (à l'exception des matières grasses du lait); le groupe des laits; le groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); riz décortiqué; sous-groupe de l'orge, des grains similaires et des pseudo-céréales avec enveloppe; sous-groupe du blé, des grains similaires et des pseudo-céréales sans enveloppe en raison du manque de données toxicologiques évaluées au niveau de l'UE. L'UE a informé le CCPR qu'elle avait évalué les informations incluses dans la monographie de la JMPR de 2021 et que ces informations étaient insuffisantes pour confirmer l'évaluation toxicologique et la sécurité pour les consommateurs de l'UE.
200. En réponse à cette demande, le secrétariat de la JMPR a indiqué que la JMPR étudierait la possibilité d'inclure les calculs d'exposition pour les métabolites via l'approche TTC dans le rapport et mettrait à jour le CCPR57.
201. À sa 56^e session, le CCPR a convenu, comme recommandé par la JMPR de 2024 :
- d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 199; et
 - de révoquer toutes les CXL associées.

306 Fluazinam / 333 Acynonapyr

202. À sa 56^e session, le CCPR a noté que la JMPR a établi une DJA et une ARD mais n'a pas eu suffisamment de temps pour effectuer une évaluation des résidus, et que la JMPR poursuivra l'évaluation à la prochaine réunion de la JMPR.

338 Carfentrazone-éthyle

203. À sa 56^e session, le CCPR a noté que la JMPR n'était pas en mesure de parvenir à une conclusion sur la définition des résidus pour ce composé, et que davantage de données étaient nécessaires pour soutenir la poursuite de l'évaluation.

339 Cyclobutriflurame

204. L'UE et la Suisse ont exprimé des réserves à l'avancement de la LMR proposée pour la banane basée sur le manque de données toxicologiques disponibles au niveau de l'UE, et sur le fait que les essais de résidus peuvent ne pas refléter la situation la plus critique en raison du moment de l'application et de la récolte.
205. Le secrétariat de la JMPR a précisé que cette question avait été abordée dans le point de l'ordre du jour sous les considérations générales et les résidus indétectables (inférieurs à la LOQ) des essais avec un taux de 2X.
206. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer la LMR proposée pour la banane à l'étape 5/8 pour adoption, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué dans le paragraphe 204.

340 Fenpropidine

207. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve à l'avancement de la LMR proposée pour la banane en raison d'un risque aigu pour leurs consommateurs.
208. L'UE a informé la JMPR que des BPA plus critiques pour la betterave à sucre, l'orge, le triticale et le blé sont autorisées dans l'UE, et l'UE a encouragé le responsable des données à soumettre les données appropriées à la JMPR.
209. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption comme recommandé par la JMPR de 2024 en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué au paragraphe 207.

341 Florpyrauxifène-benzyle

210. L'UE et la Suisse ont exprimé une réserve sur l'avancement de la LMR proposée pour le groupe des abats comestibles (mammifères) car la CXL n'est pas compatible avec la définition des résidus de l'UE pour l'application.
211. L'UE a également noté que des résidus dépassant la LOQ ont été identifiés dans le rapport de la JMPR. Cependant, comme le rapport de la JMPR ne fournit pas les concentrations spécifiques pour les trois analytes, l'UE n'a pas été en mesure de déterminer une LMR de l'UE. Le secrétariat de la JMPR a informé le CCPR que l'information sur la concentration des métabolites sera incluse dans la monographie de la JMPR et qu'elle sera publiée prochainement.
212. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption comme recommandé par la JMPR de 2024 en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué au paragraphe 210.

342 Fluoxapiproline

213. L'UE et la Suisse ont exprimé des réserves sur l'avancement des LMR proposées pour les tomates cerises; les raisins; le groupe d'abats comestibles aviaires; le groupe de graisses aviaires; le groupe de muscles aviaires; le groupe d'abats comestibles (mammifères); le groupe d'œufs; le groupe de graisses mammifères (à l'exception des graisses du lait); le groupe de muscles (de mammifères autres que les mammifères marins); le groupe de laits; l'oignon, le bulbe; la pomme de terre; et la tomate, en attendant le résultat de l'évaluation toxicologique et du processus d'approbation au niveau de l'UE.
214. À sa 56^e session, le CCPR est convenu d'avancer toutes les LMR proposées à l'étape 5/8 pour adoption comme recommandé par la JMPR de 2024, en notant les réserves de l'UE et de la Suisse comme indiqué au paragraphe 213.

Autres questions**048 Lindane**

215. À sa 56^e session, le CCPR a noté que le changement de nom officiel du Lindane en au gamma-hexachlorocyclohexane par ISO serait reflété dans la base de données du Codex avec une note expliquant que l'ancien nom du composé était Lindane.

Formulaire pour exprimer sa préoccupation

216. À sa 56^e session, le CCPR a été informé qu'une organisation membre avait soumis un formulaire exprimant sa préoccupation relative à la santé publique pour l'acétamipride pour toutes les CXL existantes, qui figure à l'Annexe II du document CX/PR 25/56/5-Add.1. Le secrétariat de la JMPR a confirmé que ceci serait soumis pour examen à la JMPR.

Conclusion générale

217. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) est convenu de transmettre à la Commission, à sa 48^e session (2025):
 - a. LMR pour adoption à l'étape 5/8 (Annexe III); et
 - b. CXL pour révocation (Annexe IV);

(ii) a noté que:

a) Les LMR à l'étape Procédure ont été retirées (interruption des travaux) (Annexe V) et que la Commission serait informée en conséquence et;

b) Les LMR retenues aux étapes 4 et 7 sont jointes à l'Annexe VI (pour information);

(iii) a demandé à la JMPR de fournir des informations supplémentaires comme indiqué dans le paragraphe 200; et

(iv) a noté que les corrections faites dans la base de données du Codex

CXL pour le lait et les matières grasses laitières (Point 6.2 de l'ordre du jour)¹²

218. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point en rappelant que cette question, qui avait également été portée à l'attention du CCPR, à sa 55^e session (2024), concernait l'application en suspens de la décision du CCPR, à sa 40^e session (¹³) relative aux pesticides liposolubles visant à insérer une note à côté de la LMR pour le lait dans tous les cas où des LMR ont été établies à la fois pour les matières grasses du lait et le lait afin d'expliquer qu'à des fins de réglementation et de surveillance, le lait entier devrait être analysé et le résultat comparé à la LMR pour le lait entier.
219. Afin de mettre en œuvre cette décision, le Secrétariat du Codex a passé en revue les composés de la base de données du Codex pour les LMR de pesticides, pour lesquels des CXL ont été établies à la fois pour le lait (ML 0106) et les matières grasses du lait (FM 0183). 31 pesticides liposolubles ont été identifiés auxquels cette note pourrait s'appliquer. Le Secrétariat du Codex a noté que d'autres pesticides liposolubles pourraient être ajoutés en attendant les résultats du CCPR, à sa 56^e session, et a indiqué que la note ne s'appliquerait que lorsqu'un composé a des LMR établies à la fois pour le lait et les matières grasses du lait, serait insérée en regard de la LMR pour le lait (ML 0106), et s'appliquerait dans toutes les situations, que les LMR pour le lait et les matières grasses du lait soient les mêmes ou différentes. Le Secrétariat du Codex a rappelé qu'il ne s'agissait pas d'une question de fond mais plutôt de la mise en œuvre d'une décision préexistante, et que le CCPR, à sa 56^e session était seulement invité à confirmer l'approche appropriée pour mettre en œuvre la décision.

Discussion

220. Une organisation membre, se référant également à ses observations écrites, a souligné que les laits pouvaient avoir différentes teneurs en matière grasse allant de 1 à 20 pour cent, alors que les études étaient généralement basées sur le lait de vache, qui a une teneur en matière grasse de 4 pour cent, et a estimé qu'il pourrait être nécessaire de modifier la note pour plus de clarté. Toutefois, notant que la formulation proposée était déjà reflétée dans la section 4.8 du *Manuel de procédure du Codex* (paragraphe 183 à 185), l'Organisation membre est convenue que la décision devrait être mise en œuvre, mais qu'elle pourrait proposer une modification de la note lors d'une prochaine session du CCPR. L'Organisation membre a également noté que le suffixe F associé aux CXL pour les laits (ML 0106) devait être revu en ce qui concerne le contenu périmé et la cohérence de l'application.
221. Le CCPR a accepté une proposition de joindre la note aux matières grasses du lait (FM 0183) plutôt qu'aux laits (ML 0106) car elle concerne directement l'approche pour la surveillance de la CXL pour les matières grasses du lait, notant que cela fournirait une plus grande clarté pour la mise en œuvre.

Conclusion

222. À sa 56^e session, le CCPR:

- (i) a confirmé les 31 pesticides liposolubles (CX/PR 25/56/6, paragraphe 5) actuellement inclus dans la base de données à laquelle la note s'applique;
- (ii) a demandé au Secrétariat du CCPR d'insérer la note « à des fins de surveillance et de réglementation, le lait entier doit être analysé et le résultat comparé à la LMR pour le lait entier » aux CXL pour les matières grasses du lait (FM 0183) dans la base de données du Codex sur les LMR pour les pesticides dans tous les cas où des CXL sont établies pour les pesticides liposolubles à la fois dans le lait (ML 0106) et dans les matières grasses du lait (FM 0183), y compris celles recommandées pour adoption à des sessions ultérieures et à d'autres sessions du CCPR;
- (iii) a noté qu'à des fins de transparence, la Commission serait informée en conséquence;
- (iv) a réitéré sa demande à la JMPR d'insérer cette note à côté de la LMR pour les matières grasses du lait dans tous les cas où des LMR ont été établies à la fois pour les matières grasses du lait et les laits pour les pesticides liposolubles; et

¹² CX/PR 25/56/6

¹³ ALINORM 08/31/24, paras. 161-162

- (v) a noté que le Secrétariat du Codex examinerait le libellé et l'application du suffixe « F » pour s'assurer que le contenu est périmé et que l'application est cohérente, et la mise à jour par le CCPR, à sa 57^e session.

LMR pour l'okra (Point 6.3 de l'ordre du jour)¹⁴

223. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point et a rappelé que le CCPR54 était convenu d'appliquer les CXL pour le sous-groupe du poivron (VO 0051) à l'okra, à la martynia et à la roselle sur une base provisoire et que cela dépendait des engagements pour la génération de données à soumettre à la JMPR pour évaluation. Dans ce contexte, l'objectif du CCPR, à sa 56^e session était d'examiner l'état de la disponibilité des données et d'envisager un calendrier pour ce travail.
224. À sa 56^e session, le CCPR a pris note des efforts de collecte de données en cours:
- La GPC a rappelé sa précédente mise à jour fournie au CCPR, à sa 55^e session, selon laquelle la fondation «Minor Use Foundation» (MUF) avait identifié trois composés candidats, comme décrit dans le CRD26, et que les travaux avaient commencé sur un composé dans plusieurs pays, qui devaient s'achever en 2026. Ces pays ont fourni les informations actualisées suivantes:
 - Le Honduras a indiqué que des essais comparatifs avaient été lancés à l'adresse en ce qui concerne le gombo et les piments.
 - Le Ghana a indiqué que des essais étaient en cours pour recueillir des données sur les résidus et que les résultats étaient attendus pour la prochaine session du CCPR.
 - Le Kenya a indiqué que la génération de données était en cours pour le gombo et le piment, et que les résultats seraient soumis une fois finalisés. La GPC a noté que les composés devraient également être enregistrés et inclus dans la liste prioritaire avant que l'évaluation proprement dite puisse avoir lieu.
 - L'Inde a indiqué que des études étaient en cours sur un composé présent dans le gombo et le piment, conformément aux mêmes bonnes pratiques agricoles, dans différentes conditions agroclimatiques (CRD19). Les résultats étaient attendus pour la prochaine session du CCPR.
225. Un membre a indiqué qu'il appuyait le maintien de l'extension des CXL pour le sous-groupe des piments (VO 0051) à l'okra, au martynia et à la roselle sur une base provisoire, notant que cela pourrait réduire l'impact commercial négatif potentiel qui résulterait de l'absence de LMR pour ces cultures à usage limité.
226. Le CCPR a exprimé son appréciation des efforts en cours pour générer des données et a noté que la soumission des données devrait suivre les procédures établies.

Conclusion

227. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a pris note des efforts considérables déployés et de l'engagement à produire les données nécessaires;
 - (ii) rappelle que les données devront être soumises dès qu'elles seront disponibles, conformément aux procédures établies;
 - (iii) a noté que les essais étant toujours en cours pour générer des données, il était prématuré d'établir des calendriers; et
 - (iv) est convenu que la situation concernant la disponibilité des données devrait être réexaminée par le CCPR, à sa 57^e session en vue d'établir un calendrier pour l'évaluation et le réexamen ou l'application provisoire des CXL pour le sous-groupe du poivron (VO 0051) à l'okra, à la martynia et à la roselle.

DIRECTIVES POUR LE SUIVI DE LA PURETÉ ET DE LA STABILITÉ DES MATÉRIAUX DE RÉFÉRENCE DE PESTICIDES ET DES SOLUTIONS MÈRES APPARENTÉES PENDANT UN STOCKAGE PROLONGÉ (À L'ÉTAPE 7) (Point 7 de l'ordre du jour)¹⁵

228. L'Inde, en tant que présidente du GTE établi par le CCPR54, du Groupe de travail virtuel (GTV) convoqué avant le CCPR, à sa 56^e session, et du GTIS convoqué par le CCPR, à sa 56^e session, s'exprimant également au nom des coprésidents Canada, Iran (République islamique d') et Singapour, a présenté le point et a rappelé l'historique des travaux, le mandat du GTE, le processus de travail, les points clés des discussions, et les révisions faites par le GTE, le GTV, et le Groupe de travail intersessions (GTIS).

¹⁴ CX/PR 25/56/7

¹⁵ CL 2025/38-PR; CX/PR 25/56/8; CX/PR 25/56/8-Add.1 (Observations de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de Cuba, de l'Égypte, de l'Union européenne, du Ghana, de l'Indonésie, du Japon, du Mexique, du Pérou, de Singapour, de la Thaïlande, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique, de l'Uruguay et d'AgroCare Latinoamérica).

229. Le président du GTE/GTV/GTIS a expliqué que, pour faciliter la discussion, le GTV et le Groupe de travail intersessions (GTIS) avaient encore révisé les directives sur la base des commentaires écrits soumis à la session en réponse à la lettre circulaire CL 2025/38-PR comprenant des CRD et des commentaires formulés par les Membres participant au groupe de travail virtuel et au GTIS. La directive révisée a été présentée dans le document CRD04 pour examen par le CCPR, à sa 56^e session.
230. Le président du GTE/GTV/GTIS a rappelé la décision du CCPR, à sa 55^e session d'élargir le champ d'application des directives pour couvrir des solutions étalons de pesticides mélangés qui ont été traités dans les directives révisées et a souligné les points clés majeurs traités dans les directives examinés durant la révision des directives par l'ISWG, en particulier:
- Inclusion d'une méthode supplémentaire (Méthode 3.3) dans l'Approche 3 conformément à la norme ISO 33405 pour la vérification de la stabilité des solutions standard de pesticides mélangés de matériaux de référence (MR) obtenus auprès de fournisseurs de matériaux de référence (MR); et
 - la clarification du fait que les méthodes 3.1 et 3.2 de l'Approche 3 pour la vérification de la stabilité des solutions étalons mixtes de pesticides de matériaux de référence pendant un stockage prolongé sont applicables aux solutions étalons mixtes de pesticides de matériaux de référence achetés auprès de fournisseurs de matériaux de référence ainsi qu'aux solutions étalons mixtes de pesticides de matériaux de référence préparées par les laboratoires à l'aide de matériaux de référence individuels achetés par les laboratoires auprès de fournisseurs de matériaux de référence.
231. Le CCPR a été invité à examiner l'avancement des directives dans la procédure par étapes et est convenu d'utiliser le document CRD04 comme base de discussion.

Discussion

232. Le CCPR a pris note du soutien apporté aux directives révisées dans le CRD04, a apporté quelques corrections éditoriales à des fins de clarté ou de cohérence avec les décisions antérieures et est convenu que les directives étaient prêtes à être avancées dans la procédure par étapes. Le CCPR a en outre noté que les références dans l'annexe seraient limitées à celles des normes internationales présentant un intérêt spécifique pour le document (par exemple, les normes ISO), mais que les autres références relatives aux informations générales destinées à appuyer l'élaboration des directives seraient supprimées. Ceci est conforme à la pratique générale du Codex.
233. Le CCPR a examiné une proposition visant à modifier le titre de l'approche 3 « Vérification de la stabilité des solutions étalons mixtes de pesticides pendant un stockage prolongé » afin de faire également référence aux matériaux de référence individuels pour les pesticides, car les orientations fournies dans cette section concernaient à la fois les solutions étalons mixtes de pesticides et les étalons individuels/purs des MR pour les pesticides. Toutefois, le président du GTE/GTV/GTIS a précisé que les approches 1 et 2 des lignes directrices traitaient déjà des étalons individuels/purs de référence de pesticides, tandis que l'approche 3 avait été spécifiquement ajoutée conformément aux mandats (TOR) du GTE afin d'inclure les dispositions relatives à la surveillance de la stabilité et de la pureté des solutions étalons mixtes de pesticides.

Conclusion

234. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a accepté de transmettre les Directives pour le contrôle de la stabilité et de la pureté des matériels de référence et des solutions de stock de pesticides pendant un stockage prolongé (Annexe VII) à la Commission, à sa 48^e session pour adoption à l'étape 8; et
 - (ii) a exprimé sa gratitude au GTE pour l'excellent travail réalisé.

GESTION DES COMPOSÉS SANS APPUI QUI NE SUSCITENT PAS DE PRÉOCCUPATIONS DE SANTÉ PUBLIQUE ET POUR LESQUELS UNE RÉVISION PÉRIODIQUE EST PROGRAMMÉE (Point 8.1 de l'ordre du jour)¹⁶

235. Le coprésident du CCPR a noté que plusieurs questions devaient être examinées au titre de ce point de l'ordre du jour, à savoir;
- les recommandations du GTE sur la gestion des composés sans appui ne présentant pas de risques pour la santé publique dont l'examen périodique est prévu (CX/PR 25/56/9);

¹⁶ CL 2025/39-PR, CX/PR 25/56/9 ; CX/PR 25/56/9-Add.1 (Commentaires du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Egypte, de l'Union européenne, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de la Thaïlande, de l'Uruguay)

- l'examen des travaux en cours et futurs du GTE suite aux recommandations de la liste prioritaire (point 9 de l'ordre du jour); et
- les questions relatives aux composés Folpet (41) et Prochloraz (142) (voir point 6.1 de l'ordre du jour) afin de déterminer s'il est approprié pour ces composés d'être considérés dans le cadre de la gestion des composés sans appui ne présentant pas de risques pour la santé publique en vue d'un réexamen périodique.

Rapport du GTE sur la gestion des composés sans appui ne suscitant pas d'inquiétude pour la santé publique et devant faire l'objet d'un réexamen périodique

236. Le Chili, en tant que président du GTE et du GTV convoqué avant le CCPR, à sa 56^e session, s'exprimant également au nom des co-présidents, l'Australie, l'Équateur et le Kenya, a présenté le point, résumé le contexte et le mandat du GTE (c'est-à-dire examiner l'amtiaz, le dinocap/meptyldinocap, le méthamidophos/acéphate, le bitertanol, le fenthion et le parathion-méthyle conformément à l'approche de gestion interne (REP23/PR54, Annexe XII)). Le président du GTE/ GTV a expliqué le processus de travail et a résumé les principaux points de discussion, les conclusions et les recommandations du GTE et du GTV. Le président du GTE/GTV a rappelé que le CCPR, à sa 55^e session, était convenu que s'il n'y avait toujours pas d'appui par la soumission d'un ensemble de données approprié, le CCPR, à sa 56^e session recommanderait la révocation des CXL par la Commission, à sa 48^e session.

Discussion

237. Le CCPR a noté que le GTV était généralement favorable à la révocation des CXL proposée par le GTE (CX/PR 25/56/9, paragraphe 26) et a pris note des observations suivantes.
238. La Thaïlande s'est déclarée favorable au maintien des CXL pour l'amtiaz car le composé est homologué et utilisé dans son pays et la substance ne pose pas de problème de santé publique pour les consommateurs. Toutefois, comprenant la décision du CCPR, à sa 55^e session, selon laquelle les CXL seraient révoquées à moins que des données scientifiques puissent être appuyées par les membres et les parrains, la Thaïlande a indiqué qu'elle exprimerait ses réserves si le CCPR, à sa 56^e session, décidait de révoquer les CXL. En outre, si la révocation des CXL est recommandée, la Thaïlande a proposé de conserver le composé dans la base de données du Codex sur les pesticides afin de préciser que la révocation n'est pas due à des problèmes de sécurité et que, par conséquent, de nouvelles LMR pourront toujours être fixées pour le composé lorsque des données scientifiques seront disponibles.

Conclusion

239. À sa 56^e session, le CCPR est convenu:
- (i) de demander à la Commission, à sa 48^e session de révoquer toutes les CXL pour le fenthion (39), le parathion-méthyl (59), le dinocap (87), l'amtiaz (122) et le bitertanol (144) et les CXL pour le méthamidophos (100) pour la graine de coton, la betterave fourragère, la pomme de terre et le sucre (Annexe IV), en notant la réserve de la Thaïlande pour les raisons expliquées au paragraphe 238;
 - (ii) de retenir les CXL pour le méthamidophos (100) pour lesquelles il existe une CXL correspondante pour l'acéphate (95), jusqu'à ce que la JMPR procède à l'examen périodique de l'acéphate (95); et
 - (iii) de recommander que la JMPR révisé la définition du résidu pour l'acéphate (95) pour inclure le méthamidophos (100) lors de l'examen périodique de l'acéphate (95).

Examen des travaux en cours et futurs du GTE suite aux recommandations de la liste prioritaire

240. Le coprésident du CCPR a rappelé qu'à la suite des discussions sur les calendriers du Codex et les listes prioritaires de pesticides à évaluer / réévaluer par la JMPR, plusieurs composés pour lesquels il existe un soutien pour soumettre des données, ont été renvoyés pour discussion sous ce point afin d'examiner leur aptitude à entrer dans le processus du CCPR pour la gestion des composés non soutenus sans préoccupation de santé publique pour un examen périodique (voir point 9 de l'ordre du jour, paragraphe 279 (iii)).
241. Lors de l'examen des renvois, il a été conseillé au CCPR d'examiner d'abord s'il y avait des problèmes de santé publique associés aux composés et s'ils étaient aptes à entrer dans le processus.

Discussion

Considérations générales

242. Lors de l'examen des composés renvoyés pour un éventuel renvoi au GTE sur la gestion des composés non étayés ne suscitant pas d'inquiétude en matière de santé publique et devant faire l'objet d'un examen périodique, des inquiétudes ont été exprimées quant à l'ambiguïté du processus décrit dans l'annexe XII du document REP23/PR54, en particulier en ce qui concerne l'interprétation des paragraphes 5 et 6, afin de déterminer si tous les processus ont été suivis et si les composés remplissent les conditions requises pour être inclus dans le processus de gestion.

243. En outre, des préoccupations ont également été exprimées quant au moment où un composé peut être considéré comme ne présentant pas de problème de santé publique, en particulier en l'absence d'une évaluation par la JMPR.
244. Le président du GTE a précisé qu'il existait des orientations sur les problèmes de santé publique à cet égard dans le *Manuel de procédure du Codex* et qu'il y était également fait référence dans l'approche interne. Toutefois, des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que l'absence d'un formulaire de préoccupation ou l'absence d'une telle indication de la part de la JMPR ne qualifie pas automatiquement les composés comme n'ayant pas de problème de santé publique. Le Secrétariat de la JMPR de l'OMS a noté que l'absence de données ne signifie pas l'absence de problème de santé.
245. Il a été proposé que si le GTE était rétabli, il devrait envisager une révision du processus afin d'en améliorer la clarté pour répondre aux préoccupations soulevées.
246. Le Secrétariat du Codex a noté que le CCPR en était encore à la phase pilote de la mise en œuvre de la gestion des composés non étayés ne présentant pas de risque pour la santé publique, dont l'examen périodique est prévu, et qu'au fur et à mesure de la mise en œuvre du processus, des problèmes de clarté pourraient se poser, qui devraient être traités par le CCPR. Elle a souligné que lors de l'examen du processus interne, il fallait s'assurer de la clarté du processus et non rouvrir l'ensemble du texte, par exemple pour clarifier le processus par lequel les États membres doivent communiquer leurs préoccupations (paragraphe 5 et 6 du processus) et à qui ces préoccupations doivent être adressées.
247. Le CCPR a ensuite examiné les quatre composés en question et a décidé d'inclure le carbaryl (008), le bromure de méthyle (052), le disulfoton (074) et la fluméthrine (195) dans les termes de référence du GTE. Plusieurs membres ont souligné que les évaluations toxicologiques du bromure de méthyle, du disulfoton et de la fluméthrine étaient obsolètes, les dernières évaluations de la JMPR remontant à plus de 50 ans pour le bromure de méthyle et à 25 ans pour le disulfoton et la fluméthrine, ce qui soulève des incertitudes quant à la sécurité des CXL actuelles (voir le point 9 de l'ordre du jour).
248. Le CCPR est convenu que le chlorpyrifos-méthyle ne remplissait pas les conditions requises pour ne pas susciter d'inquiétude en matière de santé publique, étant donné que deux formulaires de préoccupation avaient déjà été soumis à la JMPR, mais que l'étoxyquine pouvait être ajoutée aux mandats du GTE en vertu de la règle des quatre ans, notant que la règle des quatre ans était appliquée en 2023, ce qui laissait donc deux années restantes pour son examen par le GTE.

Folpet (41) et prochloraz (142)

249. Le CCPR a rappelé que ces deux composés avaient été examinés au point 6.1 et ont été renvoyés à ce point du jour pour déterminer s'ils pouvaient être examinés par le GTE sur les composés non étayés, c'est-à-dire s'ils entraient dans le champ d'application du GTE.
250. Il a été noté qu'en termes de définition d'un composé non pris en charge dans le contexte du processus de gestion, un composé non pris en charge est un composé pour lequel il n'y a pas de sponsor déclarant soutenir une soumission toxicologique à la JMPR. Dans ce contexte, pour le prochloraz, il y avait un soutien pour le composé, mais pas pour certains des produits, ce qui le rendait hors du champ d'application du GTE.

Discussion sur les produits non pris en charge

251. Des réflexions ont été menées sur la manière de traiter les cas où les emplois de composés / produits ne relèvent pas du GTE. Il a été proposé (i) de renvoyer la question au GTE afin d'examiner comment le CCPR pourrait traiter les situations où les produits ne sont pas pris en charge. Il a été noté qu'un tel renvoi pourrait alourdir la charge du GTE et qu'il existait d'autres processus pour traiter ce composé, c'est-à-dire par le biais du processus de liste prioritaire; ou (ii) que des principes devraient être élaborés sur la façon de traiter les cas où il n'y a pas de soutien pour les produits ou les utilisations d'un composé pour examen par une future session du CCPR et qu'il devrait être clair que de tels cas ne devraient pas être automatiquement renvoyés au GTE sur les composés sans appui.
252. Le Secrétariat du Codex a mis en garde contre l'élargissement de mandats du GTE et l'alourdissement de sa charge de travail. Le CCPR doit s'assurer que les travaux sont renvoyés au GTE conformément à son rôle initial prévu et que le CCPR pourrait explorer d'autres moyens de traiter les produits sans appui de composés appuyés.
253. Un observateur a noté que le manque de soutien pour ces emplois pourrait être dû au fait qu'il s'agit de cultures mineures et que le CCPR pourrait explorer d'autres approches pour aborder ces emplois.

Conclusion

254. À sa 56^e session, le CCPR est convenu de rétablir le GTE sur la gestion des composés sans appui sans préoccupations de santé publique prévus pour un examen périodique afin de poursuivre la mise en œuvre de l'approche interne, présidé par le Chili et coprésidé par l'Australie, le Costa Rica, l'Inde et le Kenya, travaillant en anglais, avec les mandats suivants:

- (i) Examiner le carbaryl (008); le bromure de méthyle (052); le disulfoton (074); la fluméthrine (195), qui sont des composés sans appui identifiés au titre du point 9 de l'ordre du jour (Établissement des listes Codex et des listes prioritaires de pesticides à évaluer/réévaluer par la JMPR);
- (ii) En outre, examiner l'éthoxyquine (035) identifiée sous le point 6.1 de l'ordre du jour (LMR pour les pesticides dans l'alimentation humaine et animale (aux étapes 7 et 4));
- (iii) Examiner la gestion des composés sans appui ne présentant pas de risque pour la santé publique dont l'examen périodique est prévu (REP23/PR54, Annexe XII), dans le but d'améliorer la clarté de sa mise en œuvre et de son champ d'application, en tenant compte des discussions décrites aux paragraphes 242 et 246, avec la contribution de la JMPR et des Secrétariats du Codex, si nécessaire; et
- (iv) Sur la base des considérations ci-dessus, présenter les résultats des mesures prises pour examen par le CCPR, à sa 57^e session.

HOMOLOGATIONS NATIONALES DE PESTICIDES (Point 8.2 de l'ordre du jour)¹⁷

255. Le Chili, en tant que président du GTE, s'exprimant également au nom des coprésidents, l'Australie, l'Équateur, l'Inde et le Kenya, a présenté ce point et a rappelé l'historique des travaux et le mandat du GTE. Le président du GTE a noté que les travaux sur la base de données nationale d'enregistrement (BDNI) ont été transférés au GTE sur les composés non pris en charge ne suscitant pas de préoccupations en matière de santé publique, dont l'examen périodique est prévu dans le CCPR, à sa 55^e session (2024). Le président du GTE a expliqué le processus de travail, résumé les principaux points de discussion et présenté les commentaires en réponse à la lettre circulaire CL 2025/40-PR et les conclusions du GTE sur l'avancement des travaux sur la BDNI.
256. Le président du GTE a également expliqué que le travail sur la BDNI sous ce point de l'ordre du jour était associé aux composés qui ont été placés dans le tableau 2B de la liste prioritaire (c'est-à-dire les pesticides qui ont été évalués pour la dernière fois il y a 15 ans ou plus, mais qui n'ont pas encore été programmés ou listés, règle des 15 ans), et a précisé que la BDNI n'était pas une base de données mondiale de l'enregistrement national des pesticides.
257. Le CCPR a noté que le GTE a simplifié son processus de travail en limitant son analyse aux composés ayant fait l'objet de l'évaluation toxicologique la plus récente par la JMPR en 2008 et 2009. Néanmoins, la participation globale au GTE est restée faible. Le faible volume de réponses a également rendu difficile l'élaboration de conclusions représentatives au niveau mondial.
258. Le GTE a donc recommandé de suspendre ses travaux relatifs à la BDNI jusqu'à ce qu'il soit nécessaire de répondre à des demandes d'informations spécifiques sur des composés non étayés ne présentant pas de risque pour la santé publique.

Discussion

259. Un membre a indiqué qu'en général, dans tous les GTE, les cas de faible participation pouvaient être partiellement attribués à la dynamique opérationnelle du forum en ligne du Codex. Le membre a noté que les membres des GTE devaient se connecter fréquemment et de manière proactive au forum pour vérifier si de nouveaux documents ou commentaires étaient disponibles. En réponse à la suggestion du membre de mettre en œuvre un système de notification ou d'alerte automatisé, le Secrétariat du Codex a expliqué que cette fonctionnalité était déjà disponible dans le forum en ligne du Codex, bien qu'elle puisse ne pas être immédiatement ou facilement visible. Notant les difficultés rencontrées par les membres du GTE pour activer le système de notification automatique, le Secrétariat du Codex a indiqué qu'il étudiait la manière dont les notifications pourraient être activées par défaut.
260. Certains ont estimé que le CCPR devrait continuer à développer la BDNI par d'autres moyens, en tandem avec les efforts de renforcement des capacités. Cependant, le CCPR a noté que cette approche avait déjà été explorée auparavant sans grand succès. D'autre part, les informations contenues dans la BDNI pourraient être fournies, si nécessaire, pour soutenir le travail du GTE sur les composés non soutenus ne présentant pas de problème de santé publique et devant faire l'objet d'un examen périodique.
261. Le CCPR a noté que la BDNI ne serait utile que si elle était alimentée par des informations provenant de plusieurs pays, que la participation au GTE pour développer la BDNI a été constamment faible et en baisse, et qu'il serait difficile de maintenir la BDNI à jour.

Conclusion

262. À sa 56^e session, le CCPR est convenu:

¹⁷ CL 2025/40-PR ; CX/PR 25/56/10 ; CX/PR 25/56/10-Add.1 (Commentaires du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Égypte, de l'Union européenne, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de la Thaïlande, de l'Uruguay)

- (i) de suspendre les travaux liés à la BDNI, entrepris par le GTE sur les composés non étayés ne présentant pas de risque pour la santé publique et devant faire l'objet d'un examen périodique, jusqu'à ce qu'il soit nécessaire de répondre à des demandes d'informations spécifiques sur les composés non étayés ne présentant pas de risque pour la santé publique; et
- (ii) que le GTE devrait progresser plus efficacement s'il devait être réactivé à l'avenir.

ÉTABLISSEMENT DES CALENDRIERS DU CODEX ET DE LISTES DE PESTICIDES DESTINÉS À ÊTRE ÉVALUÉS OU RE-ÉVALUÉS EN PRIORITÉ PAR LA JMPR (Point 9 de l'ordre du jour)¹⁸

263. L'Australie, en tant que président du GTE sur la liste des priorités, a présenté le point sur les listes et les priorités du Codex. Les listes et les priorités des pesticides à évaluer par la JMPR ont été préparées après consultation au sein du GTE avec les membres et les observateurs, un examen des commentaires en réponse à CL 2024/89-PR et CL 2025/44-PR, et des discussions lors de la 56^e session du CCPR. Le président du GTE a expliqué que le document CRD02 avait été préparé pour faciliter la discussion, et qu'il contenait les calendriers et les listes de priorités pour 2026, 2027 et au-delà.
264. Le président du GTE a indiqué que certains amendements avaient été apportés au calendrier et aux listes de priorités proposés pour l'évaluation par la JMPR en 2026, 2027 et au-delà, afin de refléter les commentaires des membres et des observateurs, y compris ceux formulés lors des discussions en séance plénière au CCPR, à sa 56^e session et dans les CRD. Ceci inclut l'ajout de nominations d'extrapolation faites par la MUF pour quatre composés qui étaient déjà inclus dans la liste «2026 nouvel emploi – autre» (fluopyrame (243), flupyradifurone (285), sulfoxaflor (252) et trifloxystrobine (213)).

Calendrier pour les évaluations de la JMPR en 2026

265. Le président du GTE a noté que, pour le calendrier proposé pour l'évaluation par la JMPR en 2026, qui a été présenté dans l'annexe A de CRD02, il y avait deux composés nommés sur la liste des «nouveaux composés», 20 composés (avec deux composés de réserve) nommés sur la liste des « nouveaux emplois – autres », et deux composés sur la liste de l'examen périodique avec un soutien confirmé.

Discussion

266. La Thaïlande a demandé que le durian soit ajouté à la liste des produits pour la nomination « nouvel emploi – autre » existante pour le chlorantraniliprole (230). Elle a également confirmé que le nombre d'essais disponibles était de cinq pour l'aubergine thaïlandaise et de six pour le durian. Le secrétariat de la JMPR a indiqué que les aubergines étaient généralement considérées comme une culture importante et que, par conséquent, six essais pourraient être nécessaires. La Thaïlande a été encouragée à examiner si un sixième essai pouvait être fourni ou à soumettre une justification à la JMPR à l'appui de sa soumission avec cinq essais sur les aubergines thaïlandaises.
267. Un membre, se référant au CRD19, a rappelé au CCPR que l'azoxystrobine dans le cumin figurait dans le calendrier d'examen de la JMPR pour 2024. Notant qu'elle ne figurait pas dans l'appel de données de la JMPR, le membre a demandé à la JMPR d'examiner cette nomination antérieure.
268. Le CCPR a soutenu l'inclusion de l'indoxacarbe (216) et de l'hydrazide maléique (102) dans le calendrier d'examen périodique pour 2026, notant qu'il y avait un soutien et un engagement confirmés pour les données pour chaque composé. Pour l'indoxacarbe (216), il a été noté que tous les produits de base ayant des CXL en vigueur n'étaient pas appuyés, mais que les produits supplémentaires que sont le café, le tournesol et les fraises étaient appuyés. Pour l'hydrazide maléique (102), il a été noté que la réunion de 2024 de la JMPR ne pouvait pas achever son évaluation (voir point 6.1 de l'ordre du jour), mais que des données supplémentaires seraient soumises en 2026.
269. Le promoteur des données pour le captane (007) a demandé qu'il soit ajouté au calendrier d'examen périodique pour 2026 et a confirmé qu'il fournirait des données pour que la JMPR les examine en 2026. Le captane (007) avait été inclus dans le calendrier d'examen périodique pour 2025 lors de la 55^e session du CCPR (2024), mais la JMPR n'a pas pu commencer son évaluation. À sa 56^e session, le CCPR a accepté de réinscrire le captane (007) dans le calendrier d'examen périodique pour 2026 pour des raisons de transparence, suite à une demande de la JMPR. Le président du groupe de travail spécial a demandé à la JMPR de conseiller à l'avenir le groupe de travail spécial sur les composés dont l'examen était prévu mais que la JMPR n'avait pas pu commencer ou terminer, et de fournir les raisons de cette situation afin de

¹⁸ CL 2024/89-PR ; CL 2025/44-PR ; CX/PR 25/56/11 (y compris les commentaires du Canada, de l'Égypte, de l'Union européenne, du Kenya, de l'Arabie saoudite, du groupe de travail II de l'industrie sur les données de recherche 2-4-D, de l'Union internationale des technologues en sciences alimentaires (IUFoST), de Drexel Chemical Company en réponse à CL 2024/89-PR et les commentaires du Brésil, du Canada, de l'Égypte, de l'Union européenne, de l'Inde, de la Thaïlande et des Émirats arabes unis en réponse à CL 2025/44-PR).

faciliter les discussions au sein du groupe de travail spécial sur le reclassement éventuel de ces composés (voir point 10 de l'ordre du jour, paragraphe 292 iii)).

270. Le président du GTE a noté que pour quatre composés, le carbaryl (008), le bromure de méthyle (052), le disulfoton (074) et la fluméthrine (195), dont l'examen périodique était prévu en 2026, aucune confirmation de soutien ou d'engagement pour les données n'a été fournie. Le CCPR a décidé de ne pas inclure ces composés dans le calendrier prioritaire pour l'examen périodique en 2026 car ils n'étaient pas étayés. Plusieurs membres ont souligné que les évaluations toxicologiques du bromure de méthyle, du disulfoton et de la fluméthrine étaient obsolètes, les dernières évaluations de la JMPR remontant à plus de 50 ans pour le bromure de méthyle et à 25 ans pour le disulfoton et la fluméthrine, ce qui soulève des incertitudes quant à la sécurité des CXL actuelles (voir point 8.1 de l'ordre du jour). Notant qu'aucun formulaire de préoccupation pour la santé publique n'avait été soumis pour ces composés, le CCPR a décidé de renvoyer ces composés pour examen par le groupe de travail spécial sur les composés non étayés ne présentant pas de préoccupation pour la santé publique au titre du point 8.1 de l'ordre du jour en tant que nouveau travail potentiel.
271. Le calendrier d'évaluation de la JMPR en 2026, tel que présenté dans le document CRD02, a été soutenu par le CCPR avec deux amendements:
- Le durian a été ajouté à la proposition existante de 2026 "nouvelle utilisation - autre" pour le chlorantraniliprole (230) et
 - Le captane (007) a été ajouté au calendrier d'examen périodique de 2026.

Listes de priorités pour 2027 et au-delà

272. Le président du GTE a noté que la liste provisoire des priorités pour les nouveaux composés, les nouvelles utilisations et autres évaluations, et les examens périodiques pour 2027 et au-delà a été fournie pour sensibilisation dans l'annexe B de CRD02 mais est sujette à changement avant la 57^e session du CCPR. Le CCPR a noté que le nombre de nominations de nouveaux composés pour les années à venir était faible, aucun nouveau composé n'étant actuellement nommé pour 2027, deux pour 2028, un pour 2029 et un pour 2031.
273. Pour les nouvelles utilisations et autres évaluations, le président du GTE a indiqué qu'il y avait 19 nominations pour 2027, y compris trois (oxyde de propylène (250), propiconazole (160), cyperméthrine (118)) qui ont été déplacées du calendrier 2026 car ce calendrier était sursouscrit, et la preuve de l'enregistrement était en attente pour les trois composés. Le président du GTE a également noté qu'il y avait 14 nominations pour 2028 et deux pour 2029.
274. La République islamique d'Iran, en se référant au CRD10 Rev.1, a proposé le thiaméthoxame (245) et son métabolite la clothianidine (238) pour les pistaches (TN 0675) pour inclusion dans la liste prioritaire pour 2027.
275. Notant les commentaires faits sur l'efficacité des ressources de la JMPR dans le rapport de la JMPR de 2024 (point 2.10 de l'examen général) (point 5(a) de l'ordre du jour), le président du GTE a indiqué qu'à partir de la 57^e session du CCPR, la priorité devrait être donnée aux nominations faites pour les composés avec des LMR applicables à plus d'un produit, et que les nominations pour le même composé ne devraient pas être faites dans les années suivantes. Le CCPR est convenu que cette approche devrait être suivie, à moins qu'une justification puisse être fournie à l'appui de l'importance d'une nomination pour un seul produit.
276. Étant donné que le nombre de composés dont l'examen périodique est provisoirement prévu en 2026 et 2027 est faible, il a été suggéré que l'examen des dithiocarbamates puisse être programmé conformément au processus convenu au titre du point 2.7 de l'ordre du jour 5(a) (voir paragraphe 65). Le promoteur a indiqué que les données ne pourraient pas être soumises pour 2026. Une confirmation supplémentaire est nécessaire de la part du promoteur quant à la disponibilité des données afin de programmer l'examen à partir de 2027.
277. Le CCPR a examiné le tableau 2A de la liste prioritaire qui énumère les composés provisoirement prévus pour un examen périodique en 2027, 2028 et 2029. Le président du GTE a souligné que la perméthrine (120) avait été incluse dans la liste d'examen périodique pour 2027 suite à son inclusion dans le calendrier d'examen périodique pour 2024. Le secrétariat de la JMPR a confirmé que son examen ne pouvait pas être achevé en 2025 mais que l'évaluation toxicologique était en cours en 2025. Le promoteur des données a confirmé son appui à la perméthrine (120) et s'est engagé à ce que les données de résidus pour certains produits avec les CXL actuelles et certains nouveaux produits soient disponibles pour examen par la JMPR en 2027. Le carbosulfan (145) a été retiré de la liste des priorités pour examen périodique en 2027 suite à la confirmation par le promoteur des données qu'il avait retiré son appui à ce composé. Le président du GTE a souligné qu'il était important que les membres et les observateurs indiquent s'ils soutenaient les composés inclus dans les tableaux 2A et 2B de la liste prioritaire.

Nominations pour l'examen parallèle

278. Le président du GTE a informé le CCPR qu'aucune nomination n'avait été reçue pour un composé à examiner en parallèle.

Conclusion

279. À sa 56^e session, le CCPR est convenu:

- (i) d'approuver la liste prioritaire des pesticides à évaluer par la JMPR de 2026 et de la soumettre à la Commission, à sa 48^e session pour approbation (Annexe VIII);
- (ii) de rétablir le GTE sur les calendriers et les priorités, présidé par l'Australie, travaillant en anglais, afin de fournir un rapport sur les calendriers et les listes prioritaires pour examen lors de la prochaine réunion du CCPR; et
- (iii) renvoyer le carbaryl (008), le bromure de méthyle (052), le disulfoton (074) et la fluméthrine (195) au GTE sur les composés non étayés ne présentant pas de risque pour la santé publique, pour examen en tant que nouvelle activité potentielle.

AMÉLIORATION DES PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES DU CCPR ET DE LA JMPR (point 10 de l'ordre du jour)¹⁹

280. Les États-Unis, en tant que président du GTE et de la réunion du GTV convoquée juste avant le CCPR, et s'exprimant également au nom des coprésidents, le Costa Rica et l'Ouganda, ont présenté ce point, rappelé le contexte des travaux et le mandat du GTE, expliqué le processus de travail, y compris la convocation d'un GTV, et fourni un résumé des commentaires reçus en réponse à la lettre circulaire CL 2025/45-PR. Le CCPR a noté que le secrétariat de la JMPR a fourni une mise à jour pendant le GTV sur leurs efforts en cours pour renforcer la capacité de la JMPR.
281. Le président du GTE a noté que les commentaires reçus indiquaient un large soutien pour le travail et les résultats du GTE, avec un fort consensus sur l'importance d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR. De nombreux commentaires reprennent des thèmes qui ont été discutés dans les documents précédents du GTE, ce qui reflète la continuité des préoccupations et des priorités des délégués. Un soutien a été exprimé en faveur d'une réunion supplémentaire de la JMPR, bien qu'il ait été noté que l'arriéré de travail diminuait progressivement. La proposition de doter la JMPR d'un personnel plus permanent a été soutenue comme moyen d'améliorer la stabilité, la continuité et la cohérence des normes scientifiques et procédurales, tout en reconnaissant qu'il fallait davantage d'informations sur sa faisabilité. Toutefois, aucun moyen de financer ces propositions n'a été identifié. Il a été noté qu'un observateur avait proposé un système de frais transparent comme mécanisme potentiel pour soutenir le travail de la JMPR.
282. Le président du GTE a noté que des considérations pratiques continuaient d'être soulevées, également en ligne avec les discussions sur la JMPR - (voir point 5.a paragraphe 73) liées à la qualité des soumissions de données, et la nécessité d'assurer une utilisation efficace des ressources existantes de la JMPR. Parmi les propositions figuraient le renforcement des capacités, la formation et l'orientation pour aider les personnes qui soumettent des données à améliorer la qualité de leurs dossiers; l'amélioration des formats de dossier et la promotion des soumissions numériques et la mise en œuvre d'initiatives visant à réduire le taux de resoumissions grâce à un examen minutieux des candidatures pour s'assurer que les dossiers sont complets. Différentes approches ont été suggérées pour traiter ce dernier point, comme un système d'évaluation en deux phases, commençant par la vérification des données avant la réunion, suivie par l'examen des résumés de données par la JMPR, une meilleure préparation avant la réunion, ainsi que l'exploration de la faisabilité d'outils d'intelligence artificielle pour aider au traitement des données, à la sélection et à l'analyse préliminaire.
283. Le président du GTE a noté que le GTV avait fourni un forum utile pour discuter des résultats du GTE et des commentaires connexes, complétés par les contributions du secrétariat de la JMPR. Dans ce contexte, le président du GTE/GTV a présenté les recommandations pour examen par le CCPR et a estimé que le GTE avait recueilli une grande quantité d'informations et de contributions, fourni des pistes claires pour l'avenir et achevé son travail, et qu'il n'était pas nécessaire de le rétablir à cette session.
284. Le représentant de la JMPR de l'OMS a souligné que l'OMS était confrontée à d'importantes contraintes en matière de budget et de personnel, avec une réduction du personnel, l'impossibilité d'embaucher du nouveau personnel et des ressources globalement limitées. Néanmoins, le représentant a confirmé que le Codex restait une priorité essentielle et que l'OMS s'engageait à continuer à fournir des avis scientifiques. Le représentant a reconnu avec satisfaction la contribution majeure d'un donateur au cours de la dernière décennie, mais notant qu'il ne soutiendrait plus le programme d'avis scientifiques, il a souligné l'importance d'un soutien de la part d'un plus grand nombre de pays. Le représentant a souligné que le programme de conseil scientifique dépendait fortement des contributions volontaires et a remercié ceux qui se sont manifestés à ce jour, mais a indiqué que le nombre de donateurs était limité. À la lumière des défis actuels, le représentant a informé le CCPR que l'OMS explorait d'autres mécanismes de soutien, tels que les contributions en nature (par exemple, l'accueil de réunions), le détachement d'experts des pays membres et d'autres solutions innovantes en matière de personnel, et il a encouragé les membres à soutenir de telles initiatives.

¹⁹ CL 2025/45-PR ; CX/PR 25/56/12 ; CX/PR 25/56/12-Add.1 (Commentaires de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'Égypte, du Ghana, de l'Inde, de l'Iran (République islamique d'), de l'Arabie saoudite, de la Thaïlande, de CropLife International)

285. Le représentant de la FAO pour la JMPR a noté que la FAO travaillait activement au renforcement des capacités de la JMPR, notamment pour résorber le retard dans les évaluations, et a confirmé l'engagement de la FAO à soutenir le travail du CCPR. Les mesures prises comprennent l'identification d'experts supplémentaires, l'amélioration de la gouvernance et l'organisation d'ateliers de formation pour soutenir le développement de la prochaine génération d'experts de la JMPR. Le représentant a en outre noté que la FAO était également confrontée à des contraintes de personnel, limitant sa capacité d'évaluation des données et des risques, malgré des efforts internes, et a souligné l'importance pour les membres de soulever des préoccupations concernant la capacité de la JMPR et son impact significatif sur la fixation des LMR pour les pesticides, par l'intermédiaire des organes directeurs du Codex et de la FAO. Le représentant a noté que la FAO examinait avec prudence les propositions de financement externe, en particulier celles émanant de sources non-membres, conformément à ses politiques de partenariat et de financement.

Débat

286. Les délégués se sont félicités des travaux entrepris par le CCPR, à sa 53^e session, et ont généralement approuvé les recommandations du GTE présentées dans la 56^e session du CCPR. La convocation d'une réunion extraordinaire de la JMPR pour résorber l'arriéré d'évaluations et faire progresser l'évaluation des nouvelles utilisations des pesticides a reçu un large soutien. La garantie de ressources adéquates pour soutenir le recrutement de personnel permanent de la JMPR comme moyen d'améliorer la stabilité, la continuité et la cohérence des normes scientifiques et procédurales sur le site a également été soutenue. Toutefois, les membres ont reconnu les difficultés en matière de ressources et ont souligné l'importance de veiller à ce que la JMPR bénéficie de ressources adéquates de la part de la FAO et de l'OMS, ainsi que d'autres moyens appropriés. Un membre a souligné les situations budgétaires difficiles auxquelles la FAO et l'OMS sont confrontées, a noté que le fardeau du soutien financier ne pouvait pas être entièrement placé sur la FAO et l'OMS, et a indiqué que le soutien des membres par le biais de contributions volontaires était également essentiel. Dans ce contexte, les efforts de priorisation et d'efficacité en cours sont d'une importance cruciale.
287. Bien qu'une réduction de l'arriéré des évaluations pour la JMPR ait été observée, la demande reste forte, et des suggestions ont été faites sur la manière d'utiliser plus efficacement les ressources existantes de la JMPR. Il s'agit notamment de:
- des approches améliorées de la programmation des composés ou des utilisations supplémentaires pour l'évaluation par la JMPR (par exemple, la suppression des priorités pour les évaluations des composés à usage unique dans la mesure du possible (en notant que dans certains cas, il peut n'y avoir qu'une seule culture pertinente pour le commerce); le regroupement des évaluations pour les utilisations multiples du même composé; l'acceptation des nominations pour un composé uniquement s'il y a des données sur la détection de ses résidus);
 - L'information de la JMPR au CCPR sur les raisons pour lesquelles les évaluations n'ont pas pu être achevées, que ce soit en raison des ressources ou de données incomplètes, afin de mieux informer les discussions sur les priorités et le calendrier;
 - veiller à ce que les dossiers soumis soient complets et de qualité appropriée en fournissant des orientations nouvelles ou actualisées sur la préparation des dossiers et les exigences en matière de données (y compris sur la toxicologie), en communiquant clairement aux fournisseurs de données les besoins en matière de données et en améliorant l'accès à ces informations;
 - l'examen des analyses existantes afin d'identifier certaines des principales défaillances systématiques des dossiers qui pourraient servir de base à l'élaboration d'une approche stratégique sur la manière d'améliorer la qualité des données;
 - l'application stricte et cohérente des règles des quatre et 25 ans conformément au *Manuel de procédure du Codex*;
 - Supprimer les composés dont l'évaluation est obsolète ou qui ne bénéficient pas d'un soutien suffisant;
 - l'utilisation de technologies telles que l'intelligence artificielle pour soutenir certaines tâches spécifiques, telles que la vérification de l'exhaustivité des dossiers d'une manière sûre et confidentielle.
 - la convocation des réunions de la JMPR selon différentes modalités, y compris virtuelles
 - la mobilisation d'experts pour soutenir les travaux de la JMPR et la poursuite des efforts visant à renforcer les capacités afin de garantir que la JMPR dispose d'un pool d'expertise adéquat; et
288. En ce qui concerne les orientations sur les exigences en matière de soumission de données, le secrétariat de la JMPR a reconnu que le manuel pertinent avait été mis à jour pour la dernière fois il y a près de dix ans et qu'il devait être révisé pour refléter les développements récents, mais qu'à ce jour, les ressources n'avaient pas été disponibles pour soutenir

cette révision. Toutefois, le Secrétariat de la JMPR s'est engagé à le faire dès que possible. Un membre, notant que la FAO avait déjà établi des directives pour la soumission de données d'essais de résidus supervisés pour les évaluations de la JMPR, a demandé que toute nouvelle directive à cet égard soit cohérente et ne fasse pas double emploi.

289. Les efforts déployés par un observateur pour élaborer des directives à l'intention des personnes qui soumettent des données, dans le but d'améliorer la qualité et l'exhaustivité des dossiers, ont été bien accueillis.
290. Bien que le CCPR reconnaisse le travail précieux du GTE et que plusieurs délégations soient d'avis qu'il serait utile que le GTE continue, tout le monde s'accorde à dire que le GTE a terminé son mandat. En l'absence d'un mécanisme réalisable de financement ou de soutien en ressources humaines pour les mesures identifiées, le CCPR a décidé de ne pas rétablir le GTE lors de cette session. Toutefois, en fonction de l'évolution de la situation au cours de l'année à venir, le GTE pourrait être rétabli lors d'une prochaine session, si nécessaire.

Conclusion

291. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) réaffirme la nécessité d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR pour répondre aux préoccupations liées à la charge de travail actuelle de la JMPR et à la demande future d'évaluations de composés;
 - (ii) réaffirme la nécessité d'une approche sur plusieurs fronts et son soutien aux approches à court et à long terme; et
 - (iii) a noté qu'aucun mécanisme n'a été identifié pour fournir un financement ou un soutien en ressources humaines pour mettre en œuvre des mesures à court terme, et a donc demandé à la Commission de réitérer à la FAO et à l'OMS et à leurs organes directeurs l'importance critique de la JMPR pour soutenir l'établissement scientifique des LMR de pesticides de manière opportune et efficace et de les encourager à s'assurer que la JMPR dispose de ressources adéquates pour entreprendre son travail.
292. Dans le but d'améliorer l'efficacité et de maximiser l'utilisation des ressources existantes, le CCPR, à sa 56^e session, est convenu de:
- (i) de demander à la JMPR de veiller à ce que les orientations sur la soumission des données soient à jour, disponibles et accessibles et d'évaluer et de communiquer les lacunes dans les dossiers soumis en réponse aux appels à données afin de promouvoir la soumission de dossiers de haute qualité;
 - (ii) d'inclure des approches de priorisation qui soutiennent l'efficacité de la JMPR, dans le cadre de ses discussions sur les priorités, en particulier au sein du groupe de travail sur les priorités, par exemple, en priorisant les composés à usages multiples, ou en regroupant les demandes d'évaluation;
 - (iii) demander à la JMPR de fournir au groupe de travail sur les priorités des informations sur les raisons pour lesquelles les travaux sur les composés programmés n'ont pas pu se poursuivre, afin de mieux informer et d'améliorer l'approche de la hiérarchisation; et
 - (iv) d'appliquer ses procédures de manière cohérente conformément au Manuel de procédure du Codex.
293. À sa 56^e session, le CCPR a remercié le président et les coprésidents du groupe de travail pour leur travail et a convenu que le groupe de travail européen avait achevé ses travaux pour le moment mais qu'il pourrait être rétabli à l'avenir pour soutenir la coordination des activités d'amélioration en cas de besoin.

COORDINATION DES TRAVAUX ENTRE LE CCPR ET LE CCRVDF: GROUPE DE TRAVAIL MIXTE CCPR/CCRVDF SUR LES COMPOSÉS À DOUBLE USAGE - ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX (point 11 de l'ordre du jour)²⁰

294. Les États-Unis, en tant que Président du Groupe de travail mixte, s'exprimant également au nom des co-présidents, le Brésil et la Nouvelle-Zélande, ont fourni des informations générales sur l'établissement du Groupe de travail conjoint, son mandat et son processus de travail, ainsi qu'une mise à jour sur les efforts de coordination des travaux entre le CCPR et le CCRVDF.
295. Le CCPR a été informé que si les participants inscrits au GTE conjoint comprenaient les régions du monde qui composent les membres du Codex, la participation réelle au forum en ligne du Codex avait été limitée. Le président du GTE conjoint a noté que le fait de faire fonctionner le GTE conjoint entièrement dans le cadre du forum en ligne du Codex et de présenter les recommandations au CCPR et au CCRVDF séparément pourrait ne pas être l'approche la plus efficace pour traiter toutes les questions du GTE conjoint. Pour relever ce défi, le GTE conjoint a recommandé de convoquer une session virtuelle mixte du groupe de travail conjoint, qui précéderait une éventuelle session conjointe du CCPR et du CCRVDF. Le président du GTE conjoint a réitéré l'importance de l'engagement des délégations du CCPR et du CCRVDF dans l'éventuelle session virtuelle conjointe et la session mixte du CCPR et du CCRVDF.

²⁰ CX/PR 25/56/13

Discussion

296. Le CCPR soutient généralement les recommandations du GTE conjoint et note l'engagement exprimé par les membres à participer aux travaux du GTE conjoint et à se coordonner avec leurs homologues de la santé animale. Le CCPR a noté que la session conjointe virtuelle du GTE conjoint renforcerait la collaboration, améliorerait l'efficacité dans le traitement des composés à double usage et aiderait à faire progresser les résultats harmonisés fondés sur la science. Le CCPR a également noté que les travaux du groupe de travail conjoint avaient des implications importantes sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce international et qu'ils devraient donc être menés de manière efficace.
297. Un membre a indiqué que les secrétariats du JECFA et de la JMPR devraient assister à la session virtuelle conjointe afin de permettre la fourniture d'avis scientifiques solides pour la prise de décision.
298. En réponse à une préoccupation d'une organisation membre qui souhaitait savoir si l'organisation d'une session mixte du CCPR et du CCRVDF était conforme aux dispositions procédurales du *Manuel de procédure du Codex*, le Secrétariat du Codex a expliqué que la plupart des dispositions relatives à l'organisation d'une réunion d'un comité du Codex s'appliqueraient, et que l'approbation par la Commission, à sa 47^e session de l'étude de la programmation d'une session mixte du CCPR et du CCRVDF²¹ pourrait servir de base à la convocation de la session conjointe. Alors que certains aspects spécifiques propres à une session conjointe de deux comités du Codex devraient être explorés plus avant et traités de manière transparente, l'organisation de la session conjointe virtuelle devait également piloter une approche nouvelle et innovante, qui pourrait informer les futures mises à jour du *Manuel de procédure du Codex* si nécessaire.
299. Le Secrétariat du Codex a souligné l'importance de la transparence dans l'organisation de la session conjointe et a noté que la discussion de cette méthode de travail à la Commission du Codex Alimentarius a donné à tous les membres et observateurs l'occasion d'exprimer leurs points de vue sur ce sujet.
300. La Nouvelle-Zélande a informé le CCPR qu'elle ne serait malheureusement pas en mesure de continuer à servir le GTE conjoint en tant que co-président. Le CCPR a remercié la Nouvelle-Zélande pour sa contribution au GTE conjoint.

Conclusion

301. À sa 56^e session, le CCPR:
- (i) a indiqué son soutien continu au GTE mixte CCPR/CCRVDF;
 - (ii) a approuvé la programmation d'une session virtuelle du GTE mixte qui précède une session virtuelle mixte du CCPR et du CCRVDF;
 - (iii) a encouragé les membres du Codex et les observateurs à participer à l'éventuelle session virtuelle du GTE mixte et à l'éventuelle session mixte virtuelle du CCPR et du CCRVDF; et
 - (iv) a encouragé les membres et observateurs du Codex à se mettre en rapport avec leurs homologues des services vétérinaires (santé animale) afin de coordonner leurs positions et de participer activement aux travaux du GTE conjoint, notamment en fournissant des réponses aux lettres circulaires sur l'harmonisation des descripteurs des aliments et l'harmonisation des LMR pour les composés à double usage lorsqu'elles seront disponibles.

QUESTIONS DIVERSES (Point 12 de l'ordre du jour)

302. À sa 56^e session, le CCPR a noté qu'il n'y avait aucun point à discuter sous la rubrique « Autres questions ».

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 13 de l'ordre du jour)

303. À sa 56^e session, le CCPR a été informé que sa 57^e session était provisoirement prévue pour le second semestre de (2026) à Beijing, Chine, les dispositions finales étant soumises à la confirmation du pays hôte et des Secrétariats du Codex. À sa 56^e session, le CCPR a noté que 2026 marquerait le 60^e anniversaire de la première session du CCPR.
304. Une organisation observatrice a exprimé sa préoccupation quant au fait que le retard dans la publication du rapport JMPR de 2024 a entraîné le report de la 56^e session du CCPR, continuerait à causer des retards dans les réunions JMPR et CCPR et, par extension, dans l'adoption des LMR en 2026, voire en 2027. L'organisation observatrice a souligné que les producteurs, les négociants, les entreprises alimentaires et les consommateurs comptaient sur un processus efficace du Codex pour permettre le commerce de denrées alimentaires sûres, et que lorsque des retards importants étaient introduits par des questions administratives, il y aurait des implications substantielles et systémiques.
305. Notant les retards importants attendus dans le flux normal de soumission des données, l'évaluation et le rapport de la JMPR, l'examen des LMR par le CCPR et l'adoption des LMR par la Commission, l'organisation observatrice a suggéré que la JMPR pourrait éventuellement convoquer une réunion en septembre ou octobre 2026 notant le nombre réduit de nouveaux composés qui feront l'objet d'une évaluation complète par la JMPR en 2026. L'organisation observatrice a

²¹ REP24/CAC paragraphe 131

exhorté toutes les parties à travailler à la normalisation de l'enchaînement des réunions afin de revenir le plus rapidement possible au calendrier d'avant COVID-19.

306. Les secrétariats de la JMPR de la FAO et de l'OMS ont pris note de cette préoccupation et ont indiqué que la FAO et l'OMS feraient de leur mieux pour normaliser le calendrier de la JMPR afin de minimiser tout impact potentiel sur le CCPR et l'adoption des normes Codex.

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES**

CHAIRPERSON – PRÉSIDENT - PRESIDENTE

Dr Weili Shan
Deputy Director General/Professor
Institute for the Control of Agrochemicals
Ministry of Agriculture and Rural Affairs (ICAMA)
Beijing

CO-CHAIRPERSON – CO-PRÉSIDENT – COPRESIDENTE

Mr Eduardo Aylwin
Asesor
Agencia Chilena para la Inocuidad y Calidad Alimentaria (ACHIPIA)
Santiago

VICE-CHAIRPERSON – VICE-PRÉSIDENTE – VICEPRESIDENTA

Dr Lifang Duan
Division Director/Professor
Institute for the Control of Agrochemicals
Ministry of Agriculture and Rural Affairs (ICAMA)
Beijing

**MEMBERS NATIONS AND MEMBER ORGANIZATIONS
ÉTATS MEMBRES ET ORGANISATIONS MEMBRES
ESTADOS MIEMBROS Y ORGANIZACIONES MIEMBROS**

ALBANIA - ALBANIE

Mr Dritan Palnikaj
Secretary General
Ministry of Agriculture and Rural Development
Tirana

Dr Tana Kika
Advisor to the Minister
Ministry of Agriculture and Rural Development
Tirana

Mr Martin Mici
Director General, General Directorate of Food Safety,
Veterinary, Plant Protection and Fisheries Policies
Ministry of Agriculture and Rural Development
Tirana

Mrs Gejla Shehaj
Advisor to the Minister
Ministry of Agriculture and Rural Development
Tirana

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Mr James Deller
Director
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry

Mr Peter Breguet
Senior Manager Trade and Market Access
Grains Australia

Mrs Jenna Garwood
Assistant Director
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry

Mr Gavin Hall
DTS Regulatory Consultants
on behalf of
Hort Innovation Australia

Mr Daniel Poflowski
Director
Australian Pesticides and Veterinary Medicines
Authority

AUSTRIA - AUTRICHE

Ingo Grosssteiner
Senior Expert
Austrian Agency for Health and Food Safety (AGES)
Vienna

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Mr Rogério Pereira Da Silva
Head of Minor Crops Service
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Mr Antonio Batista Sanches
Health Regulation Expert
Brazilian Health Regulatory Agency - Anvisa
Brasília

Mr Danilo Tadashi Tagami Kamimura
General Coordinator of Sanitary and Phytosanitary
Issues
Ministry of Agriculture and Livestock – MAPA
Brasília

Ms Adriana Torres De Sousa
Manager of Monitoring and Risk Assessment Office
Brazilian Health Regulatory Agency - Anvisa
Brasília

CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN

Mr Medi MOUNGUI
Deputy Permanent Representative
Ambassade du Cameroun à Rome
Rome

CANADA - CANADÁ

Ms Monique Thomas
Section Head
Pest Management Regulatory Agency
Ottawa

Dr Marcos Álvarez
Executive Director
Pest Management Centre
Ottawa

Mr Matthew Lapointe
Deputy Director
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Ms Monica Le
Section Head
Pest Management Regulatory Agency
Ottawa

Mr Andrew Sullivan
Supervising Chemist
Canadian Food Inspection Agency
Calgary

CHILE - CHILI

Ms Roxana Vera
Jefa del Subdepartamento de Acuerdos Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Cristóbal Araya
Profesional del Subdepartamento de Autorización y
Evaluación de Plaguicidas
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Jorge Carvajal
Profesional del Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Ms Paulina Chávez
Asesor Técnico del Departamento de Nutrición y
Alimentos
Departamento de Nutrición y Alimentos, Ministerio de
Salud (MINSAL)
Santiago

Ms Tatiana Contreras
Profesional del Subdepartamento de Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Ms Claudia Espinoza
Profesional del Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr David Guerra Maldonado
Profesional del Subdepartamento de Plaguicidas,
Fertilizantes, Bioestimulantes e Inocuidad
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Moisés Leiva
Gerente de Alimentos
Chile Alimentos A.G.
Santiago

Mr Claudio Núñez
Profesional del Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Pablo Reyes
Jefe del Subdepartamento de Control de plaguicidas,
Fertilizantes, Bioestimulantes e Inocuidad
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Victor Rivera
Coordinador de Asuntos Internacionales y
Regulatorios
Agencia Chilena para la Inocuidad y Calidad
Alimentaria (ACHIPIA)
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Francisco Sánchez
Director de Investigación y Desarrollo - ANASAC Chile
Asociación Gremial de Importadores y Productores de
Fitosanitarios, Fertilizantes y Bioestimulantes para la
Agricultura (IMPPA)

Mr Daniel Schwantes
Profesor Asistente
Pontificia Universidad Católica de Chile

Ms Loreto Tapia
Analista de Inocuidad
Frutas de Chile A.G.

Ms Marcela Triviño
Encargada de Inocuidad
Frutas de Chile A.G.
Santiago

Ms Lucía Valenzuela
Jefa del Subdepartamento de Autorización y
Evaluación de Plaguicidas
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura

Ms Camila Valle Becerra
Profesional del Subdepartamento de Plaguicidas,
Fertilizantes, Bioestimulantes e Inocuidad
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura

Mr Rodrigo Sotomayor
Jefe de División
Subdirección de Gestión Técnica
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
Ministerio de Agricultura

Mr Nicolás Tobalina Cortés
Punto de Contacto del Codex Chile
Agencia Chilena para la Inocuidad y Calidad
Alimentaria (ACHIPIA)
Ministerio de Agricultura

Ms Constanza Vergara E.
Asesora del Departamento de Aspectos Regulatorios
del Comercio
Subsecretaría de Relaciones Económicas
Internacionales (SUBREI)
Santiago

Ms Patricia Villarreal
Gerente General
Asociación Nacional de Fabricantes e Importadores de
Productos Fitosanitarios Agrícolas A.G. (AFIPA)
Santiago

CHINA - CHINE

Mr Zhihua Zhang
Chief Engineer
China Green Food Development Center (CGFDC)
Beijing

Mrs Fang Gao
Division Director
Center of Agro-product Safety and Quality, Ministry of
Agriculture and Rural Affairs, P.R.C.
Beijing

Prof Siming Li
Vice-president
Jiangxi Academy of Agricultural Sciences
Nanchang

Ms Pui Shan Liu
Scientific Officer
Centre for Food Safety, Food and Environmental
Hygiene Department, The Government of the Hong
Kong Special Administrative Region
Hong Kong

Mr Youlong Lu
Division Director
Center of Agro-product Safety and Quality, Ministry of
Agriculture and Rural Affairs, P.R.C.
Beijing

Dr Hoi Yan Fiona Shiu
Chemist
Government Laboratory
Hong Kong

Mr Xuewan Xu
First Level Researcher
Department of Agro-products Quality and Safety,
MARA, P.R.C.
Beijing

Dr Ho Pan Michael Yau
Senior Chemist
Government Laboratory
Hong Kong

Prof Ercheng Zhao
Professor/Deputy Director
Institute of Plant Protection,
Beijing Academy of Agriculture and Forestry Science
Beijing

Prof Guangyan Zhu
Professor
Institute for the Control of Agrochemicals, Ministry of
Agriculture and Rural Affairs (ICAMA), P.R.China
Beijing

COLOMBIA - COLOMBIE

Ms Nataly Bulla Galvis
Segunda Secretaria
Embajada de Colombia en Chile
Santiago de Chile

Mr Sebastián Camilo Guanumen Parra
Embajador
Embajada de Colombia en Chile
Santiago de Chile

Mr Julian Páez Vargas
Consejero
Embajada de Colombia en Chile
Santiago de Chile

COSTA RICA

Mrs Ivania Morera Rodríguez
Laboratorista Químico
Servicio Fitosanitario del Estado
San José

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Mrs Mette Christiansen
Senior Scientific Advisor
Danish Veterinary and Food Administration
Glostrup

Mrs Annette Grossmann
Senior Scientific Advisor
Danish Veterinary and Food Administration

Mrs Bodil Hamborg Jensen
Senior Adviser
Technical University of Denmark
Kgs. Lyngby

Mr Marc Leguen De Lacroix
Political Administrator
Council of the European Union

Mrs Trine Thorup Andersen
Scientific Advisor
Danish Veterinary and Food Administration
Glostrup

EL SALVADOR

Mr Manuel Escobar
Técnico Especialista de Reglamentación Técnica
Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica
San Salvador

ESTONIA - ESTONIE

Mrs Sille Vahter
Chief Specialist
Ministry of Regional Affairs and Agriculture of the
Republic of Estonia
Tallinn

EUROPEAN UNION - UNION EUROPÉENNE - UNIÓN EUROPEA

Dr Gaspar Avendaño Pérez
Policy Officer
European Commission
Brussels

Ms Anne Latrive
Policy Officer
European Commission
Brussels

Ms Ileana Miron
Scientific Expert
European Food Safety Authority
Parma

Mr Miguel Santos
Scientific Expert
European Food Safety Authority
Parma

Ms Maria Tabernero
Policy Officer
European Commission
Brussels

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Mrs Tiia Mäkinen-Töykkä
Senior Officer
Finnish Safety and Chemicals Agency (Tukes)

FRANCE - FRANCIA

Ms Florence Gérault
Experte résidus de pesticides
Ministère de l'agriculture et de la souveraineté
alimentaire
Angers

Ms Gaelle Vial
Cheffe de l'Unité résidus et sécurité des aliments
Agence nationale de sécurité sanitaire de
l'alimentation, de l'environnement et du travail
(Anses)
Maisons-Alfort

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Ms Monika Schumacher
Desk Officer
Federal Ministry of Agriculture, Food and Regional
Identity
Bonn

Dr Florian Hägele
Laboratory Manager
Chemical and Veterinary Inspection Office Stuttgart
Fellbach

Dr Marina Rusch Food
Chemist
Federal Office of Consumer Protection and Food
Safety
Braunschweig

GHANA

Mrs Doreen Afi Gyau Koranteng
Codex Contact Point Manager
Ghana Standards Authority
Accra

Mr Richard Kwame Adu-Acheampong
AG. Executive Director
Quality Control Company Ltd (COCOBOD)
Tema

Dr William Azalekor
Managing Director
Quality Control Company Ltd (Ghana Cocoa Board)
Accra

Dr Paul Osei-Fosu
Head, Food and Agriculture Department
Ghana Standards Authority
Accra

Mr Leslie Owusu-Ansah
Head of Department
Food and Drugs Authority
Accra

GUYANA

Ms Bhavina Pooran
Inspector II
Pesticide and Toxic Chemicals Control Board
Georgetown

HONDURAS

Mr Francisco Matamoros
Jefe de Departamento de Frutas y Hortalizas
SENASA
Tegucigalpa

INDIA - INDE

Dr Poonam Jasrotia
ADG (Plant Protection and Biosafety)
Indian Council of Agricultural Research
New Delhi

Dr Vandana Tripathy
Principal Scientist & Network Coordinator
All India Network Project on Pesticide Residues
ICAR-Indian Agricultural Research Institute
New Delhi

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) -
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') -
IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Dr Roya Noorbakhsh
Head of Risk Assessment Bureau
Expert of Pesticide Residue in food and feed
Iranian National Standard Organization (INSO)

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Dr Aidan Moody
Senior Inspector
Department of Agriculture, Food and the Marine
Dublin

Dr Derek Keenan
Agricultural Inspector
Department of Agriculture, Food and the Marine
Dublin

ITALY - ITALIE - ITALIA

Mr Giulio Cardini
Policy Officer
Ministry of Agriculture, Food Sovereignty and Forests
Ministero dell'agricoltura, della sovranità alimentare e
delle foreste, MASAF
Rome

JAMAICA - JAMAÏQUE

Dr Raymond Reid
Senior Analytical Chemist
The University of the West Indies
Kingston

JAPAN - JAPON - JAPÓN

Ms Maki Terawaki
Assistant Director
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Dr Kikuko Sakai
Section Chief
Consumer Affairs Agency
Tokyo

Dr Takahiro Watanabe
Section Chief
National Institute of Health Sciences
Kanagawa

Ms Yukie Yamauchi
Deputy Director
Consumer Affairs Agency
Tokyo

KENYA

Dr Allan Azegele
Director of Veterinary Services
Ministry of Agriculture and Livestock Development
Nairobi

Mr Ferdinand Masinde
Director- Food Crops Directorate
Agriculture and Food Authority
Nairobi

Ms Grace Muchemi
General Manager
Pest Control Products Board
Nairobi

Mr Peter Kamuti
Deputy Director Analytical Chemistry Laboratory and
Food Safety
Kenya Plant Health Inspectorate Services
Nairobi

Ms Maryann Kindiki
Manager, National Codex Contact Point
Kenya Bureau of Standards
Nairobi

Mr Patrick Kirimi
Deputy Director, Regulations
Agriculture and Food Authority
Nairobi

MOROCCO - MAROC - MARRUECOS

Mr Mohammed Saiid Azzouzi
Responsable Laboratoire
Morocco FOODEX-EACCE
Larache

Mr Talbi Zakaria
Chef de service TECHNECO COMMERCIALE
Laboratoire Officiel d'Analyses et de Recherches
Chimiques

NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS

Mrs Judith Hulst
Senior Policy Officer
Ministry of Health, Welfare and Sport
Hague

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE - NUEVA ZELANDIA

Ms Ailsa Conn
Senior Advisor, Plant Exports
Ministry for Primary Industries
Wellington

Mr Warren Hughes
Principal Adviser ACVM
Ministry for Primary Industries
Wellington

Ms Sarah Lester
Specialist Adviser
Ministry for Primary Industries
Wellington

Mr Raj Rajasekar
Codex Senior Programme Manager
Ministry for Primary Industries
Wellington

PARAGUAY

Eng Hilce Rocío Ávalos Céspedes
Técnica
SENAVE - Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de Semillas
Asunción

Carmen Rosalba Rodas Monges
Técnica del Comité Técnico de Evaluación
Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de Semillas (SENAVE)
Asunción

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Mrs Magdalena Kowalska
Chief Expert
Agricultural and Food Quality Inspection
Warsaw

Mrs Anna Janasik
Expert
Agricultural and Food Quality Inspection
Warsaw

QATAR

Mrs Tahani Al-Obaidly
Expert, Food Safety
Ministry of Public Health

Eng Hussin Alyahri
Assistant Director of Animal Resources Department
Ministry of Municipality

**REPUBLIC OF KOREA -
RÉPUBLIQUE DE CORÉE -
REPÚBLICA DE COREA**

Dr Kyoung Mo Kang
Senior Scientific Officer
Ministry of Food and Drug Safety

Dr Chanhyeok Kwon
Senior Scientific Officer
Ministry of Food and Drug Safety

Mr Junhyun Kim
Scientific Officer
Ministry of Food and Drug Safety

Dr Wonjo Choe
Scientific Officer
Ministry of Food and Drug Safety

Ms Yoona Park
Research Advisor
Ministry of Food and Drug Safety

Mr Minseok Oh
Scientific Officer
Rural Development Administration

Dr Changjo Kim
Scientific Officer
National Agricultural Products Quality Management Service

Dr Hyoyoung Kim
Scientific Officer
National Agricultural Products Quality Management Service

Dr Mi-young Park, DVM
Veterinary Researcher
Animal and Plant Quarantine Agency

Dr Moo-hyeog Im
Professor
Daegu University

SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE - ARABIA SAUDITA

Mr Khalid Alzahrani
Head of the International Communication Department for Food Standards
Saudi Food and Drug Authority
Riyadh

SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR

Dr Sheena Wee
Specialist Team Lead
Singapore Food Agency
Singapore

Dr How Chee Ong
Senior Scientist
Singapore Food Agency
Singapore

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA

Ms Aluwani Madzivhandila
Assistant Director: Food Control
Department of Health
Pretoria

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Dr Álvaro Rol Rúa
Jefe de Servicio de Residuos de Productos
Fitosanitarios y Medicamentos Veterinarios en
Alimentos
Organismo Autónomo Agencia Española de Seguridad
Alimentaria y Nutrición (AESAN OA)-Ministerio de
Consumo
Madrid

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Mr Niklas Montell
Principal Regulatory Officer
Swedish Food Agency
Uppsala

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Mr Emanuel Hänggi
Scientific Officer
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO
Bern

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Mr Lertchai Lertvut
Deputy Secretary-General
Food and Drug Administration,
Ministry of Public Health
Nonthaburi

Mr Prachathipat Pongpinyo
Agricultural Research Officer, Senior Professional Level
Department of Agriculture,
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Wischada Jongmevasna
Director of Bureau of Quality and Safety of Food
Department of Medical Sciences
Ministry of Public Health
Nonthaburi

Ms Namaporn Attaviroj
Standards Officer, Senior Professional Level
National Bureau of Agricultural Commodity and Food
Standards (ACFS)
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Kongsadan Inthong
Food and Drug Technical Officer, Professional Level
Food and Drug Administration,
Ministry of Public Health
Nonthaburi

Mr Witchulada Yungyuen
Standards Officer, Professional Level
National Bureau of Agricultural Commodity and Food
Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

TRINIDAD AND TOBAGO -**TRINITÉ-ET-TOBAGO -****TRINIDAD Y TABAGO**

Mr Richard Glasgow
Pesticides and Toxic Chemical Inspector III
Ministry of Health; Chemistry/Food and Drugs Division
Port-of-Spain

UGANDA - OUGANDA

Mr Hakim Baligeya Mufumbiro
Principal Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

UNITED ARAB EMIRATES -**ÉMIRATS ARABES UNIS -****EMIRATOS ÁRABES UNIDOS**

Eng Ohoud Alali
ENG
ADFSA

Eng Sonia Garbi
ENG
ADFSA

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI -**REINO UNIDO**

Dr Julian Cudmore
Residues Team Lead
Health and Safety Executive
York

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE
DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

Mr Oshingi Samballu
Ag. Director of Pesticide Management
Tanzania Plant Health and Pesticides Authority
Arusha

UNITED STATES OF AMERICA -**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE -****ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Mr Aaron Niman
Environmental Health Scientist
U.S. Environmental Protection Agency
Washington, DC

Ms Ire Burgoa
International Program Specialist
U.S. Department of Agriculture

Mr Alexander Domesle
Senior Advisor for Chemistry, Toxicology, and Related
Sciences
U.S. Department of Agriculture
Washington, DC

Ms Heidi Irrig
Senior Regulatory Trade Manager
Syngenta
Greensboro, NC

Dr Barakat Mahmoud
Senior Science Advisor
Foreign Agricultural Service, U.S. Department of
Agriculture
Washington, DC

Ms Marie Maratos Bhat
International Issues Analyst
U.S. Department of Agriculture
Washington, D.C.

Dr Sara Mcgrath
Chemist
Center for Food Safety and Applied Nutrition (CFSAN)
U.S. Food and Drug Administration (FDA)
College Park, MD

Ms Alinne Oliveira
Director
Bryant Christie, Inc.
Seattle, WA

Mr Nelson Ramírez
Agricultural Specialist
U.S. Embassy
Santiago

Dr Virna Stillwaugh
Vice President for Scientific Affairs
Northwest Horticultural Council

URUGUAY

Mrs Leticia Bettucci
Analista de Residuos de Plaguicidas-Dirección General
de Servicios Agrícolas
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Montevideo

Mrs Susana Franchi
Head of Pesticides Residues Laboratory
Ministry of Livestock, Agriculture and Fisheries
Montevideo

ZAMBIA - ZAMBIE

Mr Mathias Tembo
Principal Agriculture Officer
Ministry of Agriculture
Lusaka

OBSERVERS - OBSERVATEURS - OBSERVADORES

**INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS –
ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES
INTERNATIONALES –
ORGANIZACIONES GUBERNAMENTALES
INTERNACIONALES**

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON
AGRICULTURE (IICA)**

Mr José Urdaz
Director SAIA
IICA
Vázquez de Coronado

Mr Eric Bolanos
Especialista SAIA
IICA
Vázquez de Coronado

Ms Ana Cordero
Especialista IICA
Vázquez de Coronado

Mr Carlos Hidalgo
Consultor IICA
Vázquez de Coronado

Ms Noemí Zúñiga
Consultor IICA
Santiago

**NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS –
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES –
ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

**ASOCIACION AGROCARE LATINOAMERICA
(AGROCARE LATAM)**

Prof Karen Aracely Gatica Solares
Codex Group Coordinator
AgroCare Latinoamérica
Guatemala

Eng Lorena Caamaño
Asesora Técnica
AgroCare Latinoamérica
Canelone

Eng Carlos Mauricio Illescas Escobar
Presidente
AgroCare Latinoamérica
Guatemala

Prof Irza Irving
Asesora Técnica
AgroCare Latinoamérica
Ciudad de México

Prof Daniel Mazzarella
Asesor Técnico
AgroCare Latinoamérica
Buenos Aires

Prof Cristián Rossi
Asesor Técnico
AgroCare Latinoamérica
Guatemala

GLOBAL PULSE CONFEDERATION (CICILS)

Mr Bill Barney
Study Director
Minor Use Foundation, Inc

Ms Anna Gore
Executive Director
Minor Use Foundation, Inc

Mr Alan Norden
Board Director
Minor Use Foundation, Inc

Ms Veronica Picado
Director, Technical Operations
Minor Use Foundation, Inc

CROPLIFE INTERNATIONAL (CROPLIFE)

Mr Mark Ball
Public Affairs
Syngenta
Brussels

Dr Manojit Basu
VP Science Policy and Regulatory Affairs
CropLife America
Arlington

Mr Steve Bäsle
Senior Regulatory Policy Manager
Bayer AG
Monheim am Rhein

Mr Guadalupe Córdoba
Agronomist
Syngenta
Vicente López, Buenos Aires

Mr Craig Dunlop
Head of Regulatory Policy and Trade
Syngenta Crop Protection AG
Basel

Mr Paul Enwerekwe
Director, Regulatory Affairs, Chemistry
CropLife Canada
Ottawa

Mr Javier Fernández
Legal Adviser & Director of Regulatory Affairs
CropLife Latin America
San José

Ms Heather Griffiths
Dietary Residue Project Team Lead
Syngenta Canada Inc.
Guelph

Mr Ravindranath Hegde
Global Regulatory Strategy Lead
UPL Ltd.
New Delhi

Ms Maria Hernández
Regulatory Lead Andean Pacific
UPL
Santiago

Mr Sebastian Hoffmann
Global Regulatory Trade Manager
Bayer AG
Monheim

Ms Nevena Hristozova
Regulatory Affairs Manager
CropLife International
Bruxelles

Ms Bianca Jones
Consumer Safety
BASF
São Paulo

Ms Naoko Kobayashi
Manager
NIHON NOHAYAKU CO., LTD.
Osaka

Mrs Akari Kubota
Chief
Ishihara Sangyo Kaisha, Ltd.
Kusatsu, Shiga

Ms Amy Latham
Global Registration and MRL Strategy Leader
Corteva Agriscience
Indianapolis

Mr Neil John Lister
Global Regulatory Asset Lead - Insecticides
Gowan Crop Protection
Harpenden

Ms Paulina Marchant
Dietary Safety Latin America
Bayer S.A., Chile
Santiago

Mr Motoaki Morita
Manager
HOKKO CHEMICAL INDUSTRY CO., LTD.
Tokyo

Ms Gabriela Osorio
Country Registration Manager
Bayer
Santiago

Mr Luis Osorio
Executive Director
PROCCYT
Mexico

Ms Monika Richter
Group Lead Global MRL & Trade
BASF
Limburgerhof

Ms Simone Saito Palma
Global MRL Strategy Manager
FMC Corporation
Campinas/SP

Ms Ana Silva
Regulatory Coordinator Chile and Bolivia
FMC Química Chile Limitada
Santiago

Dr Jane Stewart
Expert Head of Consumer Safety Strategy
BASF
Research Triangle Park

Ms Pamela Suárez
Regulatory Affairs Manager
PROCCYT
Mexico

Ms Ericka Veliz
Global Trade & Government Affairs Manager
UPL Ltd.
Middletown

Mr Tokunori Yokota
General Manager
CropLife Japan
Tokyo

**INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES
ASSOCIATIONS (ICBA)**

Ms Nakia Smith
Director, Crop Protection
The Coca-Cola Company
Atlanta

Ms Jesica Chernavsky
Senior Manager
The Coca-Cola Company

Mr Eduardo Nascimento Silva
Director
The Coca-Cola Company

**INTERNATIONAL FRUIT AND VEGETABLE JUICE
ASSOCIATION (IFU)**

Mrs Tatiana Campos
Executive Director
International Fruit & Vegetable Juice Association (IFU)
Paris

**INTERNATIONAL NUT AND DRIED FRUIT COUNCIL
FOUNDATION (INC)**

Dr Gabriele Ludwig
Sustainability Committee Member
INC - International Nut and Dried Fruit Council
Reus

INTERNATIONAL SOCIETY OF CITRICULTURE (ISC)

Mr James Cranney
ISC Representative
International Society of Citriculture
Auburn

**INTERNATIONAL UNION OF PURE AND APPLIED
CHEMISTRY (IUPAC)**

Dr Elvira Keller
Senior Managing Scientist
Exponent International GmbH
Frankfurt am Main

Dr Nell Townsend
Senior Managing Scientist
Exponent International

**WHO PERSONNEL
PERSONNEL DE LA OMS
PERSONAL DE LA OMS**

Dr Moez Sanaa
Unit Head
World Health Organization (WHO)
Geneva

CCPR SECRETARIAT

Ms Mengmeng Qu
Division Director
Ministry of Agriculture and Rural Affairs

Dr Fengzu Zhang
Deputy Division Director/Senior Agronomist
Institute for the Control of Agrochemicals of Ministry
of Agriculture and Rural Affairs
Beijing

Mr Huiqian Zhuang
Agronomist
Institute for the Control of Agrochemicals, Ministry of
Agriculture and Rural Affairs (ICAMA)
Beijing

Mr Nicolás Tobalina Cortés
Chilean Codex Contact Point
Agencia Chilena para la Inocuidad y Calidad
Alimentaria (ACHIPIA), Ministerio de Agricultura
Santiago

CODEX SECRETARIAT

Dr Sarah Cahill
Codex Secretary
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization of the U.N.
Rome

Mrs Verna Carolissen-Mackay
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization of the U.N.
Rome

Mr Chun Yin Johnny Yeung
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization of the U.N.
Rome

ANNEXE II

Partie 1: Modifications rédactionnelles à la section 4.8

Principes pour l'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides dans le *Manuel de procédure*

(pour adoption)

Note: Les modifications sont indiquées en caractères gras, et barrées ou soulignées.**4.8 PRINCIPES POUR L'ANALYSE DES RISQUES APPLIQUÉS PAR LE COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES**
(tel qu'extrait de la 30^e édition du Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius)

Champ d'application

165. Le présent document:

- traite des applications respectives des principes d'analyse des risques par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) en tant qu'organe chargé de la gestion des risques et par la **Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides** (JMPR) en tant qu'organe chargé de l'évaluation des risques; et
- facilite l'application uniforme de la section 4.1: [Principes de travail pour l'analyse des risques à appliquer dans le cadre du Codex Alimentarius](#).

Ce document doit être lu conjointement avec la section **mentionnée ci-dessus**.

Aspects généraux

Résumé de la procédure d'établissement des limites maximales de résidus (LMR).

166. Dans le traitement des questions liées aux résidus de pesticides dans le Codex, ~~la responsabilité de fournir des avis et de prendre des décisions en matière de gestion des risques incombe à~~ la Commission et le CCPR **ont la responsabilité de fournir des avis et de prendre des décisions en matière de gestion des risques**, tandis que **la JMPR a la responsabilité de** conduire l'évaluation des risques. ~~est responsable de l'évaluation des risques.~~

167. Le processus d'établissement d'une LMR commence par la demande d'un membre ou d'un observateur qui propose un pesticide à la JMPR pour évaluation. Lorsqu'il examine cette demande, le CCPR, en consultation avec **les secrétariats conjoints le secrétariat** de la JMPR, peut établir l'ordre dans lequel sera évalué ce pesticide et le programmer. **en conséquence.**

168. Le groupe d'experts OMS des résidus de pesticides examine les données disponibles couvrant une large gamme de limites toxicologiques **dans le but d'estimer pour estimer une dose journalière admissible** (DJA) et une **dose de référence aiguë** (DRFA) si nécessaire et si des données suffisantes sont disponibles.

169. Le Groupe d'experts de la FAO sur les résidus de pesticides dans les produits alimentaires et l'environnement examine les données concernant les méthodes d'utilisation homologuées, ce qu'il advient des résidus, le métabolisme des animaux et des végétaux, la méthodologie analytique et les données de résidus découlant des essais contrôlés sur les résidus **afin de pour** proposer des définitions des résidus et des limites maximales de résidus pour les pesticides, dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale.

170. L'évaluation des risques de la JMPR ~~comporte l'estimation~~ **consiste à estimer** les expositions d'origine alimentaire à court terme (un seul jour) et à long terme et ~~sa comparaison à~~ **les comparer** avec les points de référence toxicologiques pertinents. Les limites maximales de résidus sur et dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale sont fondées sur les données concernant les bonnes pratiques agricoles (BPA), en tenant compte des informations sur l'apport alimentaire. Les aliments dérivés de produits qui sont conformes aux LMR respectives sont réputés acceptables sur le plan toxicologique.

171. Le CCPR examine les recommandations de la JMPR à la lumière des informations fournies dans les rapports et les monographies de la JMPR. Les recommandations concernant les LMR acceptées par le CCPR sont soumises à la Commission pour que celle-ci les adopte en tant que LMR Codex (CXL). Un programme actif d'examen périodique complète ce processus.

172. Le CCPR et la JMPR veillent à ce que leurs contributions respectives au processus d'analyse des risques donnent lieu à des résultats fondés scientifiquement, pleinement transparents, solidement étayés par des documents et mis **à la disposition des membres** rapidement ~~à la disposition des membres~~.ⁱ

Politique d'évaluation des risques

173. Pour établir sa liste des composés à évaluer en priorité par la JMPR, le CCPR prend en compte les points suivants:

- a) le mandat du CCPR;
- b) le mandat de la JMPR;
- c) le Plan stratégique de la Commission; et
- d) les exigences pour la désignation et les critères pour l'ordre de priorité et la programmation des pesticides à évaluer.

174. Lorsqu'il propose des pesticides à la JMPR, le CCPR fournit des informations contextuelles et spécifie clairement les raisons de la demande lorsque les pesticides sont proposés pour une évaluation.

175. Lorsqu'il soumet des pesticides à la JMPR, le CCPR peut aussi mentionner diverses options de gestion des risques, dans le but d'obtenir des avis de la part de la JMPR sur les risques et sur la réduction probable des risques associée à chaque option. Le CCPR demande à la JMPR d'étudier toutes les politiques, les méthodes et les directives d'évaluation des risques envisagées par le CCPR pour évaluer des LMR pour les pesticides.

176. Lors de l'établissement de ses normes, le CCPR indique clairement lorsqu'il prend en considération d'autres facteurs¹ légitimes ayant une importance pour la protection de la santé des consommateurs et pour la promotion de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, en plus de l'évaluation des risques de la JMPR et des LMR recommandées et en donne les raisons.

177. La JMPR applique un processus d'évaluation des risques transparent, fondé sur la science pour établir des DJA et, le cas échéant, des DRFA.

178. La JMPR, en consultation avec le CCPR, doit continuer à définir des exigences minimales en matière de données pour lui permettre d'effectuer des évaluations du risque.

179. Le secrétariat de la JMPR examinera si les données sont conformes aux exigences minimales, lors de la préparation de l'ordre du jour provisoire des réunions de la JMPR.

LMR pour des groupes spécifiques

LMR pour les aliments d'origine animale

180. Des études portant sur le métabolisme des animaux d'élevage sont nécessaires chaque fois qu'un pesticide est appliqué directement sur le bétail, sur les installations ou les bâtiments destinés aux animaux ou lorsque des résidus significatifs demeurent sur les récoltes ou les produits utilisés dans les aliments pour animaux (comme par exemple, les cultures fourragères, les parties des plantes susceptibles d'être utilisées dans les aliments pour animaux, les sous-produits ou coproduits des productions industrielles). Les résultats des études portant sur l'alimentation des animaux d'élevage et sur les résidus dans les aliments pour animaux constituent également une source principale d'information pour estimer les concentrations maximales de résidus dans les aliments d'origine animale.

181. Faute d'études adéquates, aucune LMR n'est établie pour les aliments d'origine animale. Aucune LMR n'est établie pour les aliments pour animaux (et les cultures primaires) en l'absence de données sur le transfert chez les animaux. Lorsque l'exposition des animaux d'élevage aux pesticides par le biais de leur alimentation donne lieu à des résidus à la **limite de quantification** (LQ), on doit obligatoirement établir des LMR à cette limite pour les aliments d'origine animale. Des LMR doivent être établies pour des groupes d'aliments d'origine animale (désignation générique), par exemple abats comestibles (de mammifères), si les animaux sont exposés à des résidus de pesticide par le biais de leur alimentation, et pour des aliments spécifiques, par exemple rognon de bovin, lorsque les animaux sont traités directement avec un pesticide.

182. Si les concentrations ou limites maximales de résidus résultant d'un traitement direct de l'animal, recommandées pour les aliments d'origine animale et que les résidus des aliments de l'animal ne concordent pas, la recommandation la plus élevée prévaut, que ces recommandations émanent de la JMPR ou du **Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires** (JECFA).

LMR pour les pesticides liposolubles

183. Si un pesticide est déterminé comme étant liposoluble – après examen des facteurs suivants –, la définition du résidu indique «les résidus sont liposolubles»:

- a) Si disponibles, les informations concernant la répartition du résidu (comme défini) dans le muscle par rapport à la graisse ou du résidu dans le lait entier par rapport à la matière grasse du lait qui ressort des études de

¹ Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération, Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius (annexe, section A1.1).

métabolisme et des études d'alimentation des animaux d'élevage déterminent la qualification d'un résidu comme étant «liposoluble».

- b) En l'absence d'informations utiles sur la répartition des résidus dans le muscle et la graisse, ou dans le lait ou dans les graisses butyriques, les résidus présentant un coefficient de partage octanol/eau > 3 sont considérés comme probablement «liposolubles».

184. Pour le lait et les produits laitiers, deux concentrations maximales de résidus sont estimées pour les pesticides liposolubles, si les données le permettent: une concentration maximale de résidus pour le lait entier et une pour la matière grasse du lait. Si nécessaire, les LMR pour les produits laitiers peuvent alors être calculées à partir des deux valeurs, en tenant compte de la teneur en matière grasse et de la contribution de la part non grasse.

185. À des fins de réglementation et de suivi des résidus de pesticides liposolubles dans le lait, lorsqu'une CXL a été établie pour le lait entier et pour la matière grasse du lait, il faut analyser le lait entier et comparer les résultats avec la CXL pour le lait entier.

LMR pour les épices

186. Les LMR pour les épices peuvent être établies ~~sur la base à partir~~ des données de monitoring conformément aux directives établies par la JMPR.

LMR pour les produits transformés ou prêts à la consommation destinés à l'alimentation humaine ou animale

187. La JMPR évalue les études de transformation en vue de calculer les facteurs de transformation utilisés pour estimer les concentrations de résidus dans les produits transformés destinés à l'alimentation humaine ou animale pour les évaluations des risques d'origine alimentaire et, si nécessaire, recommander des LMR pour ces aliments.

188. Le CCPR:

- a) établit des LMR pour les produits transformés destinés à l'alimentation humaine ou animale importants et participant au commerce international;
- b) établit des LMR pour les produits transformés destinés à l'alimentation humaine ou animale uniquement si la valeur résultante est supérieure à la LMR établie pour le produit agricole brut correspondant (RAC) 1, Facteur de transformation $> 1,3$ (PF $> 1,3$);
- c) continue à établir des LMR pour les produits transformés destinés à l'alimentation humaine ou animale lorsqu'en raison de la nature des résidus au cours de certaines transformations spécifiques, des quantités substantielles d'autres métabolites pertinents apparaissent ou augmentent;
- d) appuie la pratique actuelle de la JMPR consistant à évaluer toutes les études de transformation fournies et à inclure un tableau synoptique de tous les facteurs de transformation validés dans chaque évaluation ou examen.

LMR pour les cultures mineures

189. Des orientations du CCPR destinées à faciliter l'établissement de LMR pour les pesticides utilisés sur des cultures mineures sont données à l'annexe D.

Établissement des limites maximales pour les résidus d'origine étrangères (LMRE)

190. La LMRE s'applique à un résidu de pesticide ou à un contaminant provenant de sources environnementales (dû à des utilisations agricoles antérieures) autres que l'utilisation du pesticide ou de la substance contaminante directement ou indirectement sur le produit destiné à l'alimentation humaine ou animale. Il s'agit de la concentration maximale du résidu d'un pesticide que la Commission recommande afin qu'elle soit autorisée ou légalement reconnue comme acceptable dans ou sur un produit destiné à l'alimentation humaine ou animale.

191. Les pesticides pour lesquels des LMRE sont très probablement nécessaires persistent dans l'environnement pendant une période relativement longue après la fin de leur utilisation et risquent d'être présents dans des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale en quantités suffisamment préoccupantes pour justifier un suivi.

192. Toutes les données de suivi pertinentes et géographiquement représentatives (y compris les résultats indiquant un résidu nul) sont nécessaires pour faire des estimations raisonnables permettant de couvrir le commerce international. La JMPR a élaboré une présentation normalisée pour la notification des données de suivi des résidus de pesticides.

193. La JMPR compare la répartition des données en termes de pourcentages probables des violations pouvant survenir si une LMRE donnée est proposée au CCPR.

194. Parce que les résidus diminuent progressivement, le CCPR évalue **les LMRE existantes, si possible**, tous les cinq ans, ~~si possible, les LMRE existantes~~ en se fondant sur les réévaluations de la JMPR.

Évaluation des risques

Rôle de la JMPR

195. La JMPR comprend le Groupe d'experts FAO des résidus de pesticides dans les produits alimentaires et l'environnement et le Groupe d'experts OMS des résidus de pesticides. Il s'agit d'un organe indépendant d'experts scientifiques, convoqué à la fois par le directeur général de la FAO et par le directeur général de l'OMS conformément au règlement des deux organisations **qui a pour tâche. Il est chargé** de fournir des avis scientifiques sur les résidus de pesticides.

196. La JMPR est principalement chargée de réaliser des évaluations des risques et de proposer des LMR sur lesquelles le CCPR, puis la Commission fondent leurs décisions en matière de gestion des risques. La JMPR propose également des LMR fondées sur les données issues des BPA et/ou des utilisations homologuées ou dans des cas spécifiques, comme par exemple, des LMRE et des LMR pour les épices, sur la base de données de suivi.

197. La JMPR fournit au CCPR des évaluations des risques fondées sur la science, comportant les quatre éléments de l'évaluation de risques tels que définis par la Commission, à savoir: l'identification des dangers, la caractérisation des dangers, l'évaluation de l'exposition et la caractérisation du risque qui peuvent servir de base aux débats du CCPR.

198. La JMPR communique au CCPR toutes les informations qu'elle a identifiées dans ses évaluations sur l'applicabilité et les contraintes de l'évaluation des risques **pour concernant** la population générale et pour des sous-groupes particuliers et détermine, autant que possible, les risques potentiels pour les populations dont la vulnérabilité pourrait être plus grande (par exemple les enfants).

199. La JMPR communique au CCPR les possibles sources d'incertitudes dans l'évaluation de l'exposition et/ou dans la caractérisation du danger du pesticide qui, si résolues, permettront d'affiner l'évaluation des risques.

Apport alimentaire

200. La JMPR est chargée d'évaluer l'exposition aux pesticides. La JMPR doit s'efforcer de fonder son évaluation de l'exposition et donc les évaluations des risques d'origine alimentaire sur des données mondiales, y compris des pays en développement. Outre les données du programme du GEMS pour la surveillance de la contamination alimentaire (GEMS/Aliments), des données de suivi et des études de l'exposition peuvent être utilisées. Les régimes alimentaires GEMS/Aliments sont utilisés pour évaluer le risque d'exposition chronique. Les calculs concernant l'exposition aiguë sont fondés sur les données de consommation du percentile élevé disponibles, fournies par les membres et compilées par GEMS/Aliments.

201. ~~Pour réaliser les évaluations des risques dus à l'exposition alimentaire dont a besoin le CCPR~~ La JMPR utilise les guides de la FAO et de l'OMS **pour réaliser les évaluations des risques dus à l'exposition alimentaire dont a besoin le CCPR** ^{ii, iii} **Pour le calcul des apports alimentaires**, la JMPR recommande d'utiliser les concentrations médianes de résidus en essais contrôlés (MREC) et les résidus les plus élevés (HR). **pour le calcul des apports alimentaires.**

202. La JMPR établit la DJA et calcule l'apport journalier estimatif international (AJEI). La JMPR établit aussi les DRFA, lorsque nécessaire et indique les cas pour lesquels une DRFA est superflue. Lorsque la DRFA est établie, la JMPR calcule l'apport à court terme estimatif international (ACTEI) pour la population générale et **pour** les enfants (moins de 6 ans d'âge), suivant une procédure décrite par la JMPR.

203. La JMPR utilise les données les plus actuelles de consommation et les données de résidus les plus affinées pour calculer l'AJEI. Lorsque l'AJEI dépasse la DJA dans un ou plusieurs des régimes grappes GEMS/Aliments, la JMPR l'indique au CCPR, lors de sa recommandation des limites maximales de résidus. La JMPR indique aussi les données pertinentes pour affiner l'AJEI.

204. Là où l'AJEI dépasse la DRFA pour une combinaison pesticide/aliment, la JMPR doit décrire dans son rapport la situation particulière qui donne lieu à ce problème d'ingestion aiguë. La JMPR **indiquera les possibilités la possibilité** d'affiner l'AJEI.

205. Si l'AJEI dépasse la DRFA ou si l'AJEI dépasse la DJA, la JMPR indique **qu'il est nécessaire de fournir** que des données supplémentaires seraient nécessaires pour affiner les calculs. Les membres ou observateurs ont l'occasion de soumettre de nouvelles données et s'engageront à les soumettre conformément à la règle des quatre ans.

206. Dans ces cas, la règle des quatre ans est appliquée lorsque des données insuffisantes ont été soumises pour établir une nouvelle CXL. Les membres ou observateurs peuvent s'engager envers la JMPR et le CCPR à fournir les données nécessaires pour une évaluation dans les quatre ans. Le projet de LMR est maintenu pour une période ne dépassant pas quatre ans, en attendant l'évaluation des données supplémentaires. Une deuxième période de quatre ans ne sera pas donnée. S'il n'y a pas d'engagement à fournir des données supplémentaires, ou si aucune donnée n'est soumise malgré un engagement à le faire dans le cadre de la période de quatre ans, le CCPR examine alors le retrait du projet de LMR.

207. L'estimation des apports alimentaires à court terme nécessite une quantité importante de données relatives à la consommation, qui ne sont **en général actuellement** que rarement disponibles. Les gouvernements sont instamment invités à produire des données de consommation pertinentes et à les soumettre à l'OMS.

Gestion des risques

Rôle du CCPR

208. En premier lieu, le CCPR est chargé de recommander les propositions de gestion des risques, comme par exemple des LMR, qui sont soumises à la Commission pour adoption.

209. Le CCPR appuiera les recommandations pour la gestion des risques qu'il adresse à la Commission sur les évaluations des risques de la JMPR des pesticides respectifs compte tenu, le cas échéant, d'autres facteursⁱⁱ légitimes pertinents pour la protection de la santé des consommateurs et **pour** la promotion de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.

210. Dans les cas où la JMPR a effectué une évaluation des risques et où le CCPR ou la Commission décident que des avis scientifiques supplémentaires sont nécessaires, le CCPR ou la Commission peuvent demander spécifiquement à la JMPR de fournir d'autres directives scientifiques nécessaires à une décision concernant la gestion des risques.

211. Les recommandations du CCPR à la Commission en matière de gestion des risques prendront en compte les incertitudes décrites par la JMPR.

212. Le CCPR ne prendra en considération que les concentrations maximales de résidus recommandées par la JMPR.

213. Le CCPR devra fonder ses recommandations sur les régimes alimentaires GEMS/Aliments utilisés pour identifier les modes de consommation ~~Les régimes alimentaires GEMS/Aliments sont utilisés pour~~ **et** évaluer le risque d'exposition chronique. Les calculs concernant l'exposition aiguë ne sont pas fondés sur ces régimes alimentaires mais sur les données disponibles relatives à la consommation fournies par les membres et rassemblées par GEMS/Aliments.

214. En l'absence de méthodes d'analyse validées pour l'application d'une LMR pour un pesticide particulier, le CCPR n'en établira pas. ~~le CCPR n'établira pas de LMR.~~

Sélection des pesticides à soumettre à la JMPR pour évaluation

215. Le CCPR, en collaboration avec le secrétariat de la JMPR, convient chaque année d'un programme d'évaluation pour l'année suivante et examine l'ordre de priorité des autres pesticides qui seront inscrits pour évaluation les années suivantes.

Procédure d'établissement des calendriers et des listes de priorité

216. Le CCPR soumet chaque année à la Commission pour approbation les calendriers et les listes de pesticides à évaluer en priorité par la JMPR, en tant que nouveaux travaux, et demande le rétablissement du **Groupe de travail électronique** (GTE) sur les priorités.

217. Le GTE sur les priorités est chargé d'établir un calendrier de pesticides pour la JMPR (évaluations de l'année suivante) pour examen **au par le** CCPR et de mettre à jour la liste prioritaire des pesticides que le CCPR aura à programmer.

218. Les calendriers et les listes des priorités sont présentés dans les tableaux suivants:

- a) Tableau 1 – Calendrier et listes prioritaires des pesticides proposés par le CCPR (nouveaux pesticides, nouvelles utilisations et autres évaluations).
- b) Tableau 2A – Calendrier et listes prioritaires des réévaluations périodiques.
- c) Tableau 2B – Liste des réévaluations périodiques (pesticides n'ayant pas été réévalués depuis au moins 15 ans mais pas encore programmés ou inscrits dans le cadre de la règle des 15 ans).
- d) Tableau 3 – Registre des réévaluations périodiques.
- e) Tableau 4 – Combinaisons pesticide/aliment pour lesquelles la BPA spécifique n'est plus appuyée.

219. Chaque année, un mois après la session de la Commission, le secrétariat du Codex envoie une lettre **d'invitation** pour solliciter des demandes de participation au GTE sur les priorités.

220. **Au début du mois de septembre de chaque année, Au moins six mois avant la session suivante du CCPR,** le président du GTE envoie **un courriel message** aux membres ou observateurs du GTE en leur demandant de proposer:

- a) de nouveaux pesticides;
- b) de nouvelles utilisations pour des pesticides ayant déjà été examinées par la JMPR;
- c) d'autres évaluations portant par exemple sur l'examen de points-limites toxicologiques et de BPA de substitution;

et

- d) des réévaluations périodiques de pesticides faisant l'objet de préoccupations notamment en matière de santé publique.

221. Les propositions de nouveaux pesticides et de nouvelles utilisations de pesticides déjà examinés par la JMPR sont soumises par les membres ou observateurs au président du GTE et au secrétariat ~~mixte~~ de la JMPR à l'aide du formulaire figurant dans le Manuel de la FAO.^{iv}

222. Le formulaire doit donner des indications claires sur la disponibilité des données et des évaluations nationales, ainsi que sur le nombre de cultures et d'essais de résidus à évaluer. La demande doit par ailleurs indiquer l'état actuel des homologations nationales du pesticide.

223. Les propositions concernant d'autres évaluations et des réévaluations périodiques sont soumises au moyen des formulaires de notification de réserves figurant aux annexes A et B respectivement, et sont accompagnées des données scientifiques appuyant les préoccupations. Pour les révisions périodiques, la demande doit aussi fournir des informations sur l'évaluation la plus récente, la DJA et la DRFA.

224. Les propositions conformes aux exigences sont inscrites sur une liste, et un ordre de priorité et un calendrier leur sont accordés en fonction des critères spécifiés ci-après:

- a) Celles qui sont reçues **au moins dans les deux mois suivant la demande de nomination avant le 30 novembre** sont intégrées au projet d'ordre du jour qui est **ensuite** diffusé sous forme de lettre circulaire **au moins quatre mois avant la prochaine session du CCPR, début janvier.**
- b) Les membres et observateurs disposent alors de deux mois à compter de la date de diffusion pour faire parvenir leurs observations au président du GTE sur les priorités et au secrétariat ~~mixte~~ de la JMPR.
- c) ~~Sur la base~~ **À partir** des observations formulées en réponse à la lettre circulaire, le président du GTE inscrit les nouvelles propositions sur le calendrier et les listes de priorités, et établit un ordre du jour à l'intention du CCPR. Le calendrier est fixé de manière à ~~maintenir un équilibre entre~~ **équilibrer** les nouveaux pesticides, les nouvelles utilisations, les autres évaluations et les réévaluations périodiques.
- d) Après l'examen en plénière des recommandations sur les LMR, le président du GTE sur les priorités revise le calendrier et la liste des priorités qui sont ~~ensuite~~ présentés dans un document de séance (CDR) au CCPR pour examen. Dans l'éventualité où un membre ou observateur ne peut pas répondre dans les délais à l'appel à données de la JMPR pour l'évaluation de nouveaux pesticides, le CCPR a la possibilité d'inclure des pesticides de réserve.
- e) Après examen du document de séance en plénière, le CCPR décide du programme d'évaluation de la JMPR pour l'année suivante. Le calendrier final tient compte des ressources disponibles de la JMPR.
- f) Le Calendrier est alors clos, aucun nouveau pesticide ne pouvant y être ajouté. Néanmoins, avec l'accord du secrétariat de la JMPR, d'autres produits destinés à l'alimentation humaine ou animale pour des pesticides déjà programmés peuvent être ajoutés.

Critères de sélection, d'établissement des priorités et de programmation des pesticides pour évaluation par la JMPR

Nouveaux pesticides

Critères de sélection

225. Les critères suivants doivent être remplis pour qu'une proposition soit acceptée:

- a) l'intention d'homologuer l'utilisation du pesticide dans un pays membre;
- b) les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale proposés pour examen font l'objet d'échanges internationaux;
- c) l'engagement de la part du membre ou observateur du pesticide de communiquer les données d'appui en réponse à l'appel à données lancé par la JMPR;
- d) l'utilisation du pesticide est supposée donner lieu à la formation de résidus dans ou sur un produit destiné à l'alimentation humaine ou animale faisant l'objet d'échanges internationaux;
- e) le pesticide n'a pas déjà été accepté pour examen; et
- f) le formulaire de proposition dûment rempli.

Critères de priorité

226. Les critères suivants sont utilisés lors de l'établissement des calendriers et des listes de priorité:

- a) le temps écoulé depuis que le pesticide a été désigné pour évaluation; un rang de priorité plus élevé est accordé au pesticide désigné en premier;
- b) les dates de disponibilité des données;
- c) l'engagement de la part du membre ou observateur à communiquer des données d'appui pour examen, et ce dans des délais précis; et
- d) la fourniture d'informations sur les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale pour lesquels des CXL sont demandées et le nombre d'essais pour chaque produit.

Critères de programmation

227. Afin que Pour que le CCPR puisse programmer un pesticide pour évaluation par la JMPR l'année suivante:

- a) son utilisation doit être homologuée dans un pays membre et les étiquettes de formulation du produit doivent être disponibles pour examen au moment de l'appel à données de la JMPR; et
- b) si l'utilisation du pesticide ne donne pas lieu à la formation de résidus décelables dans les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale, il reçoit un rang de priorité inférieur à celui des pesticides inscrits dont l'utilisation donne lieu à des résidus pouvant être mesurés.

Nouvelles utilisations de pesticides ayant déjà été examinés par la JMPR**Critères de sélection**

228. À la demande d'un membre ou observateur, les pesticides ayant déjà été évalués par la JMPR peuvent être inscrits au tableau 1 pour ajouter d'autres utilisations.

Critères de priorité

229. Pour établir l'ordre de priorité des évaluations de nouvelles utilisations, le GTE sur les priorités examine les critères suivants:

- a) la date de réception de la demande; et
- b) l'engagement de la part du membre ou observateur de la proposition à communiquer les données requises pour examen en réponse à l'appel à données lancé par la JMPR.

Critères de programmation

230. Les critères de programmation sont spécifiés dans la section pour les nouveaux pesticides (paragraphe 227).

Autres évaluations**Critères de sélection**

231. Les composés déjà évalués par la JMPR peuvent être inscrits pour d'autres évaluations toxicologiques et/ou de résidus par la JMPR, si le CCPR ou les membres en font la demande, dans les cas suivants:

- a) Un membre cherche à obtenir la révision d'une LMR pour un ou plusieurs produits destinés à l'alimentation humaine ou animale, par exemple, sur la base à partir d'une BPA de substitution;
- b) Le CCPR demande des éclaircissements ou un nouvel examen à propos d'une recommandation de la JMPR;
- c) De nouvelles données de toxicologie sont disponibles pour indiquer un changement sensible dans la DJA ou la DRFA;
- d) La JMPR note un manque de données au cours de l'évaluation d'un nouveau pesticide, ou d'une réévaluation périodique et les membres ou observateurs fourniront les informations demandées; et
- e) Le CCPR décide de programmer un pesticide dans le cadre de la règle des quatre ans.

232. Dans ce cas, la règle des quatre ans est appliquée lorsque des données insuffisantes ont été soumises pour confirmer ou amender une CXL existante. Le retrait de la CXL est recommandé. Cependant, les membres ou observateurs peuvent s'engager, envers la JMPR et le CCPR, à fournir les données nécessaires pour une révision et ce, dans les quatre ans. Les CXL sont alors maintenues pour une période de quatre et pas plus de quatre ans, en attendant la réévaluation des données supplémentaires. Une deuxième période de quatre ans n'est pas autorisée.

Critères de priorité

233. Pour établir l'ordre de priorité des pesticides pour d'autres évaluations, le GTE sur les priorités examine les critères suivants:

- a) la date de réception de la demande;
- b) l'engagement de la part du membre ou observateur à communiquer les données toxicologiques et/ou de résidus requises pour examen, en réponse à l'appel à données lancé par la JMPR;
- c) si les données sont envoyées dans le cadre de la règle des quatre ans; et
- d) la raison pour laquelle les données sont envoyées, par exemple, une demande du CCPR.

Critères de programmation

234. Les critères de programmation tels qu'ils sont spécifiés dans la section des nouveaux pesticides.

Réévaluation périodique

235. Les pesticides n'ayant pas fait l'objet d'une analyse de toxicité depuis plus de 15 ans et/ou d'un examen approfondi de leurs CXL depuis 15 ans, seront inscrits au tableau 2B sur la programmation et les listes de priorité.

236. Les pesticides inscrits au tableau 2B doivent être examinés pour une programmation de réévaluation périodique lorsque des problèmes, y compris en matière de santé publique ont été identifiés et doivent être proposés pour inclusion dans le tableau 2A. Le membre responsable de la proposition doit soumettre le formulaire de notification de réserves en annexe B et l'accompagner des informations scientifiques pertinentes justifiant la préoccupation pour examen par le secrétariat de la JMPR/le GTE sur les priorités.

237. Les pesticides inscrits au tableau 2B peuvent être proposés pour inclusion dans le tableau 2A et peuvent donc être examinés en vue d'une programmation de réévaluation périodique **sur la base de fondée sur** la disponibilité des données nécessaires à cette réévaluation. Le membre responsable de la nomination doit soumettre un inventaire et une brève explication des jeux de données toxicologiques et de résidus pertinents pour examen par le secrétariat de la JMPR/le GTE sur les priorités. Le membre doit informer le GTE sur les priorités si toutes les CXL ou seulement certaines d'entre elles seront appuyées et **doit** spécifier chaque CXL appuyée et chaque CXL non appuyée.

238. Les pesticides inscrits au tableau 2B, et qui n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation périodique depuis 25 ans, sont portés à l'attention du CCPR **en vue de pour** leur transfert au tableau 2A et de leur programmation ultérieure.

239. Les pesticides qui ont été soumis à une révision périodique au cours des 15 années précédentes, et qui ne sont donc pas inscrits au tableau 2B, peuvent être examinés pour un transfert au tableau 2A, si le formulaire de notification de réserves en annexe B accompagné d'informations scientifiques en plus de la réévaluation prouve qu'il y a des problèmes en matière de santé publique.

Critères de programmation et de priorité pour les pesticides inscrits au tableau 2A

240. Le GTE sur les priorités et le CCPR examinent les critères suivants pour une révision périodique:

- a) Si des données scientifiques concernant l'apport et/ou le profil de toxicité d'un pesticide indiquent un certain risque pour la santé publique;
- b) Si aucune DRFA n'a été établie par le Codex ou si une DJA ou DRFA existante présente des risques pour la santé publique et si les informations sur les homologations nationales sont disponibles auprès des membres et/ou si les conclusions d'évaluations nationales/régionales indiquent un problème de santé publique;
- c) La disponibilité d'étiquettes (BPA autorisées) issues de réévaluations nationales récentes;
- d) Le CCPR a été averti par un membre que les résidus d'un pesticide ont provoqué des perturbations commerciales;
- e) L'année où les données seront soumises;
- f) S'il existe un pesticide chimique étroitement apparenté pour laquelle une réévaluation périodique est proposée et qui est susceptible d'être évalué parallèlement; et
- g) Le CCPR approuve la programmation du pesticide dans le cadre de la règle des quatre ans.

241. Dans ce cas, la règle des quatre ans est appliquée lorsque des données insuffisantes ont été soumises pour confirmer ou amender une CXL existante. La CXL est recommandée pour retrait. Cependant, les membres ou observateurs peuvent s'engager, envers la JMPR et le CCPR, à fournir les données nécessaires pour une révision et ce, dans les quatre ans. Les CXL sont alors maintenues pour une période de quatre et pas plus de quatre ans, en attendant la réévaluation des données supplémentaires. Une seconde période de quatre ans ne sera pas accordée.

Procédure de réévaluation périodique

Identification des pesticides pour la réévaluation périodique et demande d'engagement à fournir des données

242. Les pesticides sont inscrits en vue d'une réévaluation périodique conformément aux processus et procédures décrites à la section 4.8: Principes pour l'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides. Le processus prévoit que les membres ou observateurs reçoivent un avis de réévaluation périodique.

243. Lorsqu'un pesticide est inscrit pour une réévaluation périodique, les membres ou observateurs peuvent l'appuyer, conformément aux deux possibilités suivantes:

- a) **Cas A:** Le pesticide est appuyé par son sponsor d'origine qui s'est engagé à soumettre un jeu complet de données pour répondre aux exigences en données de la JMPR.
Si ce dernier n'appuie pas certaines utilisations, les membres ou observateurs peuvent les appuyer.
- b) **Cas B:** Le pesticide n'est pas appuyé par le sponsor d'origine; dans ce cas, les membres ou observateurs intéressés peuvent appuyer la réévaluation du pesticide.

Engagement à appuyer les pesticides ou des CXL existantes ou de nouvelles propositions de LMR

244. L'engagement des membres ou observateurs à fournir les données pour une révision périodique doit être adressé au président du GTE sur les priorités et au secrétariat **mixte** de la JMPR conformément au Manuel²³ de la FAO et aux considérations de la JMPR sur les pesticides qui ne sont plus appuyés par le prometteur initial.

245. Pour les cas A et B, des données doivent être soumises conformément à la directive de la JMPR pour les cas respectifs:ⁱ

- a) pour les cas où certaines utilisations ne sont pas appuyées par le fabricant, mais sont appuyées par les membres ou observateurs;
- b) si les BPA en vigueur appuient la CXL actuelle, une justification en ce sens ainsi que les étiquettes appropriées sont nécessaires; et
- c) si les BPA ont été modifiées, les études d'essais contrôlés de résidus conduites conformément à la BPA en vigueur, et les études pertinentes à l'appui de nouvelles LMR dans les aliments d'origine animale et les aliments transformés sont demandées.

PROCÉDURE D'ÉLABORATION

Utilisation **de la procédure d'une approche** accélérée pour l'élaboration des LMR (**étapes 5/8 de la procédure**)

246. Afin d'accélérer l'adoption d'un projet de LMR, le CCPR peut recommander à la Commission d'omettre les étapes 6 et 7 et d'adopter la LMR proposée à l'étape 8. Cette **procédure est appelée approche est désignée en tant qu'**« adoption aux étapes 5/8». Les conditions préalables à **l'omission** l'utilisation **de l'adoption aux étapes 5/8** sont les suivantes:

- a) la nouvelle LMR proposée est diffusée à l'étape 3;
- b) le rapport de la JMPR est disponible par voie électronique **au début du mois de février au moins quatre mois avant la prochaine session du CCPR**; et
- c) la JMPR n'a identifié aucun problème quant aux doses ingérées.

247. Si une délégation s'oppose à l'avancement d'une LMR donnée, elle doit soumettre un formulaire de notification de réserves en annexe A selon la Procédure de notification de réserves et de demande d'éclaircissements, indiquée plus bas dans la présente section au moins un mois avant la session du CCPR.

248. Si la préoccupation exprimée peut être traitée au cours de la session du CCPR et que la JMPR maintient sa position, le CCPR décide si la LMR doit être avancée aux étapes 5/8.

249. Si la préoccupation exprimée ne peut être traitée à ce moment-là, la LMR est avancée à l'étape 5 pendant la session du CCPR et la réserve ou préoccupation exprimée est examinée par la JMPR selon la procédure décrite aux paragraphes 255 à 260 – Procédure de notification de réserves et de demande d'éclaircissements. Tout autre projet de LMR pour le pesticide, répondant aux conditions susmentionnées, doit être avancé aux étapes 5/8.

250. Le résultat de l'analyse de la préoccupation effectuée par la JMPR sera examiné à la session suivante du CCPR. Si la position de la JMPR reste inchangée, le CCPR décide si la LMR doit être avancée à l'étape 8.

251. Lorsque l'AJEI dépasse la DJA ou que l'ACTEI dépasse la DRFA dans un ou plusieurs régime(s) grappe, ou si la DRFA est dépassée dans un ou plusieurs produits destinés à l'alimentation humaine ou animale, **la procédure l'approche** accélérée ne sera pas appliquée et la procédure décrite aux paragraphes 200 à 207 – section Apport alimentaire – s'applique.

RÉVOCATION DES CXL

252. La révocation de CXL peut être proposée dans les situations suivantes:

- a) à la suite d'une réévaluation périodique, y compris des CXL de pesticides qui n'ont pas été réévalués depuis plus de 25 ans et ne sont pas appuyés par un membre ou observateur;
- b) lorsque de nouvelles données scientifiques, faisant suite à l'évaluation de la JMPR, indiquent que le pesticide utilisé peut compromettre la santé humaine;
- c) le pesticide n'est plus produit ni commercialisé, et il n'existe plus en stock;
- d) le pesticide est produit mais n'est pas utilisé dans les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale; et
- e) les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale dans lesquels le pesticide peut avoir été utilisé ne sont pas commercialisés au plan international.

253. Lorsqu'un pesticide répond à une ou plusieurs des conditions (a-e), sa liste de CXL sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session du CCPR, qui envisage de recommander à la Commission la révocation de la CXL. Les décisions de la Commission relatives à la révocation de CXL prennent effet un an après la clôture de la session de la Commission où ces décisions sont prises.

254. Si un pesticide répondant aux conditions reprises ci-dessus persiste dans l'environnement, il faut envisager la nécessité d'une LMRE pour couvrir le commerce international avant de révoquer ses CXL. Un membre ou observateur doit indiquer la nécessité de maintenir des CXL pour une période ne dépassant pas quatre ans. Au cours de cette période, il sera demandé aux membres ou observateurs de soumettre des données de monitoring pour permettre la fixation de LMRE. Le CCPR décidera d'établir des LME lorsque la JMPR aura évalué les données de monitoring et que toutes les CXL auront été révoquées.

PROCÉDURE DE NOTIFICATION DE RÉSERVES ET DE DEMANDE D'ÉCLAIRCISSEMENTS**Préoccupations concernant l'avancement d'une LMR ou l'évaluation d'un pesticide**

255. Les membres qui souhaitent exprimer des préoccupations au sujet de l'avancement d'une LMR ou de l'évaluation d'un pesticide doivent remplir et soumettre le formulaire de notification de réserves figurant à l'annexe A **aux secrétariats mixtes du au secrétariat** du Codex et de la JMPR, accompagné de données scientifiques au plus tard un mois avant la session du CCPR.

256. La JMPR évalue les données scientifiques fournies avec le formulaire de notification de réserves. Le CCPR décide si la JMPR doit prendre en compte la préoccupation exprimée et la programme en fonction des recommandations de la JMPR et de sa charge de travail.

257. Lorsqu'un formulaire de notification de réserves n'est pas soumis un mois avant la session du CCPR, la JMPR examine la préoccupation exprimée à une prochaine réunion et le CCPR décide ensuite du statut de la LMR.

258. Lors de l'examen des préoccupations exprimées par les membres, le CCPR doit reconnaître la position adoptée par la JMPR comme étant la meilleure sur le plan scientifique (applicable au niveau international) tant qu'une position différente n'est pas indiquée.

259. Les préoccupations scientifiquement fondées portant sur les mêmes données et/ou informations ne sont examinées qu'une seule fois par la JMPR pour un même pesticide, LMR ou CXL.

260. Si la même information est soumise à la JMPR, celle-ci doit simplement noter que cette information a déjà été examinée, et donc qu'aucun examen supplémentaire ne s'impose.

Préoccupations pour des raisons de santé publique concernant un pesticide ayant été précédemment évalué

261. Si les membres souhaitent exprimer des préoccupations pour des raisons de santé publique concernant un pesticide déjà évalué afin de le soumettre en priorité à une réévaluation périodique, ils doivent remplir le formulaire repris à l'annexe B et l'adresser, accompagné de données scientifiques pertinentes justifiant les préoccupations au président du GTE sur les priorités et **aux secrétaires au secrétariat** de la JMPR, conformément au paragraphe 215 – Sélection des pesticides à soumettre à la JMPR pour évaluation –, compte tenu des risques plus élevés qu'ils peuvent présenter pour la santé publique.

262. La JMPR, en consultation avec le GTE sur les priorités, examine si les informations soumises indiquent un risque pour la santé publique et présente des propositions à la session suivante du CCPR.

263. Si la préoccupation concernant un pesticide est appuyée par le CCPR, un rang de priorité plus élevé est accordé au pesticide et il est programmé pour la prochaine année disponible.

264. Cependant, si un membre ou observateur n'approuve pas la proposition du GTE sur les priorités, il doit soumettre des données scientifiques supplémentaires au président du GTE sur les priorités, un mois avant la session du CCPR. À la session suivante du CCPR, le GTE sur les priorités présente sa proposition. Le CCPR prend une décision finale sur le rang de priorité à accorder.

Demande d'éclaircissements

265. Si des membres désirent des éclaircissements sur un pesticide, ils doivent compléter le formulaire repris à l'annexe A et indiquer les parties spécifiques de l'évaluation de la JMPR pour lesquelles ils demandent des éclaircissements. Ces demandes doivent être présentées dans la réponse aux lettres circulaires ou autres documents du Codex pertinents. La JMPR traitera ces demandes d'éclaircissements, au cours de sa prochaine réunion et fournira sa réponse, lors de la session suivante du CCPR. Le CCPR prend note de toute réponse ou modification de sa décision résultant de la demande d'éclaircissement. En attendant la réponse de la JMPR, la LMR concernée peut être avancée aux étapes 5/8 du Codex de la procédure d'élaboration des CXL.

Traitement des différences dans les procédures d'évaluation des risques

266. Des préoccupations scientifiquement fondées concernant les procédures d'évaluation de risque de la JMPR qui ont été traitées par la JMPR par le biais du formulaire de notification de réserves ne doivent pas empêcher l'avancement des LMR. Cependant, lorsqu'il y a des différences dans les procédures d'évaluation des risques (par exemple, usage de facteurs de variabilité, usage d'études sur les humains), il est impératif que le CCPR /la JMPR essaient de régler ces différences afin de les réduire autant que possible. Une action appropriée de la part du CCPR pour traiter ces questions peut consister à soumettre le problème:

- a) à la JMPR si des informations nouvelles ou supplémentaires sont fournies ou si le CCPR souhaite communiquer des données de gestion des risques à la JMPR sur la conduite des évaluations du risque;
- b) aux gouvernements nationaux ou aux autorités régionales pour solliciter des données aux fins d'examen et de décision à la session suivante du CCPR; et/ou
- c) lorsque la nature du problème le justifie, à une consultation si les ressources sont disponibles. Les membres recommandant ce type d'action de la part du CCPR doivent fournir les informations à l'appui de leur recommandation pour l'examen par le Comité.

COMMUNICATION SUR LES RISQUES

267. Conformément à la section 4.1: [Principes de travail pour l'analyse des risques à appliquer dans le cadre du Codex Alimentarius](#), le CCPR, en coopération avec la JMPR, fait en sorte que le processus d'analyse des risques soit totalement transparent et commenté par écrit, et que ses résultats soient communiqués aux membres et aux observateurs en temps voulu.

268. Afin de veiller à la transparence du processus d'évaluation au sein de la JMPR, le CCPR formule des observations sur les orientations liées aux procédures d'évaluation que la JMPR propose ou publie.

269. Le CCPR et la JMPR reconnaissent qu'une bonne communication entre évaluateurs et gestionnaires des risques est une condition essentielle de la réussite des activités d'analyse des risques.

270. Le CCPR et la JMPR doivent continuer à mettre au point des procédures pour renforcer la communication entre les deux organes.

ⁱ FAO. 2009. *Submission and evaluation of pesticide residues data for the estimation of maximum residue levels in food and feed*. [Communication et évaluation de données sur les résidus de pesticides aux fins de l'estimation de limites maximales de résidus dans les denrées alimentaires et aliments pour animaux] Étude FAO Production végétale et protection des plantes, n° 197. Rome.

ⁱⁱ OMS.1997. *Guide pour le calcul prévisionnel des quantités de résidus de pesticides apportées par l'alimentation*. Programme conjoint PNUE/FAO/OMS de surveillance et d'évaluation de la contamination des produits alimentaires (GEMS/Food) – en collaboration avec le Comité du Codex sur les résidus de pesticides. Genève.

ⁱⁱⁱ FAO. 2003. *Résidus de pesticides dans les aliments. Rapport 2003*. Production végétale et protection des plantes n° 176 FAO, Rome. Chapitre 3.

^{iv} FAO et OMS. 2016. *Manuel sur l'élaboration et l'utilisation des spécifications FAO/OMS pour les pesticides*. Étude FAO production végétale et protection des plantes, n° 228. Rome, FAO

Partie 2: Correction de la définition de « graisse » dans la *Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989)

(pour adoption)

Note: Les modifications sont indiquées en **caractères gras**, et ~~barrées~~ ou soulignées.

Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de mammifères marins)

Classe B

Type 06	Produits mammaliens	Groupe 031	Code-lettre de groupe MF
----------------	----------------------------	-------------------	---------------------------------

Groupe 031. Les graisses de mammifères, à l'exclusion des graisses de lait, sont dérivées des tissus adipeux des animaux (non transformés). Pour les graisses animales transformées, voir le groupe 085.

L'exposition aux pesticides se fait par le métabolisme animal après ingestion orale d'aliments ou par voie cutanée à la suite d'une utilisation externe des pesticides contre les ectoparasites.

La totalité du produit peut être consommée.

La graisse est le tissu **alimentaire** à base de **lipides** qui peut être retiré d'une carcasse animale ou de morceaux d'une carcasse animale. Il peut s'agir de graisse **sous-cutanée**, omentale ou périnéale. Elle n'inclut pas la graisse interstitielle ou intramusculaire de la carcasse ni la matière grasse laitière.

Partie du produit à laquelle s'applique la LMR (et qui est analysée): **Produit entier.**

Les noms d'espèces scientifiques des animaux concernés ne sont pas répétés pour ce groupe de produits. Pour ces noms, voir le groupe 030 Muscle (de mammifères autres que les mammifères marins).

ANNEXE III

**LIMITES MAXIMALES DE RÉSIDUS DE PESTICIDES
(À l'étape 5/8)
(Pour adoption par la Commission)**

	Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
15	Chlorméquat			
	GC 0640 Orge	5	5/8	
	PF 0111 Groupe des graisses aviaires	0,04 (*)	5/8	
	PM 0110 Groupe des muscles aviaires	0,04 (*)	5/8	
	PO 0111 Groupe des abats comestibles aviaires	0,2	5/8	
	MO 0105 Groupe des abats comestibles de mammifères	0,5	5/8	
	PE 0112 Groupe des œufs	0,2	5/8	
	MF 0100 Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,1	5/8	
	ML 0106 Groupe des laits	0,2	5/8	
	MM 0095 Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,2	5/8	
41	Folpet			
	FI 0327 Banane	2	5/8	
	GC 0640 Orge	1,5	5/8	
	AS 0640 Orge, foin et/ou paille	40 (ps)	5/8	
	AB 0269 Marc de raisin, séché	20 (ps)	5/8	
	PF 0111 Groupe des graisses aviaires	0,01 (*)	5/8	
	PM 0110 Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)	5/8	
	PO 0111 Groupe des abats comestibles aviaires	0,01 (*)	5/8	
	MO 0105 Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,01 (*)	5/8	
	PE 0112 Groupe des œufs	0,01 (*)	5/8	
	MF 0100 Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,01 (*)	5/8	
	ML 0106 Groupe des laits	0,01 (*)	5/8	
	MM 0095 Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,01 (*)	5/8	
	GC 0654 Blé	0,04	5/8	
	AS 0654 Blé, foin et/ou paille	40 (ps)	5/8	
	FB 1236 Raisins de cuve	15	5/8	
103	Phosmet			
	FB 0265 Canneberge	3	5/8	
	VR 0589 Pomme de terre	0,05 (*)	5/8	

Produit		LMR (mg/kg)		Étape	Note
142	Prochloraz				
FI 0326	Avocat	5	Op	5/8	
GC 0640	Orge	0,6		5/8	
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,01		5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)		5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,08		5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,4		5/8	
PE 0112	Groupe des œufs	0,2		5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,02		5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,02		5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,01		5/8	
GC 0647	Avoine	0,5		5/8	
GC 0650	Seigle	0,15		5/8	
AS 0081	Paille et foin des graines céréalières (à l'exception des pseudocéréales) (sous-groupe)		40 (ps)		5/8
GC 0653	Triticale	0,15		5/8	
GC 0654	Blé	0,4		5/8	
147	Méthoprène				
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,02		5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,02		5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,02		5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,02		5/8	
PE 0112	Groupe des œufs	0,02		5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,2		5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,1		5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,02		5/8	
TN 0085	Fruits à coque (groupe)	3	Po	5/8	
160	Propiconazole				
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,01 (*)		5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)		5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,01 (*)		5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,2		5/8	
PE 0112	Groupe des œufs	0,01 (*)		5/8	
Produit		LMR (mg/kg)		Étape	Note

MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,05	5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,01(*)	5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,01 (*)	5/8
CM 1205	Riz, poli	3	5/8

173 Buprofézine

PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,05 (*)	5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,05 (*)	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,05 (*)	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,05 (*)	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,05 (*)	5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,05 (*)	5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,01 (*)	5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,05 (*)	5/8

176 Héxythiazox

FB 2005	Baies de cannellier (sous-groupe)	4	5/8
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,05	5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,05 (*)	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,05	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,05	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,05	5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,05	5/8
FM 0106	Groupe des matières grasses du lait	0,05	5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,05	5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,05 (*)	5/8
MU 1100	Houblon, séché	20	5/8

184 Étofenprox

PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,5	5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,02	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,1	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,1	5/8

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
---------	-------------	-------	------

MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	3	5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,1	5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,07	5/8
GC 0649	Riz	9	5/8
CM 0649	Riz, décortiqué	0,3	5/8
CM 1205	Riz, poli	0,04	5/8

189 Tébuconazole

HS 0780	Graines de cumin	0,9	5/8
---------	------------------	-----	-----

193 Fenpyroximate

FP 0226	Pomme	0,1	5/8
AB 0226	Marc de raisin, séché	1 (ps)	5/8
DF 0226	Pommes, séchées	0,5	5/8
VO 2700	Tomates cerises	0,2	5/8
VC 0431	Courge d'été	0,04	5/8
VC 0424	Concombres	0,04	5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,2	5/8)
ML 0106	Groupe des laits	0,01	5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,05	5/8
OR 0003	Mandarine, huile	25	5/8
FC 0003	Mandarines (y compris les hybrides du genre mandarine (sous-groupe)	0,15	5/8
AB 0003	Mandarines, pulpe séchée	0,8 (ps)	5/8
OR 0004	Orange, huile comestible	25	5/8
AB 0004	Orange, pulpe séchée	0,8 (ps)	5/8
HS 3382	Orange, peau (fraîche)	0,5	5/8
FC 0004	Oranges, douces, amères (y compris les hybrides du genre orange) (sous-groupe)	0,15	5/8
HS 3383	Mandarine satsuma, peau (fraîche)	0,6	5/8
VO 0448	Tomate	0,2	5/8

196 Tébufénozide

PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,02	5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,02 (*)	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,02 (*)	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,06	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,02 (*)	5/8

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères		

	(à l'exception des matières grasses du lait)	0,2	5/8)	
ML 0106	Groupe des laits	0,02	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,03	5/8	
GC 0649	Riz	15	5/8	
CM 0649	Riz, décortiqué	0,6	5/8	
CM 1205	Riz, poli	0,3	5/8	
202	Fipronil			
FI 0327	Banane	0,004 (*)	5/8	
AS 0640	Orge, foin et/ou paille	0,05 (ps)	5/8	
GC 2087	Orge, céréales similaires, et pseudocéréales avec l'enveloppe (sous-groupe)	0,002 (*)	5/8	
SO 0691	Graines de coton	0,003	5/8	
VD 2065	Haricots secs (sous-groupe)	0,008	5/8	à l'exception des graines de soja
VD 2066	Pois secs (sous-groupe)	0,008	5/8	
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,05	5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,02	5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,02	5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,05	5/8	
PE 0112	Groupe des œufs	0,04	5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,15	5/8	
FM 0106	Groupe des matières grasses du lait	0,3	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,02	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,015	5/8	
VL 0053	Légumes feuilles (groupe)	0,01	5/8	Résidus issus des cultures de rotation.
GC 2091	Céréales de maïs ((sous-groupe)	0,01	5/8	
AS 0647	Avoine, paille et fourrage, séché	0,05 (ps)	5/8	
VA 0385	Oignon, bulbe	0,03	5/8	
VR 0589	Pomme de terre	0,05	5/8	
GC 0649	Riz	0,002	5/8	
CM 0649	Riz, décortiqué	0,001 (*)	5/8	
CM 1205	Riz, poli	0,001 (*)	5/8	
VR 0075	Légumes racines et tubercules (À l'exception de la pomme de terre (groupe)	0,002	5/8	terre et de la betterave à sucre. Résidus issus des cultures de rotation.
Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note	
AS 0650	Seigle, foin et fourrage, séché	0,05 (ps)	5/8	

VD 0541	Graine de soja (séchée)	0,002	5/8
OC 0541	Huile de graine de soja, brute	0,01	5/8
AL 3538	Graine de soja, enveloppes	0,015	5/8
VR 0596	Betterave à sucre	0,004	5/8
GS 0659	Canne à sucre	0,01	5/8
SO 2091	Graines de tournesol (sous-groupe)	0,01	5/8
VO 2045	Tomates (sous-groupe)	0,004 (*)	5/8
AS 0653	Triticale, foin et/ou paille	0,05 (ps)	5/8
AS 0654	Blé, foin et/ou paille	0,05 (ps)	5/8
GC 2086	Blé, céréales similaires, et pseudocéréales sans l'enveloppe (sous-groupe)	0,03	5/8

203 Spinosad

MF 0812	Graisse de bovins	3	5/8	La LMR tient compte du traitement animal externe.
ML 0812	Lait de bovins	1	5/8	La LMR tient compte du traitement animal externe.
FM 0812	Matières grasses de lait de bovins	9	5/8	La LMR tient compte du traitement animal externe.
MM 0812	Muscle de bovins	0,3	5/8	La LMR tient compte du traitement animal externe.
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,2	5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01	5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,01	5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,5	5/8	à l'exception des bovins
PE 0112	Groupe des œufs	0,01	5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	2	5/8	à l'exception des bovins
FM 0106	Groupe des matières grasses du lait	2	5/8	à l'exception des bovins
ML 0106	Groupe des laits	0,2	5/8	à l'exception des bovins
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères à l'exception des bovins autres que les mammifères marins)	0,07	5/8	
FI 0345	Mangue	0,01 (*)	5/8	
DT 1114	Thé, vert, noir (noir fermenté et séché)	10	5/8	

217 Novaluron

AM 0660	Coques d'amandes	15	5/8
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	1,5	5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,04	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,1	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,2	5/8

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
PE 0112	Groupe des œufs	0,3	5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères		

	(à l'exception des matières grasses du lait)	3	5/8	
FM 0106	Groupe des matières grasses du lait	3	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,2	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,2	5/8	
GC 0649	Riz	5	5/8	
CM 1205	Riz, poli	0,15	5/8	
TN 0085	Fruits à coque (groupe)	0,08	5/8	
229	Azoxystrobine			
FI 0326	Avocat	1,5	5/8	
VC 0045	Légumes fruits, cucurbitacées (groupe)	1	5/8	à l'exception des melons et des pastèques
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,01 (*)	5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)	5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,01 (*)	5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,07	5/8	
PE 0112	Groupe des œufs	0,01 (*)	5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,05	5/8	
FM 0106	Groupe des matières grasses du lait	0,03	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,01	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,01	5/8	
MU 1100	Houblon, séché	40	5/8	
VC 0046	Melons (à l'exception des pastèques)	5	5/8	
FI 0353	Ananas	2	5/8	
VC 0432	Pastèques	5	5/8	
239	Cyproconazole			
VD 2065	Haricots secs (sous-groupe)	0,02	5/8	à l'exception des graines de soja
VD 2066	Pois secs (sous-groupe)	0,02	5/8	
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,01 (*)	5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)	5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,01 (*)	5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,5	5/8	
PE 0112	Groupe des œufs	0,01 (*)	5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,02	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,01	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,01	5/8	
Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note	
AL 3301	Légumineuses fourragères de faible teneur en eau (<20%) (foin) (sous-groupe)	0,3	5/8	à l'exception des graines de soja et des lentilles

242	Flubendiamide			
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	1	5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	2	5/8	
FM 0106	Groupe des matières grasses du lait	5	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,1	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,2	5/8	
GC 0649	Riz	4	5/8	
CM 0649	Riz, décortiqué	0,1	5/8	
CM 1205	Riz, poli	0,01 (*)	5/8	
246	Acétamipride			
VD 2065	Haricots secs (sous-groupe)	0,2	5/8	à l'exception des graines de soja et des haricots mungo
VD 0536	Haricot mungo (sec)	0,4	5/8	
VD 2066	Sous-groupe des pois secs	0,2	5/8	
263	Cyantraniliprole			
SO 0305	Olives de production d'huile	1	5/8	
FT 0305	Olives de table	1	5/8	
285	Flupyradifurone			
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,3	5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,8	5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	1	5/8	
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	4	5/8	
PE 0112	Groupe des œufs	0,7	5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères à l'exception des matières grasses du lait)	1	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,7	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	1,5	5/8	
SO 0305	Olives de production de l'huile	5	5/8	
SO 0495	Graine de colza	0,4	5/8	
FT 0305	Olives de table	5	5/8	
288	Acibenzolar-S-méthyle			
FP 0226	Pomme	0,02	5/8	
DF 0226	Pommes, séchées	0,06	5/8	
VS 0623	Cardon	0,2	5/8	
VS 0624	Céleri	0,2	5/8	
VS 0625	Laitue-asperge	0,2	5/8	
	Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
VS 0380	Fenouil, bulbe	0,2	5/8	
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,02 (*)	5/8	

PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,02 (*)	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,02 (*)	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,02 (*)	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,02 (*)	5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,02 (*)	5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,01 (*)	5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,02 (*)	5/8
VS 0627	Rhubarbe	0,2	5/8

302 Fosétylène AI

PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,05 (*)	5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,05 (*)	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,05 (*)	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,5	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,05	5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,3	5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,1	5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,15	5/8
AB 0004	Orange, pulpe séchée	150	5/8
FC 0004	Oranges, douces, amères (y compris les hybrides de genre orange) (sous-groupe)	50	5/8
GC 0649	Riz	40	5/8
CM 1205	Riz, poli	40	5/8

309 Pydiflumétofène

FB 2005	Baies de cannellier (sous-groupe)	4	5/8
SB 0716	Grains de café	0,2	5/8
AB 1204	Déchets d'égrenage du coton	7	5/8
SO 0691	Graine de coton	0,6	5/8
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,01 (*)	5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)	5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,01 (*)	5/8

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,1	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,02	5/8

MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,1	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,01 (*)	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,01 (*)	5/8	
VL 0482	Laitue, tête	20	5/8	
FI 0345	Mangue	0,08	5/8	
FI 2540	Pitaya	0,9	5/8	
VB 2016	Brassicacées en tige (sous-groupe) rotation.	0,1	5/8	Basée sur les cultures de
VP 2064	Haricots et pois immatures souterrains (sous-groupe) rotation.	0,02	5/8	Basée sur les cultures de

324 Tétraniliprole

AS 0640	Orge, foin et/ou paille	0,06 (ps)	5/8	
GC 2087	Orge, céréales similaires, et pseudocéréales avec l'enveloppe (sous-groupe)	0,01 (*)	5/8	
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,01 (*)	5/8	
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)	5/8	
PO 0111	Groupe des abats comestibles		aviaires 0,01 (*)	5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles		(de mammifères) 1	5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,01 (*)	5/8	
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,15	5/8	
ML 0106	Groupe des laits	0,15	5/8	
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,07	5/8	
GC 2088	Céréales de riz (sous-groupe)	0,5	5/8	
AS 0649	Riz, foin et/ou paille	9 (ps)	5/8	
CM 0649	Riz, décortiqué	0,02	5/8	
CM 1205	Riz, poli	0,02	5/8	
AS 0654	Blé, foin et/ou paille	0,06 (ps)	5/8	
GC 2086	Blé, céréales similaires, et pseudocéréales sans l'enveloppe (sous-groupe)	0,01 (*)	5/8	

339 Cyclobutriflurame

FI 0327	Banane	0,01 (*)	5/8
---------	--------	----------	-----

340 Fenpropidine

FI 0327	Banane	9	5/8
GC 0640	Orge	0,15	5/8

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
AS 3304	Produits fourragers à base de graines céréalières (y compris les pseudocéréales) de faible teneur en eau (<20%) (foin et/ou paille)	4 (ps)	5/8

	(sous-groupe)			
AM 3573	Betterave fourragère, feuilles ou fanes	30	(ps)	5/8
AM 1051	Betterave fourragère, racines	0,03		5/8
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,02		5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,02		5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,08		5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,4		5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,02		5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,02		5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,02 (*)		5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,02		5/8
VR 0596	Betterave fourragère	0,03		5/8
AV 0596	Betterave fourragère, feuilles ou fanes (sèches)	30	(ps)	5/8
AM 3599	Betterave fourragère, pulpe séchée	0,2		5/8
GC 0653	Triticale	0,05		5/8
GC 0654	Blé	0,05		5/8
CF 0654	Son de blé (transformé)	0,3		5/8

341 Florpyrauxifène-benzyle

PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,03 (*)		5/8
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,03 (*)		5/8
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,03 (*)		5/8
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,09		5/8
PE 0112	Groupe des œufs	0,03 (*)		5/8
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,03 (*)		5/8
ML 0106	Groupe des laits	0,03 (*)		5/8
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,03 (*)		5/8
AS 0162	Foin et/ou paille d'herbacées pour animaux (sous-groupe)	5	(ps)	5/8
GC 0645	Maïs	0,01 (*)		5/8
AS 3557	Maïs, foin et/ou paille	0,01 (*)	(ps)	5/8
GC 0649	Riz	0,3		5/8
AS 0649	Riz, foin et/ou paille	2	(ps)	5/8
CM 0649	Riz, décortiqué	0,01 (*)		5/8

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
---------	-------------	-------	------

342 Fluoxapiproline

VO 2700	Tomate cerise	0,1		5/8
DF 0269	Raisin, séché (= groseilles, raisins secs et raisins de Corinthe)	0,5		5/8

FB 0269	Raisins	0,15	5/8		
PF 0111	Groupe des graisses aviaires	0,01 (*)	5/8		
PM 0110	Groupe des muscles aviaires	0,01 (*)	5/8		
PO 0111	Groupe des abats comestibles aviaires	0,01 (*)	5/8		
MO 0105	Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,01 (*)	5/8		
PE 0112	Groupe des œufs	0,01 (*)	5/8		
MF 0100	Groupe des graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,01 (*)	5/8		
ML 0106	Groupe des laits	0,01 (*)	5/8		
MM 0095	Groupe des muscles (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,01 (*)	5/8		
VA 0385	Oignon, bulbe	0,03	5/8		
VR 0589	Pomme de terre	0,01 (*)	5/8		
VO 0448	Tomate	0,1	5/8		
DV 0448	Tomate, séchée	0,6	5/8		

ANNEXE IV

LIMITES MAXIMALES DE RÉSIDUS POUR LES PESTICIDES
(Pour révocation)
(Pour approbation par la Commission)

	Produit	LMR (mg/kg) Étape	Note
15	Chlorméquat		
	GC 0640 Orge	2	CXL-D
	MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,5	CXL-D
	PE 0112 Œufs	0,2	CXL-D
	MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,1	CXL-D
	MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait mammifères marins)	0,2	CXL-D
	ML 0106 Lait	0,2	CXL-D
	PF 0111 Graisses de volaille	0,04 (*)	CXL-D
	PM 0110 Viande de volaille	0,04 (*)	CXL-D
	PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,2	CXL-D
39	Fenthion		
	FS 0013 Cerises (sous-groupe)	2	CXL-D
	FC 0001 Agrumes (groupe)	2	CXL-D
	OC 0305 Huile d'olive vierge	1	CXL-D
	CM 0649 Riz décortiqué	0,05	CXL-D
	FT 0305 Olives de table	1	CXL-D
41	Folpet		
	VC 0424 Concombre	1	CXL-D
	VL 0482 Laitue pommée	50	CXL-D
	VC 0046 Melons (sauf pastèque)	3	CXL-D
	VA 0385 Oignon, bulbe	1	CXL-D
	FB 0275 Fraise	5	CXL-D
	VO 0448 Tomate	3	CXL-D
59	Parathion-Méthyl		
	FP 0226 Pomme	0,2	CXL-D
	VD 0071 Haricot (sec)	0,05 (*)	CXL-D
	VB 0041 Choux pommés	0,05	CXL-D
	DF 0269 Raisins secs (= raisins de Corinthe, et raisins secs)	1	CXL-D
	FB 0269 Raisins	0,5	CXL-D
	FS 0245 Nectarine	0,3	CXL-D
	FS 0247 Pêche	0,3	CXL-D
	VD 0072 Pois (secs)	0,3	CXL-D
	VR 0589 Pomme de terre	0,05 (*)	CXL-D

Produit	LMR (mg/kg) Étape	Note
----------------	--------------------------	-------------

HS 0191	Épices, fruits et baies	5	CXL-D
HS 0193	Épices, racines et rhizomes	3	CXL-D
HS 0190	Épices, graines	5	CXL-D
VR 0596	Betterave sucrière	0,05 (*)	CXL-D

72 Carbendazime

FS 0240	Abricot	2	CXL-D	
VS 0621	Asperge	0,2	CXL-D	
FI 0327	Banane	0,2	CXL-D	
GC 0640	Orge	0,5	CXL-D	
AS 0640	Orge, foin et/ou paille	2	CXL-D	
VD 0071	Haricots (secs)	0,5	CXL-D	
FB 0018	Baies et autres petits fruits	1	CXL-D	À l'exception des raisins.
VB 0402	Choux de Bruxelles	0,5	CXL-D	
VR 0577	Carotte	0,2	CXL-D	
MM 0812	Viande bovine	0,05 (*)	CXL-D	
FS 0013	Cerises (sous-groupe)	10	CXL-D	Basé sur l'utilisation du thiophanateméthyl
PF 0840	Graisse de poulet	0,05 (*)	CXL-D	
SB 0716	Grains de café	0,1	CXL-D	
VP 0526	Haricot commun (gousses et/ou graines immatures)	0,5	CXL-D	
VC 0424	Concombre	0,05 (*)	CXL-D	
MO 0105	Abats comestibles (mammifères)	0,05 (*)	CXL-D	
PE 0112	Œufs	0,05 (*)	CXL-D	
VP 0529	Pois de jardin, écosé (succulent) graines)	0,02	CXL-D	
VC 0425	Cornichon	0,05 (*)	CXL-D	
FB 0269	Raisins	3	CXL-D	
VL 0482	Laitue pommée	5	CXL-D	
FI 0345	Mangue	5	CXL-D	Basé sur l'utilisation de carbendazime.
ML 0106	Lait	0,05 (*)	CXL-D	
FS 0245	Nectarine	2	CXL-D	
FC 0004	Oranges douces, acides (y compris Hybrides de type orange) (sous-groupe)	1	CXL-D	
FS 0247	Pêche	2	CXL-D	
SO 0697	Cacahuète	0,1 (*)	CXL-D	
AL 0697	Fourrage d'arachide	3	CXL-D	
VO 0444	Piments chili	2	CXL-D	
HS 0444	Piments chili, séchés	20	CXL-D	
FI 0353	Ananas	5	CXL-D	
FS 0014	Prunes (y compris les pruneaux frais) (sous-groupe)	0,5	CXL-D	

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
---------	-------------	-------	------

FP 0009	Fruits à pépins (groupe)	3	CXL-D
PM 0110	Viande de volaille	0,05 (*)	CXL-D
SO 0495	Graines de colza	0,05 (*)	CXL-D
AS 0649	Riz, foin et/ou paille	15	CXL-D
CM 0649	Riz décortiqué	2 (*)	CXL-D
GC 0650	Seigle	0,1	CXL-D
VD 0541	Fèves de soja (sèches)	0,5	CXL-D
AL 0541	Fèves de soja, foin et/ou paille	0,1	CXL-D
HS 0191	Épices, fruits et baies	0,1	CXL-D
HS 0193	Épices, racines et rhizomes	0,1	CXL-D
HS 0190	Épices, graines	5	CXL-D
VC 0431	Courges d'été	0,5	CXL-D
VR 0596	Betterave à sucre	0,1 (*)	CXL-D
VO 0448	Tomate	0,5	CXL-D
TN 0085	Noix (groupe)	0,1 (*)	CXL-D
GC 0654	Blé	0,05 (*)	CXL-D
AS 0654	Blé, foin et/ou paille	1	CXL-D

87 Dinocap

FP 0226	Pomme	0,2	CXL-D	
VC 0424	Concombre	0,07	CXL-D	
VC 0045	Légumes-fruits, cucurbitacées (groupe)	0,05 (*)	CXL-D	Sauf concombres d'été courges d'été (groupe) et melons (sauf pastèques).
FB 0269	Raisins	0,5	CXL-D	
VC 0046	Melons (sauf pastèque)	0,5	CXL-D	
FS 0247	Pêche	0,1	CXL-D	
VO 0051	Piments (sous-groupe)	0,2	CXL-D	La LMR s'applique provisoirement à l'okra, la martynia et la roselle.
HS 0444	Piments chili, séchés	2	CXL-D	
VC 0431	Courges d'été	0,07	CXL-D	
FB 0275	Fraise	0,5	CXL-D	À l'exception des fraises cultivées sous serre.
VO 0448	Tomate	0,3	CXL-D	

90 Chlorpyrifos-Méthyl

GC 0640	Orge	3	Po	CXL-D
FC 0001	Agrumes (groupe)	2		CXL-D
MO 0105	Abats comestibles (mammifères)	0,01		CXL-D
VO 0440	Aubergine	1		CXL-D
PE 0112	Oeuf	0,01 (*)		CXL-D
AB 0269	Marc de raisin, séché	5		CXL-D
FB 0269	Raisin	1		CXL-D
MM 0095	Viande (de mammifères autres que mammifères marins)	0,1	(graisse)	CXL-D

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
---------	-------------	-------	------

FM 0183	Graisses du lait	0,01 (*)		CXL-D	
ML 0106	Lait	0,01 (*)		CXL-D	
VO 0051	Piments (sous-groupe)	1		CXL-D	La LMR s'applique provisoirement à gombo, martynia et roselle.
HS 0444	Piments chili, séchés	10		CXL-D	
FP 0009	Fruits à pépins (groupe)	1		CXL-D	
VR 0589	Pomme de terre	0,01 (*)		CXL-D	
PM 0110	Viande de volaille	0,01	(graisse)	CXL-D	
PO 0111	Abats comestibles de volaille	0,01 (*)		CXL-D	
HS 0191	Épices, fruits et baies	0,3		CXL-D	
HS 0193	Épices, racines et rhizomes	5		CXL-D	
HS 0190	Épices, graines	1		CXL-D	
FS 0012	Fruits à noyau (groupe)	0,5		CXL-D	
FB 0275	Fraise	0,06		CXL-D	
VO 0448	Tomate	1		CXL-D	
GC 0654	Blé	3	Po	CXL-D	
CM 0654	Son de blé, non transformé	6	PoP	CXL-D	
CF 1210	Germe de blé	5	PoP	CXL-D	

100 Méthamidophos

SO 0691	Graines de coton	0,2		CXL-D	
AM 1051	Betterave fourragère, racines	0,02		CXL-D	
VR 0589	Pomme de terre	0,05		CXL-D	
VR 0596	Betterave à sucre	0,02		CXL-D	

103 Phosmet

FS 0240	Abricot	10		CXL-D	
FB 0020	Myrtille	10		CXL-D	
MM 0812	Viande bovine	1	(graisse)	CXL-D	
FB 0265	Canneberge	3		CXL-D	
FB 0269	Raisin	10		CXL-D	
ML 0106	Lait	0,02		CXL-D	
FS 0245	Nectarine	10		CXL-D	
FS 0247	Pêche	10		CXL-D	
VR 0589	Pomme de terre	0,05 (*)		CXL-D	

122 Amitraz

MM 0812	Viande de bovins	0,05		CXL-D	La LMR tient compte du traitement externe des animaux.
FS 0013	Cerises (sous-groupe)	0,5		CXL-D	
SO 0691	Graines de coton	0,5		CXL-D	
OC 0691	Huile de coton, brute	0,05		CXL-D	
VC 0424	Concombre	0,5		CXL-D	
MO 0097	Abats comestibles de bovins, porcins et ovins	0,2		CXL-D	CXL-D La LMR tient compte traitement externe des animaux.

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
ML 0106 Lait	0,01 (*)	CXL-D	La LMR prend en compte

traitement externe des animaux.

FC 0004	Oranges, douces, amères (y compris Hybrides de type orange) (sous-groupe)	0,5		CXL-D	
FS 0247	Pêche	0,5		CXL-D	
MM 0818	Viande de porc	0,05		CXL-D	La LMR tient compte du traitement externe des animaux.
FP 0009	Fruits à pépins (groupe)	0,5		CXL-D	
MM 0822	Viande ovine	0,1		CXL-D	La LMR tient compte du traitement externe des animaux.
VO 0448	Tomate	0,5		CXL-D	

142 Prochloraze

FI 0030	Assortiment de plantes tropicales et subtropicales fruits - écorce non comestible	7	Po	CXL-D	
GC 0080	Grains de céréales (groupe)	2		CXL-D	
FC 0001	Agrumes (groupe)	10	Po	CXL-D	
MO 0105	Abats comestibles (mammifères)	10		CXL-D	
PE 0112	Œufs	0,1		CXL-D	
SO 0693	Graines de lin	0,05		CXL-D	
MM 0095	Viande (de mammifères autres que mammifères marins)	0,5	(graisse)	CXL-D	
ML 0106	Lait	0,05	(*)	CXL-D	
VF 0450	Champignons	3		CXL-D	
HS 0790	Poivre, noir, blanc	10		CXL-D	
PM 0110	Viande de volaille	0,05	(*)	CXL-D	
PO 0111	Abats comestibles de volaille	0,2		CXL-D	
SO 0495	Graines de colza	0,7		CXL-D	
AS 0081	Paille et foin de céréales (à l'exclusion des pseudo-céréales) (sous-groupe)	40		CXL-D	
SO 0702	Graines de tournesol	0,5		CXL-D	
OR 0702	Huile de tournesol, comestible	1		CXL-D	
CM 0654	Son de blé, non transformé	7		CXL-D	

144 Bitertanol

FS 0240	Abricot	1		CXL-D	
FI 0327	Banane	0,5		CXL-D	
GC 0640	Orge	0,05	(*)	CXL-D	
AS 0640	Orge, foin et/ou paille	0,05	(*)	CXL-D	
FS 0013	Cerises (sous-groupe)	1		CXL-D	
VC 0424	Concombre	0,5		CXL-D	
MO 0105	Abats comestibles (mammifères)	0,05	(*)	CXL-D	
PE 0112	Œufs	0,01	(*)	CXL-D	

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
---------	-------------	-------	------

MM 0095 Viande (de mammifères autres que mammifères marins)	0,05 (*) (graisse)	CXL-D
ML 0106 Lait	0,05 (*)	CXL-D
FS 0245 Nectarine	1	CXL-D
AS 0647 Paille et fourrage d'avoine, secs	0,05 (*)	CXL-D
GC 0647 Avoine	0,05 (*)	CXL-D
FS 0247 Pêche	1	CXL-D
FS 0014 Prunes (y compris les pruneaux frais) (sous-groupe)	2	CXL-D
FP 0009 Fruits à pépins (groupe)	2	CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01 (*)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01 (*)	CXL-D
GC 0650 Seigle	0,05 (*)	CXL-D
AS 0650 Paille et fourrage de seigle, secs	0,05 (*)	CXL-D
VO 0448 Tomates	3	CXL-D
GC 0653 Triticale	0,05 (*)	CXL-D
AS 0653 Triticale, foin et/ou paille	0,05 (*)	CXL-D
GC 0654 Blé	0,05 (*)	CXL-D
AS 0654 Blé, foin et/ou paille	0,05 (*)	CXL-D

147 Méthoprene

MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,02	CXL-D
PE 0112 Œufs	0,02	CXL-D
MM 0095 Viandes (de mammifères autres que mammifères marins)	0,2 (graisse)	CXL-D
ML 0106 Lait	0,1 F	CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,02	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,02	CXL-D

160 Propiconazole

MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,2	CXL-D
PE 0112 Œufs	0,01 (*)	CXL-D
MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,05	CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait de mammifères marins)	0,01 (*)	CXL-D
ML 0106 Lait	0,01 (*)	CXL-D
PF 0111 Graisses de volaille	0,01 (*)	CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01 (*)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01 (*)	CXL-D

173 Buprofénine

MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,05 (*)	CXL-D
PE 0112 Œufs	0,01 (*)	CXL-D

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,01	(*)	CXL-D
MM 0095 Viandes (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,05	(*)	CXL-D
ML 0106 Lait	0,01	(*)	CXL-D
PF 0111 Graisses de volaille	0,01	(*)	CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01	(*)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01		CXL-D
176 Hexythiazox			
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,05		CXL-D
PE 0112 Œufs	0,05		CXL-D
DH 1100 Houblon sec	3		CXL-D
MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,05		CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait des mammifères marins)	0,05	(graisses)	CXL-D
FM 0183 Graisses du lait	0,05		CXL-D
ML 0106 Lait	0,05		CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,05	(*) (graisse)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,05		CXL-D
184 Etofenprox			
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,05	(*)	CXL-D
PE 0112 Œufs	0,01	(*)	CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que mammifères marins)	0,5	(graisse)	CXL-D
ML 0106 Lait	0,02		CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01	(*)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01	(*)	CXL-D
GC 0649 Riz	0,01	(*)	CXL-D
193 Fenpyroximate			
FP 0226 Pomme	0,2		CXL-D
DF 0226 Pommes, séchées	1		CXL-D
VP 2060 Haricots à cosse (sous-groupe)	0,5		CXL-D
VC 0424 Concombre	0,3		CXL-D
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,8		CXL-D
VO 2046 Aubergines (sous-groupe)	0,3		CXL-D
MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,2		CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait de mammifères marins)	0,2	(graisse)	CXL-D
VC 0046 Melons (sauf pastèque)	0,2		CXL-D
ML 0106 Lait	0,01		CXL-D

	Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
	FP 0230 Poire	0,2		CXL-D
	VC 0431 Courge d'été	0,06		CXL-D
	FS 0012 Fruits à noyau (groupe)	0,4		CXL-D
	VO 2045 Tomates (sous-groupe)	0,3		CXL-D
196	Tébufénozide			
	ML 0812 Lait de vache	0,05		CXL-D
	MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,02 (*)		CXL-D
	PE 0112 Œufs	0,02 (*)		CXL-D
	MM 0095 Viande (de mammifères autres que mammifères marins)	0,05 (graisse)		CXL-D
	ML 0106 Lait	0,01 (*)		CXL-D
	PM 0110 Viande de volaille	0,02 (*)		CXL-D
	CM 0649 Riz décortiqué	0,1		CXL-D
202	Fipronil			
	FI 0327 Banane	0,005		CXL-D
	GC 0640 Orge	0,002 (*)		CXL-D
	HH 0722 Basilic, feuilles	1,5		CXL-D
	VB 0041 Choux pommés	0,02		CXL-D
	MO 1280 Rognons de bovins	0,02		CXL-D
	MO 1281 Foie de bovin	0,1		CXL-D
	MM 0812 Viande de bovins	0,5 (graisse)		CXL-D
	ML 0812 Lait de vache	0,02		CXL-D
	PE 0112 Œufs	0,02		CXL-D
	VB 0042 Brassicas à tête fleurie (y compris Brocoli : Brocoli, chinois et chou-fleur)	0,02		CXL-D
	GC 0645 Maïs	0,01		CXL-D
	AS 0645 Fourrage de maïs (sec)	0,1		CXL-D
	GC 0647 Avoine	0,002 (*)		CXL-D
	VR 0589 Pomme de terre	0,02		CXL-D
	PM 0110 Viande de volaille	0,01 (*)		CXL-D
	PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,02		CXL-D
	GC 0649 Riz	0,01		CXL-D
	AS 0649 Riz, foin et/ou paille	0,2		CXL-D
	GC 0650 Seigle	0,002 (*)		CXL-D
	VR 0596 Betterave sucrière	0,2		CXL-D
	SO 0702 Graines de tournesol	0,002 (*)		CXL-D
	GC 0653 Triticale	0,002 (*)		CXL-D
	GC 0654 Blé	0,002 (*)		CXL-D
203	Spinosad			
	MM 0812 Viande de bovins	3 (graisse)		CXL-D

La LMR tient compte
du traitement externe des animaux.

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
ML 0812 Lait de vache	1		CXL-D La LMR tient compte du traitement externe des animaux.
FM 0812 Graisse de lait de bovins	5		CXL-D
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,5		CXL-D Sauf bovins.
PE 0112 Œufs	0,01		CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que les mammifères marins)	2	(graisse)	CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,2	(graisse)	CXL-D
217 Novaluron			
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,7		CXL-D
PE 0112 Œufs	0,1		CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que mammifères marins)	10	(graisse)	CXL-D
FM 0183 Graisses du lait	7		CXL-D
ML 0106 Lait	0,4		CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,5	(graisse)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,1		CXL-D
229 Azoxystrobine			
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,07		CXL-D
PE 0112 Œufs	0,01 (*)		CXL-D
VC 0045 Légumes-fruits, cucurbitacées (groupe)	1		CXL-D
DH 1100 Houblon sec	30		CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que mammifères marins)	0,05	(graisse)	CXL-D
FM 0183 Graisses du lait	0,03		CXL-D
ML 0106 Lait	0,01		CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01 (*)		CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01 (*)		CXL-D
239 Cyproconazole			
VD 0071 Haricot (sec)	0,02 (*)		CXL-D
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,5		CXL-D
PE 0112 Œufs	0,01 (*)		CXL-D
GC 0645 Maïs	0,01 (*)		CXL-D
ML 0106 Lait	0,01		CXL-D
VD 0072 Pois (secs)	0,02 (*)		CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01 (*)		CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01 (*)		CXL-D
242 Flubendiamide			
MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	1		CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que les mammifères marins)	2	(graisse)	CXL-D

	Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
	FM 0183 Graisses du lait	5		CXL-D
	ML 0106 Lait	0,1		CXL-D
285	Flupyradifurone			
	MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	4		CXL-D
	PE 0112 Œufs	0,7		CXL-D
	MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	1		CXL-D
	MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait de mammifères marins)	1,5		CXL-D)
	ML 0106 Lait	0,7		CXL-D
	PF 0111 Graisses de volaille	0,3		CXL-D
	PM 0110 Viande de volaille	0,8		CXL-D
	PO 0111 Abats comestibles de volaille	1		CXL-D
288	Acibenzolar-S-méthyl			
	FP 0226 Pomme	0,3		CXL-D
	MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,02 (*)		CXL-D
	PE 0112 Œufs	0,02 (*)		CXL-D
	MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,02 (*)		CXL-D
	MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait de mammifères marins)	0,02 (*)		CXL-D
	ML 0106 Lait	0,01 (*)		CXL-D
	PF 0111 Graisses de volaille	0,02 (*)		CXL-D
	PM 0110 Viande de volaille	0,02 (*)		CXL-D
	PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,02 (*)		CXL-D
302	Fosetyl Al			
	MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,5		CXL-D
	PE 0112 Œufs	0,05 (*)		CXL-D
	MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,3		CXL-D
	MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait de mammifères marins)	0,15		CXL-D
	ML 0106 Lait	0,1		CXL-D
	FC 0004 Oranges, douces, amères (y compris Hybrides de type orange) (sous-groupe)	20		CXL-D
	PF 0111 Graisses de volaille	0,05 (*)		CXL-D
	PM 0110 Viande de volaille	0,05 (*)		CXL-D
	PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,05 (*)		CXL-D
309	Pydiflumetofen			
	SO 0691 Graines de coton	0,02		CXL-D Basé sur les cultures en rotation.
	MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	0,1		CXL-D
	PE 0112 Œufs	0,02		CXL-D

Produit	LMR (mg/kg) Étape	Note
MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,1	CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait de mammifères marins)	0,1 (graisse)	CXL-D
ML 0106 Lait	0,01 (*)	CXL-D
PF 0111 Graisses de volaille	0,01 (*)	CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01 (*)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01 (*)	CXL-D
VB 2016 Tige Brassicas (sous-groupe)	0,1	CXL-D Basé sur les cultures en rotation.
VP 2064 Haricots immatures souterrains et pois (sous-groupe)	0,02	CXL-D Basé sur des cultures de rotation.

324 Tétraniliprole

MO 0105 Abats comestibles (mammifères)	1	CXL-D
PE 0112 Œufs	0,01 (*)	CXL-D
MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des graisses de lait)	0,15	CXL-D
MM 0095 Viande (de mammifères autres que le lait de mammifères marins)	0,1	CXL-D
ML 0106 Lait	0,15	CXL-D
PF 0111 Graisses de volaille	0,01 (*)	CXL-D
PM 0110 Viande de volaille	0,01 (*)	CXL-D
PO 0111 Abats comestibles de volaille	0,01 (*)	CXL-D
GC 2088 Céréales de riz (sous-groupe)	0,02	CXL-D
AS 0649 Riz, foin et/ou paille	20 (dw)	CXL-D
CM 0649 Riz décortiqué	0,01 (*)	CXL-D
CM 1205 Riz, poli	0,01 (*)	CXL-D

ANNEXE V

LIMITES MAXIMALES DE RÉSIDUS DE PESTICIDES
(retirées par le CCPR)
(pour information)

	Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
103	Phosmet			
	FB 0020 Myrtilles	20	MRL-W	
111	Iprodione			
	AM 3604 Pomme de terre, rejets	0,15	MRL-W	
145	Carbosulfane			
	VO 0440 Aubergine	0,15	MRL-W	
	FI 0345 Mangue	0,1	MRL-W	
160	Propiconazole			
	CM 1205 Riz, poli	10	MRL-W	
193	Fenpyroximate			
	VP 2060 Haricots avec la gousse (sous-groupe)	0,5	MRL-W	
	VO 0440 Aubergine	0,3	MRL-W	
	MO 0105 Groupe des abats comestibles (de mammifères)	0,8	MRL-W	
202	Fipronil			
	FI 0327 Banane	0,004 (*)	MRL-W	
	AS 0640 Orge, foin et/ou paille	0,07	MRL-W	
	GC 2087 Orge, grains similaires, et pseudocéréales avec l'enveloppe (sous-groupe)	0,004 (*)	MRL-W	
	HH 0722 Basilic, feuilles	0,8	MRL-W	
	VP 2060 Haricots avec la gousse (sous-groupe)	0,01	MRL-W	
	SO 0691 Graine de coton	0,01	MRL-W	
	VD 2065 Haricots secs (sous-groupe)	0,01	MRL-W	À l'exception des grains de soya
	MO 0105 Abats comestibles (de mammifères)	0,1	MRL-W	
	PE 0112 Œufs	0,04	MRL-W	
	VL 0053 Légumes feuilles (groupe)	0,01	MRL-W	Résidus issus des cultures de rotation.
	GC 2091 Céréales de maïs (sous-groupe)	0,01	MRL-W	
	MF 0100 Graisses de mammifères (à l'exception des matières grasses du lait)	0,4	MRL-W	
	MM 0095 Viande (de mammifères autres que les mammifères marins)	0,03	MRL-W	
	FM 0183 Matières grasses du lait	0,3	MRL-W	
	ML 0106 Laits	0,03	MRL-W	
	AS 3559 Avoine, foin et/ou paille	0,07 (ps)	MRL-W	
	VA 0385 Oignon, bulbe	0,03	MRL-W	
	VR 0589 Pomme de terre	0,05	MRL-W	
	Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note

PF 0111	Graisses de volaille	0,07		MRL-W	
PM 0110	Viande de volaille	0,07		MRL-W	
PO 0111	Abats comestibles de volaille	0,03		MRL-W	
CM 1206	Son de riz, non transformé	2		MRL-W	
GC 2088	Céréales de riz (sous-groupe)	0,4		MRL-W	
AS 0649	Riz, foin et/ou paille	0,6	(ps)	MRL-W	
AS 3570	Riz, enveloppes	2		MRL-W	
CM 0649	Riz, décortiqué	0,4		MRL-W	
CM 1205	Riz, poli	0,15		MRL-W	
VR 0075	Légumes racines et tubercules (groupe)	0,002		MRL-W	À l'exception des pommes de terre et des betteraves. Résidus issus des cultures de rotation.
AS 3560	Seigle, foin et/ou paille	0,05	(ps)	MRL-W	
VD 0541	Graine de soja (sèche)	0,01		MRL-W	
OC 0541	Huile de graine de soja, brute	0,05		MRL-W	
AL 3538	Graine de soja, enveloppes	0,06		MRL-W	
AS 0081	Paille et foin de grains céréalières à l'exception des pseudocéréales (sous-groupe)	0,03	(ps)	MRL-W	À l'exception de l'orge, avoine, riz, seigle, triticales et blé Résidus issus des cultures de rotation.
VR 0596	Betterave à sucre	0,01		MRL-W	
GS 0659	Canne à sucre	0,01		MRL-W	
SO 2091	Graines de tournesol (sous-groupe)	0,004	(*)	MRL-W	
VO 2045	Tomates (sous-groupe)	0,01	(*)	MRL-W	
AS 0653	Triticales, foin et/ou paille	0,05	(ps)	MRL-W	
AS 0654	Blé, foin et/ou paille	0,05	(ps)	MRL-W	
GC 2086	Blé, grains similaires, et pseudocéréales sans l'enveloppe (sous-groupe)	0,004	(*)	MRL-W	

309 Pydiflumétofène

VL 0483	Laitue, feuille	30		MRL-W	
---------	-----------------	----	--	-------	--

ANNEXE VI

LIMITES MAXIMALES DE RÉSIDUS DE PESTICIDES
(retenues aux étapes 7 et 4)
(pour information)

Produit	LMR (mg/kg)	Étape	Note
138 Métalaxyle			
VO 0445 Piments, doux (y compris pimento ou pimiento)	0,5	7	
27 Diméthoate			
AB 0004 Orange, pulpe séchée	5	4	Diméthoate(027)/Ométhoate(055)
FC 0004 Oranges, douces, amères (y compris les hybrides du genre orange) (sous-groupe)	2	4	Diméthoate(027)/Ométhoate(055)
52 Méthyle bromide			
CP 0179 Pain et autre céréale cuite	0,01 (*)	4	Appliquer au produit au point de vente au détail ou quand il est proposé à la consommation
SB 0715 Fèves de cacao	5	Op 4	Appliquer au point d'entrée dans le pays et, dans le cas des céréales à usiner, si le produit a été exposé à l'air libre pour une période d'au moins 24 h après fumigation et avant
GC 0080 Graines céréalières (groupe)	5	Op 4	Appliquer au point d'entrée dans le pays et, dans le cas des céréales à usiner, si le produit a été exposé à l'air libre pour une période d'au moins 24 h après fumigation et avant
AO6 Produits à base de cacao	0,01 (*)	Op 4	Appliquer au produit au point de vente au détail ou quand il est proposé à la consommation
DF 0167 Fruits séchés	2	Op 4	Appliquer au point d'entrée dans le pays et, dans le cas des céréales à usiner, si le produit a été exposé à l'air libre pour une période d'au moins 24 h après fumigation et avant
DF 0167 Fruits séchés	0,01 (*)	Op 4	Appliquer au produit au point de Vente au détail ou quand il est proposé à la consommation
AO4 Produits céréaliers usinés	1	Op 4	Appliquer au point d'entrée dans le pays et, dans le cas des céréales à usiner, si le produit a été exposé à l'air libre pour une période d'au moins 24 h après fumigation et avant
AO4 Produits céréaliers usinés	0,01 (*)	Op 4	Appliquer au produit au point de vente au détail ou quand il est proposé à la consommation
SO 0697 Arachide	0,01 (*)	Op 4	Appliquer au produit au point de vente au détail ou quand il est proposé à la consommation

Produit	LMR (mg/kg)	Op	Étape	Note
SO 0697 Arachide	10	Op	4	Appliquer au point d'entrée dans le pays et, dans le cas des céréales à usiner, si le produit a été exposé à l'air libre pour une période d'au moins 24 h après fumigation et avant
TN 0085 Fruits à coque (groupe)	0,01 (*)	Op	4	Appliquer au produit au point de vente au détail ou quand il est proposé à la consommation
TN 0085 Fruits à coque (groupe)	10	Op	4	Appliquer au point d'entrée dans le pays et, dans le cas des céréales à usiner, si le produit a été exposé à l'air libre pour une période d'au moins 24 h après fumigation et avant
55 Ométhoate				
AB 0004 Orange, pulpe séchée	0,04		4	
FC 0004 Oranges, douces, amères (y compris les hybrides du genre orange) (sous-groupe)	0,02		4	
114 Guazatine				
GC 0080 Graines céréalières (groupe)	0,05 (*)		4	
FC 0001 Agrumes (groupe)	5	Op	4	
138 Métalaxyle				
OR 0004 Huile d'orange, comestible	7		4	
FC 0004 Oranges, douces, amères (y compris les hybrides du genre orange) (sous-groupe)	0,7	(M)	4	Données sur les résidus qui ont servi de base à l'estimation du métalaxyle (M)).
248 Flutriafol				
GC 0649 Riz	4		4	
AS 0649 Riz, foin et/ou paille	6	(ps)	4	
AS 3570 Riz, enveloppes	20	(ps)	4	Enveloppes.
CM 0649 Riz, décortiqué	1		4	
CM 1205 Riz, poli	1,5		4	

ANNEXE VII**DIRECTIVES POUR LE SUIVI DE LA PURETÉ ET DE LA STABILITÉ DES MATÉRIAUX DE RÉFÉRENCE DE PESTICIDES ET DES SOLUTIONS MÈRES APPARENTÉES PENDANT UN STOCKAGE PROLONGÉ****(Pour adoption à l'étape 8)****INTRODUCTION**

1. Les résidus de pesticides dans les cultures agricoles et les denrées alimentaires sont devenus une préoccupation mondiale en matière de sécurité sanitaire des aliments et de commerce, ce qui a conduit à l'application de réglementations strictes en matière de pesticides. Plus de 1200 pesticides sont disponibles dans le monde pour lutter contre les ravageurs des différentes cultures agricoles et denrées alimentaires. L'analyse des pesticides à l'état de traces dans la chaîne alimentaire nécessite l'utilisation de matériaux de référence (MR) spécifiques d'une pureté chimique connue, fabriqués par les producteurs de matériaux de référence (PRM), afin de garantir la fiabilité des résultats des tests. La détermination précise des résidus de pesticides dans les cultures agricoles et les denrées alimentaires est importante pour le contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et la fixation des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides, ce qui permet de surmonter les obstacles commerciaux qui y sont liés. Des MR d'une pureté spécifiée sont également nécessaires pour une analyse qualitative et quantitative précise des ingrédients actifs des pesticides dans les produits techniques, les formulations et les solutions étalons.
2. La durée de conservation restreinte, la diminution de la pureté et le coût récurrent élevé des MR constituent des obstacles majeurs à la réalisation d'analyses régulières des résidus de pesticides. Ces problèmes sont amplifiés pour l'analyse des résidus de plusieurs pesticides par les laboratoires d'essai des pays en développement, car ils doivent consacrer une grande partie de leurs fonds à l'achat fréquent de MR coûteux. En outre, l'utilisation des MR est limitée par les dates limites spécifiées par les PGR (Plans de Gestion des Risques) dans le document relatif au matériel de référence (par exemple, le certificat d'analyse ou la fiche d'information sur le produit), qui indique la valeur de pureté, la date limite et l'incertitude de mesure des MR conformément à la norme ISO 33401. Souvent, les laboratoires ne peuvent pas se permettre d'acheter fréquemment des MR coûteux pour leur travail de contrôle des résidus de pesticides.
3. En outre, en raison des contraintes de la chaîne d'approvisionnement, certains laboratoires peuvent recevoir des MR proches de leur date limite, comme indiqué dans le document relatif au matériel de référence. Dans de telles situations, les laboratoires sont contraints d'acheter de nouveaux étalons et de préparer de nouvelles solutions de stock plus fréquemment que nécessaire. Cela entraîne une énorme somme de travail et une augmentation des coûts pour le laboratoire. En outre, l'expédition des matériaux de référence par les fournisseurs aux laboratoires augmente le temps d'acquisition (de quelques semaines à plusieurs mois), ce qui crée des obstacles au maintien des programmes de contrôle des résidus de pesticides.
4. De nombreux MR restent stables même après les dates limites indiquées dans le document relatif au matériel de référence, sans modification significative de leur pureté. Certaines études ont également indiqué que si les MR sont stockés dans de meilleures conditions que celles recommandées par le fabricant, à condition que ces conditions ne contredisent pas celles indiquées par le PGR dans le document du matériel de référence, les MR sont stables pendant beaucoup plus longtemps que les dates limites indiquées par les PGR. Ces MR peuvent techniquement être autorisés à être utilisés au-delà de leur date limite si des contrôles en laboratoire sont en place pour démontrer qu'ils sont stables et qu'ils continuent à satisfaire aux exigences de pureté. Cependant, l'absence de procédures d'orientation pour le contrôle de la stabilité et de la pureté des MR empêche leur utilisation au-delà des dates limites dans le cadre du système de qualité des laboratoires ISO/IEC 17025.
5. Ce document représente une étape cruciale dans l'élaboration d'orientations globales harmonisées permettant aux laboratoires de contrôler la stabilité et la pureté des résidus de pesticides et de leurs solutions de stock pendant un stockage prolongé. Le document vise à guider les laboratoires dans le contrôle de la stabilité et de la pureté des MR en vue de leur utilisation éventuelle au-delà de leur date limite et de l'utilisation continue des solutions mères qui conservent leur stabilité et leur pureté.

CHAMP D'APPLICATION ET OBJECTIF

6. L'objectif de ce document est de fournir un cadre qui aiderait les laboratoires à contrôler la stabilité et la pureté des matériaux de référence (MR) des pesticides pendant un stockage prolongé et à identifier les MR périmés, comme indiqué dans le document relatif au matériau de référence des PGR, mais dont la stabilité et la pureté ont été démontrées par des protocoles analytiques robustes, de sorte que ces matériaux qui conservent leur pureté conformément au document relatif au matériau de référence, même après la date de péremption, puissent continuer à être utilisés comme MR valides. Un autre aspect du cadre proposé consiste à contrôler la stabilité des solutions de base utilisées pour l'analyse des résidus de pesticides, de sorte que les solutions dont la validité a été démontrée puissent être utilisées pour une détermination précise et fiable des niveaux de résidus de pesticides.
7. Le présent document s'applique aux étalons de pesticides de pureté connue spécifiés par une PGR, y compris les étalons individuels, les solutions mères d'étalons individuels et les solutions étalons mixtes de pesticides achetées auprès des PGR ou préparées par les laboratoires à partir des étalons individuels achetés par les laboratoires auprès des PGR.
8. Ces directives peuvent permettre aux laboratoires d'analyse des résidus de pesticides et aux laboratoires de contrôle de la qualité des pesticides de surmonter les contraintes liées aux courtes périodes de péremption des MR indiquées dans les documents du PGR et de les utiliser au-delà de leur date de péremption, comme l'indiquent les PGR. Après les dates limites des PGR, les MR conservant la pureté spécifiée dans le document relatif au matériau de référence peuvent être utilisés comme MR ou comme matériaux de contrôle de la qualité (QCM) pour l'analyse des pesticides, à condition que ces MR soient stockés dans des conditions souhaitables (basse température et obscurité). Les MR qui ne restent pas stables et ne présentent pas une pureté acceptable au cours d'un stockage prolongé ne doivent pas être utilisés par les laboratoires pour l'analyse des résidus de pesticides/à des fins quantitatives, car des résultats précis risquent de ne pas être obtenus.
9. Les directives couvrent les conditions de stockage qui doivent être maintenues et les mesures quantitatives qui doivent être effectuées pour contrôler la stabilité et la pureté des MR et de leurs solutions mères avant et après leur période de péremption.

CRITÈRES GÉNÉRAUX

10. L'analyse sera effectuée dans des laboratoires conformes aux critères généraux applicables aux laboratoires d'essai définis dans la norme ISO/IEC 17025ⁱ, avec le champ d'application correspondant à la mesure concernée.
11. Les MR doivent être obtenus auprès d'un PGR accrédité conformément à la norme ISO 17034ⁱⁱ afin de garantir la traçabilité des analyses ou auprès d'un institut national de métrologie reconnu par ses pairs ou désigné par les pays.
12. La stabilité des solutions étalons mixtes de pesticides qui peuvent être évaluées dans le cadre des présentes directives comprend les solutions étalons mixtes de pesticides achetées auprès de la PGR ainsi que les solutions étalons mixtes de pesticides préparées par les laboratoires de résidus de pesticides à l'aide de MR achetés auprès de PGR, qui peuvent certifier la pureté et la stabilité de chacun des composants individuels.
13. Pour garantir la traçabilité métrologique, les balances analytiques utilisées doivent être étalonnées avec des poids traçables aux normes nationales/internationales.
14. Pour les mesures volumétriques, il convient d'utiliser de la verrerie calibrée de classe A ou des pipettes électroniques/automatiques appropriées traçables aux normes nationales/internationales.
15. L'instrumentation utilisée dans les tests de pureté doit avoir une sensibilité/spécificité comparable ou supérieure à celle utilisée dans le document relatif au matériau de référence du MR.
16. Selon le document relatif au matériau de référence, l'équipement utilisé pour le stockage et le contrôle des matières premières doit être traçable aux normes nationales/internationales.
17. La norme ISO 33405ⁱⁱⁱ peut être utilisée pour évaluer la durée de conservation d'une matière première.
18. Pour garantir la validité des protocoles d'essai de stabilité et de pureté décrits ci-dessous, des relevés gravimétriques doivent être effectués pour les MR (ouvertes ou non), solides et liquides, et leurs solutions mères respectives pendant le stockage, avant et après utilisation à chaque fois. Avant d'enregistrer le poids, le récipient doit atteindre la température ambiante et être essuyé pour éliminer toute humidité adhérente. L'exposition des MR et des solutions

mères aux températures ambiantes et à la lumière doit être aussi brève qu'il est absolument nécessaire, en limitant la durée de la manipulation.

19. Les conditions de stockage (par exemple, température et humidité) ainsi que la date d'utilisation des MR et de leurs solutions mères doivent être consignées. La température à laquelle les MR et leurs solutions mères sont ouverts pour utilisation doit également être enregistrée. Les laboratoires doivent conserver des enregistreurs de données et des cartes de contrôle afin de documenter et d'évaluer les performances des équipements de stockage au fil du temps.

CONDITIONS DE STOCKAGE RECOMMANDÉES POUR LES MATÉRIELS DE RÉFÉRENCE DES PESTICIDES ET LEURS SOLUTIONS MÈRES

20. Les conditions de stockage des MR sont spécifiées par les PGR dans les documents relatifs aux matériaux de référence, car les MR sont susceptibles de se dégrader à des températures élevées et dans d'autres conditions environnementales défavorables. Les conditions environnementales (température et humidité, le cas échéant) doivent être enregistrées, surveillées et contrôlées par le laboratoire.
21. Si un laboratoire conserve les MR dans des conditions de stockage plus protectrices que celles recommandées par les PGR (c'est-à-dire une température inférieure à celle recommandée sans exposition à la lumière et à l'humidité, la durée de la manipulation, la fréquence d'utilisation, etc.), le taux de dégradation des MR est considérablement réduit tant que ces conditions ne contredisent pas celles indiquées dans le document du matériau de référence par le PGR. Dans ces conditions, la date limite recommandée par les PGR peut être prolongée, selon le cas, pour une MR par une date permettant un stockage allant jusqu'à 10 ans ou aussi longtemps que la pureté mentionnée dans le document du matériau de référence reste correcte ($\leq \pm 10\%$) (SANTE^v, 2024). Une autre étude a révélé la stabilité des étalons de référence de pesticides jusqu'à 15 ans ou des solutions en stock jusqu'à 10 ans.
22. Pour éviter toute contamination croisée ou dégradation des étalons de référence, les flacons peuvent être placés dans un tube à bouchon hermétique/une pochette scellée (en polypropylène approprié ou en matériau plastique de haute qualité) et stockés immédiatement au congélateur/réfrigérateur dans des conditions plus protectrices que celles recommandées par les PGR, de préférence à une température inférieure à zéro. Les solutions mères doivent également être conservées dans des récipients en verre à couvercle hermétique ou dans tout autre type de récipient approprié, comme spécifié par le PGR. Les conditions de stockage doivent être surveillées, contrôlées et enregistrées à l'aide d'un équipement calibré approprié. Il convient d'éviter d'exposer la verrerie à des températures élevées.

PROTOCOLE ANALYTIQUE POUR LE CONTRÔLE DE LA STABILITÉ ET DE LA PURETÉ DES MATÉRIAUX DE RÉFÉRENCE DES PESTICIDES ET DES SOLUTIONS MÈRES INDIVIDUELLES

23. Trois approches analytiques peuvent être envisagées pour contrôler la stabilité et la pureté des MR individuels, des solutions mères de MR et des solutions étalons de pesticides mélangés à des MR en vue de prolonger leur utilisation au-delà de la date de péremption, pour autant que leur pureté soit jugée acceptable.
24. Dans l'approche 1, la stabilité des nouveaux (ou non périmés) et des anciens (ou périmés) MR est déterminée simultanément. Les comparaisons de la surface des pics sont fondées sur les valeurs moyennes obtenues lors d'essais répétés, ce qui atténue les autres sources de variation de la réponse de l'instrument. Il est également possible d'utiliser un étalon interne (IS) pour comparer le rapport des surfaces de pic des nouveaux (ou non périmés) et des anciens (ou périmés) MR. Si l'écart (en surface de pic) après la date limite indiquée par le PGR se situe à $\pm 10\%$, ou si l'écart du rapport de surface de pic se situe à $\pm 10\%$, l'analyte dans l'ancien (ou périmé) MR est considéré comme étant à un niveau acceptable et peut donc continuer à être utilisé comme un MR valide. Pour les étalons purs et les solutions mères, le contrôle de la stabilité et de la pureté peut être poursuivi régulièrement jusqu'à un maximum de 10 ans (SANTE^v) à condition que l'écart de pureté par rapport au PGR original reste acceptable. Dans ce cas, un nouveau MR (ou un MR non expiré) est nécessaire pendant toute la période de comparaison. L'approche 1 s'applique aux étalons purs individuels et aux solutions mères correspondantes.
25. Dans l'approche 2, chaque fois qu'un nouveau MR (ou non périmé) est acheté par un laboratoire, sa pureté est contrôlée périodiquement avant et après l'expiration en utilisant les mêmes conditions analytiques que celles mentionnées dans le document relatif au matériau de référence. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire d'acquérir de nouveaux MR (ou des MR non périmés). Un IS non périmé d'un RM de pesticide, approprié pour la méthode, est utilisé pour tenir compte de tout changement dans la réponse de l'équipement. Étant donné que l'analyte est dopé avec l'IS, la sélection de l'IS doit être basée sur une expérience antérieure qui montre une bonne stabilité pendant la durée de stockage prévue. L'IS ne doit pas être susceptible de se dégrader chimiquement, doit être insensible aux facteurs externes tels que la lumière et

l'humidité, doit être chimiquement différent de l'analyte et ne doit pas interférer avec la mesure de l'analyte testé. Cette approche ne s'applique qu'aux matériaux de référence purs accompagnés de documents relatifs aux matériaux de référence.

26. Dans l'approche 3, trois méthodes différentes ont été proposées pour contrôler la pureté des solutions étalons mixtes de pesticides. Dans la méthode 3.1, les comparaisons de la surface des pics de chaque pesticide RM dans un mélange neuf (ou non périmé) et ancien (ou périmé) sont basées sur la moyenne des valeurs obtenues lors d'essais répétés, ce qui atténue les autres sources de variation de la réponse de l'instrument en calculant la moyenne des valeurs des mesures répétées. Dans la méthode 3.2, un IS peut être utilisé pour comparer le rapport des surfaces de pic de chaque pesticide RM dans le mélange neuf (ou non périmé) et dans le mélange ancien (ou périmé). Si l'écart (en surface de pic) après expiration se situe à $\pm 10\%$ (méthode 3.1) ou si l'écart du rapport de surface de pic se situe à $\pm 10\%$ (méthode 3.2), pour chaque MR pesticide dans le mélange, l'analyte dans la MR est considéré comme étant à un niveau acceptable et peut donc continuer à être utilisé en tant que MR valide. Dans la méthode 3.3, lorsqu'un laboratoire acquiert un nouvel étalon mixte de pesticide (ou un étalon non périmé) à partir d'un PGR, la stabilité de son signal doit être contrôlée périodiquement avant et après la date de péremption, dans des conditions d'analyse aussi proches que possible de celles indiquées dans la documentation relative au matériau de référence. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire d'acquérir un nouvel étalon mixte de pesticide (ou un étalon non périmé) à partir d'un PGR. Au lieu de cela, un IS non périmé, correspondant à n'importe quel pesticide RM approprié pour la méthode, est utilisé pour compenser les variations possibles de la réponse instrumentale. Dans cette procédure, la surface du pic de l'analyte (ou alternativement, le rapport de la surface du pic) pour chaque pesticide dans le mélange est tracée en fonction du temps de stockage. Ensuite, une analyse de régression linéaire est appliquée pour évaluer la présence de changements significatifs dans la surface de l'analyte (ou le rapport des surfaces), conformément à l'approche classique de l'étude de stabilité établie dans la norme ISO 33405. Si l'analyse de régression détermine que les données ne présentent pas de tendance linéaire (pente proche de zéro), l'analyte contenu dans la MR est considéré comme acceptable et peut continuer à être utilisé comme matériau de référence. Si l'un des composants ne répond pas au critère de $\pm 10\%$, la solution étalon mixte de pesticide ne peut pas être utilisée comme MR. Toutefois, il convient de noter que seules des publications limitées sur le comportement des pesticides dans les mélanges au cours d'un stockage à long terme sont disponibles à l'heure actuelle et qu'il convient de faire preuve de prudence lorsque l'on propose de prolonger la durée de vie d'un mélange de MR périmé. Les mélanges étalons de pesticides doivent être utilisés pendant une période limitée et la stabilité des analytes qu'ils contiennent doit être démontrée dans des conditions reflétant leur utilisation de routine.

Approche 1: comparaison de la stabilité des anciens (ou périmés) et des nouveaux (ou non périmés) étalons de référence de pesticides (applicable aux étalons purs de matériaux de référence et aux solutions mères correspondantes)

27. Préparer une solution mère fraîche de l'ancien (ou du périmé) et du nouveau (ou du non périmé) étalon RM de la concentration appropriée en fonction de la réponse du RM dans le détecteur. En général, pour la CLHP -DAD /GC¹²³⁴, -FID une bonne réponse est obtenue entre 5 mg L⁻¹ et 100 mg L⁻¹. Pour la GC-MS à quadripôle unique⁵ ou la LC-MS⁶, ou d'autres méthodes de spectrométrie de masse, la concentration appropriée est généralement comprise entre 0,5 et 5 mg L⁻¹, tandis que pour la GC-MS/MS à quadripôle triple ou la LC-MS/MS, une concentration de 0,1 à 0,5 mg L⁻¹ ou moins peut être plus appropriée pour éviter la saturation du signal.
28. Analyser la solution standard de l'ancienne (ou périmée) et de la nouvelle (ou non périmée) MR sur un instrument approprié (HPLC-DAD, HPLC-UV⁷, GC-FID, LC-MS ou GC-MS, LC-MS/MS, GC-MS/MS, ou qNMR⁸ ou autres méthodes de spectrométrie de masse) et enregistrer la surface des pics. L'une ou l'autre des deux méthodes décrites ci-dessous peut être utilisée.
29. Méthode 1.1 (comparaison de la surface des pics) : Injecter dans l'instrument des solutions étalons des anciens (ou périmés) et des nouveaux (ou non périmés) MR individuels préparés à partir de la solution mère à la même concentration et enregistrer la surface du pic. Il est recommandé que la séquence d'injection contienne au moins cinq répétitions des étalons anciens (ou périmés) et nouveaux (ou non périmés) et qu'elle soit alternée afin de minimiser

1 Chromatographie liquide à haute performance
 2 Détection par barrettes de diodes
 3 Chromatographie en phase gazeuse
 4 Détecteur à ionisation de flamme
 5 Spectrométrie de masse
 6 Chromatographie liquide
 7 Spectroscopie ultraviolette
 8 Résonance magnétique nucléaire quantitative

l'impact de la dérive de la réponse du signal au cours de la mesure. Calculer la valeur moyenne de la surface du pic pour l'étalon ancien (ou périmé) et l'étalon nouveau (ou non périmé) des cinq répétitions. Le %RSD des mesures répétées doit être $\leq \pm 10\%$. Calculer l'écart en % de la surface moyenne des pics des solutions étalons anciennes (ou périmées) et nouvelles (ou non périmées) à l'aide de la formule ci-dessous. La valeur moyenne de la solution nouvelle (ou non périmée) est considérée comme étant égale à 100 % et sert également de base au calcul de la différence en pourcentage.

% écart

$$= \frac{|(\text{Aire de pic moyenne pour l'ancien étalon (ou l'étalon périmé)} - \text{Aire maximale moyenne pour la nouvelle norme (ou la norme non expirée)})|}{\text{Aire maximale moyenne pour un nouvel étalon (ou un étalon non périmé)}} \times 100$$

30. Méthode 1.2 (comparaison du rapport des surfaces de pic) : Ajouter une autre substance active (inerte et non périmée) en tant que substance active dans les solutions étalons de l'ancienne (ou périmée) et de la nouvelle (ou non périmée) substance active préparée à partir de la solution mère à la même concentration. Injecter les solutions et enregistrer la surface du pic du MR et de l'IS, effectuer un minimum de cinq mesures répétées des étalons anciens (ou périmés) et nouveaux (ou non périmés) qui doivent être alternés pour minimiser l'impact de la dérive de la réponse du signal au cours de la mesure, et calculer le rapport moyen de la surface du MR à la surface de l'IS pour les MR anciens (ou périmés) et nouveaux (ou non périmés) avec un %RSD $\leq 10\%$. Le pic IS doit avoir une abondance similaire à celle du MR vérifié et ne doit pas interférer avec l'analyse du MR cible en termes de temps de rétention ou de poids moléculaire (m/z). Calculer le % d'écart à l'aide de la formule ci-dessous :

% écart

$$= \frac{|(\text{Rapport moyen entre la surface maximale de l'ancien (ou périmé) et l'étalon interne}) - \text{Rapport moyen des aires de pic du nouveau (ou non expiré) et de l'étalon interne.})|}{\text{Rapport moyen entre la surface maximale du nouveau (ou non expiré) et l'étalon interne}} \times 100$$

31. Si le % d'écart (obtenu par la méthode 1.1 ou la méthode 1.2 ci-dessus) présente un écart $\leq \pm 10\%$, l'ancien étalon (ou l'étalon périmé) peut être considéré comme pouvant continuer à être utilisé.
32. L'ancien étalon (ou l'étalon périmé) doit être comparé au nouvel étalon (ou à l'étalon non périmé) à intervalles réguliers, au moins une fois par an, pour autant que les conditions de stockage recommandées soient maintenues.
33. Pour surveiller la stabilité de la matière première au fil du temps, il est possible de tracer un graphique du pourcentage de déviation en fonction de la durée de la surveillance, ce qui permet d'identifier la déviation de la stabilité de la matière première au fil du temps.

Approche 2: vérification de la pureté des étalons purs de matériaux de référence de pesticides au cours d'un stockage prolongé (ne convient pas pour la vérification des solutions mères)

34. Pour vérifier la pureté du MR, un essai chromatographique doit être réalisé, de préférence selon les conditions analytiques mentionnées dans le document relatif au matériau de référence par le PGR, avec la capacité de résoudre et de détecter les analytes cibles à l'écart de toutes les impuretés potentielles. S'il n'est pas possible de respecter les conditions exactes du PGR, les écarts doivent être documentés et justifiés. En outre, si l'écart provient de l'utilisation d'une technique différente, le laboratoire doit garantir que cette technique a une sensibilité et une spécificité équivalentes ou supérieures. La pureté du MR est vérifiée en comparant la pureté (en termes de pourcentage de surface de pic) obtenue par l'analyse avec la pureté mentionnée dans le document du matériau de référence.
35. Préparer une solution mère fraîche d'étalons neufs (ou non périmés) de MR et d'IS (un autre MR non périmé) de concentration appropriée dans un solvant adéquat. La solution IS doit être préparée dans le même solvant que la solution mère afin de tenir compte de toute interférence de fond éventuelle. La concentration appropriée dépendra de la réponse du MR en utilisant la méthode de détection sélectionnée (voir le paragraphe 27 de l'Approche 1 pour les gammes de concentration suggérées).
36. Préparer la solution standard du MR à partir de la solution mère et l'analyser à l'aide de l'instrument (HPLC-DAD, HPLC-UV, GC-FID, LC-MS, GC-MS ou autres méthodes de spectrométrie de masse en mode de balayage complet, ou qNMR) conformément aux conditions analytiques mentionnées dans le document relatif au matériau de référence. Le pourcentage de la surface du pic obtenu par le logiciel de l'instrument est enregistré comme pureté. Injecter au préalable une solution à blanc du même solvant que celui dans lequel la solution mère est préparée afin de vérifier toute interférence de fond éventuelle. Un minimum de cinq mesures répétées doit être effectué pour obtenir une valeur moyenne de pureté, et le %RSD des mesures répétées doit être $\leq 10\%$. L'instrument doit être étalonné conformément aux procédures et aux critères recommandés par le fabricant.

37. Comparez la valeur moyenne de la pureté vérifiée (pourcentage de pureté) obtenue lors de l'analyse en laboratoire avec la valeur de référence de la pureté indiquée dans le document relatif au matériau de référence. La valeur certifiée (valeur de référence) figurant dans le document relatif au matériau de référence est considérée comme la valeur de référence de la pureté lors du calcul de l'écart en pourcentage de la pureté.

38. L'écart en pourcentage de pureté est calculé comme suit :

$$\% \text{ écart} = \frac{|\text{Pourcentage moyen de la surface du pic de la norme pure} - \% \text{ Valeur de référence de pureté}|}{\% \text{ Valeur de référence de pureté}} \times 100$$

39. Pour déterminer les changements dans la réponse de l'équipement avec le temps, ajouter la solution d'un IS non périmé de la même concentration que le RM dans la solution standard de RM. Injecter la solution et enregistrer la surface du pic de la MR et de l'IS et calculer le rapport moyen entre la surface de la MR et la surface de l'IS. Le pic de l'IS doit avoir une abondance similaire à celle de la MR à vérifier et ne doit pas interférer avec l'analyse de la MR cible en termes de temps de rétention ou de poids moléculaire (m/z). Le contrôle du signal du MR par rapport à l'IS permet de prendre en compte les signaux qui peuvent ne pas être visibles mais qui contribuent à la part en pourcentage de l'analyte sur la surface additionnée du chromatogramme.
40. Répéter la même procédure à intervalles réguliers, au moins une fois par an, en utilisant une solution fraîchement préparée du MR et la comparer avec la solution fraîchement préparée de l'IS non périmée, en particulier avant et après la date limite du MR, afin de contrôler sa stabilité et sa pureté au cours d'un stockage prolongé et d'obtenir l'écart en % dans le rapport de la surface des pics.

$$\% \text{ écart} = \frac{|\text{Rapport moyen des aires maximales de RM après expiration et IS} - \text{Rapport moyen entre les aires maximales de RM avant expiration et d'IS}|}{\text{Rapport moyen entre les aires maximales de RM avant expiration et d'IS}} \times 100$$

41. Après la date limite de la MR indiquée dans son PGR, si la valeur moyenne du pourcentage de pureté en termes de pourcentage de surface de pic obtenue pour la MR et la valeur de référence (telle qu'obtenue à partir du document relatif au matériau de référence) ne diffère pas de plus de $\pm 10\%$ (l'écart en % est inférieur ou égal à $\pm 10\%$) dans l'approche 1 ou si l'écart (%) dans le rapport de la surface de pic pour la MR par rapport à l'IS est $\leq \pm 10\%$ dans l'approche 2, la MR peut être considérée comme apte à continuer d'être utilisée en tant que MR valide dans le laboratoire.

Approche 3 : vérification de la stabilité des solutions étalons mixtes de pesticides au cours d'un stockage prolongé.

42. Pour les méthodes 3.1 et 3.2, préparer une solution mère fraîche / solution de travail de la nouvelle (ou non périmée) et de l'ancienne (ou périmée) solution étalon mixte de pesticide à une concentration appropriée dans un solvant adéquat. La concentration appropriée dépendra de la réponse du RM en utilisant la méthode de détection sélectionnée (voir le paragraphe 27 de l'Approche 1 pour les gammes de concentration suggérées).
43. Dans les méthodes 3.1 et 3.2, analyser la solution étalon du mélange de pesticides ancien (ou périmé) et nouveau (ou non périmé) sur un instrument approprié (CG ou CL avec des détecteurs de spécificité appropriée, y compris CG-SM/CG-SM en balayage complet, CG-SM/SM-CL en mode MRM ou d'autres méthodes de spectrométrie de masse ou RMNQ) conformément aux conditions d'analyse mentionnées dans le document relatif au matériel de référence et enregistrer la surface du pic. La méthode 3.1 ou 3.2 décrite ci-dessous peut être utilisée.
44. Méthode 3.1 (comparaison de la surface des pics) : Injecter dans l'instrument des solutions étalons de l'ancienne (ou périmée) et de la nouvelle (ou non périmée) solution étalon mixte de pesticide préparée à partir de la solution mère à la même concentration et enregistrer la surface du pic de chaque pesticide RM dans la solution étalon mixte de pesticide. Il est recommandé que la séquence d'injection contienne au moins cinq répétitions d'étalons nouveaux (ou non périmés) et anciens (ou périmés) et qu'elle soit alternée afin de minimiser la dérive de la réponse du signal au cours de la mesure. Calculer la valeur moyenne de la surface du pic des cinq répétitions pour l'ancien (ou périmé) et le nouveau (ou non périmé) étalon. Le même calcul sera effectué pour tous les RM de pesticides dans les solutions étalons de pesticides mélangés. Le %RSD des mesures répétées doit être $\leq 10\%$. Calculer l'écart en % de la surface moyenne des pics de chaque MR de pesticide dans les anciennes (ou périmées) et les nouvelles (ou non périmées) solutions étalons mixtes de pesticides à l'aide de la formule ci-dessous :

$$\% \text{ écart (pour chaque pesticide RM)} = \frac{|\text{Aire maximale moyenne pour l'étalon ancien (ou périmé)} - \text{Aire maximale moyenne pour un étalon neuf (ou non périmé)}|}{\text{Aire maximale moyenne pour un nouvel étalon (ou un étalon non périmé)}} \times 100$$

45. Méthode 3.2 (comparaison du rapport des surfaces de pic) : Ajouter une MR différente (inerte et non périmée) en tant qu'IS dans la solution étalon de l'ancien (ou du périmé) et du nouveau (ou du non périmé) mélange de solutions étalons de pesticides préparées à partir de la solution mère à la même concentration. Injecter les solutions et enregistrer la surface du pic de chaque pesticide RM dans les solutions étalons mixtes de pesticides anciennes (ou périmées) et nouvelles (ou non périmées) ainsi que dans l'IS en effectuant un minimum de cinq mesures répétées avec un %RSD \leq 10 %. Calculer le rapport moyen entre la surface de chaque pesticide RM dans les anciennes (ou périmées) et les nouvelles (ou non périmées) solutions étalons mixtes de pesticides et l'IS. Le pic de l'IS doit avoir une abondance similaire à celle du MR à vérifier et ne doit pas interférer avec l'analyse du MR cible en termes de temps de rétention ou de poids moléculaire (m/z). Calculer l'écart en % de chaque MR de pesticide dans le mélange à l'aide de la formule ci-dessous :

% écart (pour chaque pesticide RM)

$$= \frac{|(\text{Aire maximale moyenne pour l'étalon ancien (ou périmé)} - \text{Rapport moyen des aires de pic du nouveau (ou non expiré) et de l'étalon interne})|}{\text{Rapport moyen des aires de pic du nouveau (ou non expiré) et de l'étalon interne}} \times 100$$

46. Si chaque MR de pesticide dans le mélange (tel qu'obtenu par la méthode 3.1 ou la méthode 3.2 ci-dessus) présente un écart de $\leq \pm 10$ % par rapport au document relatif au matériau de référence fourni par le PGR, la solution étalon mixte de pesticide ancienne (ou périmée) peut être considérée comme apte à continuer d'être utilisée. Si l'un des MR du mélange (obtenu par la méthode 3.1 ou la méthode 3.2 ci-dessus) présente un écart de $> \pm 10$ % par rapport au document sur le matériau de référence fourni par le PGR, la solution étalon mixte de pesticide ancienne (ou périmée) ne peut plus être utilisée pour la quantification des pesticides ne répondant pas aux critères requis.
47. Méthode 3.3 : Préparer une nouvelle solution de mélange d'étalons de pesticides à partir du MR non périmé et d'un IS (un autre MR non périmé), à une concentration appropriée dans un solvant approprié. La concentration appropriée dépendra de la réponse du MR dans le détecteur. Analyser la solution étalon mixte de pesticide, préparée à une concentration appropriée à partir de la solution mère, sur un instrument approprié comme décrit au point 43, dans des conditions d'analyse aussi proches que possible de celles établies dans le document relatif au matériau de référence. Effectuer au moins cinq mesures répétées afin d'obtenir une valeur moyenne du rapport entre la surface RM et la surface IS pour chaque composant individuel. Pour vérifier la reproductibilité des mesures, le %RSD des réplicats doit être ≤ 10 %. Répéter la même procédure à intervalles réguliers, au moins deux fois par an, en utilisant une nouvelle solution d'étalons de pesticides mélangés, en particulier avant et après la date de péremption, afin de contrôler sa stabilité et sa pureté pendant le stockage à long terme. Lorsque la date limite du RM est atteinte, répéter la procédure et préparer un graphique de la surface ou du rapport de surface de chaque composant en fonction du temps. Après avoir obtenu les données, effectuez une analyse de régression linéaire pour déterminer si le modèle s'ajuste correctement aux données obtenues conformément à l'approche classique de l'étude de stabilité établie dans la norme ISO 33405. Si l'analyse de régression indique que les données ne présentent pas de tendance linéaire (coefficient de détermination $R^2 < 0,8$, valeur $p > 0,05$) et que la pente est proche de zéro, on peut conclure que le temps de stockage n'a pas contribué à modifier la réponse obtenue. Par conséquent, la RM peut être considérée comme adaptée à une utilisation continue en laboratoire.
48. Le contrôle de la stabilité de la solution étalon mixte de pesticide est effectué à intervalles réguliers, au moins deux fois par an, pour autant que les conditions de stockage recommandées soient maintenues.
49. Pour contrôler la stabilité de la solution étalon mixte de pesticides au fil du temps, une représentation graphique de l'écart en % en fonction de la durée du contrôle peut aider à identifier et à prévoir l'écart de stabilité dans le temps.

ANNEXE

Définitions

Matériau de référence certifié (MRC): Matériau de référence (MR) caractérisé par une procédure métrologiquement valide pour une ou plusieurs propriétés spécifiées, accompagné d'un certificat de MR qui fournit la valeur de la propriété spécifiée, son incertitude associée et une déclaration de traçabilité métrologique.

Étalon interne (EI): Une substance chimique ajoutée en quantité connue aux échantillons et/ou aux étalons dans l'analyse chimique, y compris le blanc et les étalons d'étalonnage. Cette substance peut ensuite être utilisée pour l'étalonnage en traçant le rapport entre le signal de l'analyte et le signal de l'étalon interne en fonction des concentrations. Ce rapport pour les échantillons est ensuite utilisé pour obtenir les concentrations de l'analyte. L'étalon interne utilisé doit fournir un signal similaire au signal de l'analyte dans la plupart des cas, mais suffisamment différent pour que les deux signaux puissent être facilement distingués l'un de l'autre.

Solution étalon de pesticide mixte: Étalon de référence de pesticide contenant plusieurs composés, obtenu auprès d'un producteur de matériaux de référence (PMR) accrédité conformément à la norme ISO 17034, ou mélange d'étalons de pesticides préparé par le laboratoire à partir de MR individuels obtenus auprès de PMR afin de garantir la traçabilité analytique ou d'un institut national de métrologie reconnu par les pairs ou désigné par les pays.

Document sur le matériau de référence: Un document qui fournit les informations pertinentes sur la pureté certifiée, la concentration, la date limite et l'incertitude de mesure d'un MR, qui est conforme aux exigences des normes ISO 17034 et ISO 33401^{iv}. Les documents relatifs aux matériaux de référence peuvent se présenter sous la forme d'une fiche d'information sur le produit ou d'un certificat d'analyse (CoA).

Pureté: Caractéristique d'un matériau de référence qui indique la proportion du composant d'intérêt déclaré par rapport à la substance totale. La pureté est généralement exprimée en pourcentage et doit être prise en compte lors de la préparation des solutions étalons.

Matériau de contrôle de la qualité (QCM): Matériau de référence utilisé pour le contrôle de la qualité d'une mesure.

Matériau de référence (MR): Matériau suffisamment homogène et stable en ce qui concerne une ou plusieurs propriétés spécifiées, dont il a été établi qu'il est adapté à l'utilisation prévue dans un processus de mesure.

Producteur de matériaux de référence (PMR): organisme (organisation ou entreprise, publique ou privée) entièrement responsable de la planification et de la gestion du projet, de l'attribution et de la décision concernant les valeurs des propriétés et les incertitudes pertinentes, de l'autorisation des valeurs des propriétés et de la délivrance d'un certificat de matériau de référence ou d'autres déclarations pour les matériaux de référence qu'il produit.

Écart type relatif (%ESR): il est exprimé par l'écart type de l'échantillon divisé par la moyenne de l'échantillon multipliée par 100.

Stabilité: Caractéristique d'un matériau de référence, lorsqu'il est stocké dans des conditions spécifiées, de maintenir une valeur de propriété spécifiée dans des limites spécifiées pendant une période de temps spécifiée.

Solution étalon: Solution chimique dont la concentration est connue avec précision. Les solutions étalons sont généralement préparées en dissolvant un soluté de masse connue dans un solvant jusqu'à un volume précis ou en diluant une solution de concentration connue avec davantage de solvant.

Solution mère: Solution d'un matériau de référence ou d'un étalon de forte concentration à partir de laquelle des dilutions appropriées peuvent être effectuées au moment de l'utilisation.

Traçabilité: Traçabilité métrologique, propriété d'un résultat de mesure permettant de le relier à une référence par une chaîne ininterrompue et documentée d'étalonnages, chacun contribuant à l'incertitude de mesure.

Incertitude: incertitude de mesure, paramètre non négatif caractérisant la dispersion des valeurs quantitatives attribuées à un mesurande, sur la base des informations utilisées.

Documents de référence

- i. ISO/IEC 17025: 2017- General requirements for the competence of testing and calibration laboratories
- ii. ISO 17034:2016- General requirements for the competence of reference material producers
- iii. ISO 33405:2024-Reference Materials- Approaches for characterization and assessment of homogeneity and stability
- iv. ISO 33401:2024- Reference materials — Contents of certificates, labels and accompanying documentation
- v. SANTE/11312/2021 V2, Implemented by 01/01/2024, European Commission Directorate General for Health and Food Safety.

LISTE DES PESTICIDES À ÉVALUER EN PRIORITÉ PAR LA JMPR
(Pour approbation par la Commission)

2026 - ÉVALUATION DES NOUVEAUX COMPOSÉS											
PRIORITÉ	DATE DU CACHET	TOXICOLOGIE	RÉSIDU	CRITÈRES DE PRIORISATION		PRODUITS DE BASE	ESSAIS SUR LES RÉSIDUS	MEMBRE / FABRICANT	COMMENTAIRES		
				ENREGISTRÉ	LMR > LOQ						
2026	16/05/2024	Fenmezoditiaz	Fenmezoditiaz	Oui	Oui	Riz, blé, orge, avoine	Riz, blé, orge, avoine	BASF	Le fabricant a proposé le composé le 30 septembre 2023 par l'intermédiaire du portail du GTE et a indiqué que l'homologation était prévue pour 2024. L'homologation pour le riz au Cambodge a été confirmée le 16 mai 2024		
2026	25/03/2025	Métyltétraprole	Métyltétraprole	Oui	Oui	Céréales, légumineuses, produits animaux	Soja (min. 9 essais, étude de transformation), Blé (min. 13 essais, étude de transformation), études sur l'alimentation des vaches et des poules	Sumitomo/BASF SE	Nommé par courriel le 27 novembre 2023. Le 25/3/25, Sumitomo a confirmé que ce produit était homologué au Japon et au Paraguay et a révisé la liste des cultures et des essais sur les résidus.		
2026 - RÉEXAMENS PÉRIODIQUES											
ANNÉE	TOXICOLOGIE	RÉSIDUS				PRODUITS DE BASE	COMMENTAIRES	ÉVALUATION PRÉCÉDENTE	DERNIÈRE ÉVALUATION DE LA TOXICITÉ	DJA	ARID
				MEMBRE / FABRICANT							
2026	Indoxacarbe (216)	Indoxacarbe (216)		FMC		Pour révision périodique : tous les produits (couverts par les LMR Codex actuelles) à l'exception des raisins, des raisins secs, de la laitue frisée et du thé. Nouvelles propositions d'utilisation : Café, tournesol sous-groupe 004E, baies à faible croissance, FB 2009 (représenté par la fraise) sous-groupe 010A, baies à faible croissance, FB 2009 (représenté par la fraise) sous-groupe 010A qui a été fusionnée avec cette nomination de réexamen périodique pour le même composé/promoteur.	Déplacement vers le tableau 2A le 4 juin 2024 suite à une demande d'un membre au CCPR55. Le 5 décembre 2024, la FMC a confirmé qu'elle soutiendrait l'examen périodique. Il y a également eu une nomination pour l'indoxacarbe sur la liste des autres nouvelles utilisations de 2026 pour le café, le tournesol sous-groupe 004E, les baies à faible croissance, FB 2009 (représenté par la fraise) sous-groupe 010A qui a été fusionnée avec cette nomination de réexamen périodique pour le même composé/promoteur.	2005TR, 2007R, 2009R, 2012R, 2013R, 2022R	2005	0-0.01, 2005	0.1, 2005
2026	Hydrazide maléique (102)	Hydrazide maléique (102)		Drexel Chemical Company		Ail, oignon bulbeux, échalote, carotte, pomme de terre, produits d'origine animale.	Ajouté au calendrier d'examen périodique lors du CCPR54 et l'évaluation de la JMPR commencé en 2024. En mars 2025, en réponse à la lettre circulaire, le fabricant s'est engagé à fournir des données supplémentaires pour permettre à l'évaluation de la JMPR de se poursuivre en 2026 et a demandé que les LMR restent soumises à la règle des 4 ans.	1976, 1996T, 1998R	1996	0.3, 1996	N/A
2025	Captane (07)	Captane (07)		Adama / UPL (cosponsors)		Fruits à coque, baies et autres petits fruits (myrtilles, groseilles, groseilles à maquereau, framboises, mûres, mûres de rosée, mûres de Logan), fraises, raisins, fruits à noyau (abricot, cerise, pêche, nectarine, prune), fruits à pépins, agrumes, kaki, pommes de terre, carottes, cucurbitacées à peau comestible, cucurbitacées à peau non comestible, piments, poivrons, tomates, aubergines, oignons à bulbe, ail, maïs, coton, céréales, riz, colza, soja, épices à racine et à rhizome.	Le captane a été inclus dans le calendrier d'examen périodique pour 2025 lors du CCPR55 en 2024. Lors du CCPR56, la JMPR a confirmé qu'elle n'avait pas commencé l'examen du captane en 2025 et a demandé qu'il soit reprogrammé pour 2026. Le sponsor a confirmé son soutien à cet examen périodique et que les données seront disponibles pour l'examen de la JMPR en 2026.	1963, 1995T, 2000R, 2007T (ARID)	1995	0-0.1, 1995	0.3, 2007

2026 – NOUVEAUX EMPLOIS ET AUTRES ÉVALUATIONS									
PRIORITÉ	DATE DU CACHET	TOXICOLOGIE	RÉSIDU	CRITÈRES DE PRIORISATION		PRODUITS DE BASE	ESSAIS SUR LES RÉSIDUS	MEMBRE / FABRICANT	COMMENTAIRES
				ENREGISTRÉ	LMR > LOQ				
2026	28/11/2017	NA	Fluopyrame (243)	Oui	Oui	Avocat, kiwi, fraise	Avocat (4-8), kiwi (4-10), fraise (51 + 5 transformation)	Bayer AG	Le 29 avril, Bayer a demandé que la grenade, la goyave, l'avocat, le fruit du dragon et le kiwi soient déplacés de 2025 à 2026. Le 11 mars 2025, le promoteur a demandé que la grenade, le fruit du dragon et la goyave soient déplacés de 2026 à 2028, et a demandé que la fraise soit ajoutée à la liste de 2026. Le 5 août 2025, le promoteur a mis à jour le nombre d'essais disponibles. Parmi les essais de résidus pour la fraise, 28 ont déjà été évalués par la JMPR en 2010 mais n'ont pas été utilisés pour établir une LMR Codex pour la fraise car l'étiquette d'application par pulvérisation n'a pas été prise en compte et seule l'étiquette d'application par goutte à goutte a été suivie pour établir une CXL à 0,4 mg/kg.
2026	9/09/2026	NA		Oui	Oui	Sous-groupe Herbes (HH 2095), sous-groupe Herbes séchées (DH 2095), sous-groupe Graines d'épices (HS 0190), sous-groupe Pois succulents (VP 0064), sous-groupe haricots avec gousses (VP 2060), sous-groupe haricots succulents sans gousses (VP 2062), sous-groupe oignons à bulbe (VA 2031), sous-groupe baies à faible croissance (FB 0275)	Extrapolation à partir de Basilic (HH 0722), Basilic séché (DH 0722), Graines d'aneth (HS 0730), Pois écosés (VP 0064), Haricots écosés (VP 0061), Haricots non écosés (VP 0062), Ail (VA 0381) et Ail (VA 0385), Fraise (FB 0275)	Minor Use Foundation	La base pour les usages limités au CCPR56 a proposé des extrapolations à 8 sous-groupes de cultures spécifiés.
2026	26/11/2020	NA	Trifloxystrobine (213)	Oui	Oui	Avocat	Avocat (4)	Bayer AG	La trifloxystrobine a été incluse dans la liste des priorités pour 2025 pour une série de cultures, mais Bayer a demandé que le fruit du dragon soit déplacé au 29 avril 2024 en 2026 . Le 14 novembre, Bayer a également demandé que l'avocat soit déplacé de la liste 2025 à la liste 2026. Le 11 mars 2025, le sponsor a demandé que le fruit du dragon soit déplacé de la liste 2026 à la liste 2028. Le 16 mai 2025, les États-Unis ont fait savoir que la fondation « Minor Use Foundation » et l'IR-4 coordonneront la soumission par le fabricant de l'utilisation supplémentaire sur l'oignon pour ce composé qui figurait déjà sur la liste prioritaire de 2026. Le 5 août 2025, le promoteur a demandé que les oignons à bulbe et les oignons verts soient déplacés de 2026 à 2028.
2026	4/09/2025	NA		Oui	Oui	Cumin	Cumin (données de surveillance)	Inde	Dans le PR56/CRD19, l'Inde a proposé le cumin pour l'imidaclopride et la trifloxystrobine sur la base de l'approbation nationale et des données de surveillance.
2026	9/09/2026	NA		Oui	Oui	Sous-groupe aubergines (VO 2046), sous-groupe haricots secs (VD 2065) Haricots secs (VD 2065), Sous-groupe Pois secs (VD 2066), Sous-groupe Plantes à tubercules et à cornes (VR 2071), Sous-groupe Tomates (VO 2045)	Extrapolation à partir des aubergines (VO 0440), des haricots secs (VD 0071), des pois secs (VD 0072), des lentilles sèches (VD0533), des pommes de terre (VR 0589), des tomates (VO 0448).	Minor Use Foundation	La base d'utilisation mineure dans PR56/CRD26 a proposé des extrapolations à des sous-groupes de légumineuses spécifiés. La liste des extrapolations demandées a été étendue par la suite pour inclure un total de 5 sous-groupes de cultures.
2026	25/11/2021	NA	Florypicoxamide (332)	Oui	Oui	Cerises, pêches/nectarines, prunes, avocats, noix, brocolis, carottes, oignons, pommes de terre/patates douces, radis, fruits à pépins, myrtilles, houblon, herbes, orge, haricots secs, pois, coton, betteraves potagères, laitues, pois.	Cerise (23), Pêche (17), Prune (8), Avocat (8), Noix (21), Chou (8), Brocoli (15), Thé (8), Carotte (16), Café (8), Oignon (24), Agrumes (19), Coton (8), Pomme de terre (29), Orge, Haricots secs, Pois	Corteva / USA	Fongicide pour le calendrier 2023 ; Les cultures ici reportées à l'examen des nouvelles utilisations par la JMPR 2025. Conseillé le 25 novembre 2021. Le 25 août 2023, mis à jour le 29 août 2023, ajout de denrées supplémentaires. Etiquette attendue au 1er trimestre 2024. L'avocat a une étiquette approuvée. Le 18 décembre 2023, le fabricant a indiqué que l'étiquetage serait reporté au troisième trimestre 2024 et qu'il était demandé de passer à 2026. Le 27 mai 2024, Corteva a demandé que l'étiquette soit reportée à 2026. Le 27 mai 2024, Corteva a demandé que l'orge, les haricots secs et les pois soient ajoutés, mais le nombre d'essais pour ces cultures doit être confirmé. Le 20 août 2025, le promoteur a mis à jour la liste des produits pour conserver la cerise, la pêche, le brocoli, la carotte, l'oignon, la pomme de terre/patate douce, le houblon, l'orge, les haricots secs, les pois, ajouter le coton, la betterave potagère, la laitue, la nectarine (couverte par la pêche).
2026	13/07/2022	NA	Métalaxyl (138)/Métalaxyl-M (212)	Oui	Oui	Limes (FC 0205), sous-groupe des mandarines (FC 0003), sous-groupe des oranges (FC 0004), sous-groupe des pamplemousses (FC 0005), groupe des légumes-fruits, cucurbitacées (VC 0045) ; Tomates (VO 0448), sous-groupe Poivrons et produits similaires (VO 0051), sous-groupe Aubergines et produits similaires (VO 2046), sous-groupe Légumes-racines (sauf carottes) (VR 2070) ; Carottes (VR 0577), pommes de terre (VR 0589), Houblon sec (DH 1100) ; Avocats (FI 0326) ; Fèves de cacao (SB 0715), Piments séchés (HS 0444)	citron (8), mandarine (8), orange (8), pamplemousse (8), concombre (9), melon (8), courgette (5), tomate (8), poivron (8), carotte (8), radis (4), betterave sucrière (8), pomme de terre (8), fève de cacao (8), avocat (4), houblon (4)	Syngenta	Retiré de la liste des examens périodiques car il y a eu un examen périodique récent. Le CCPR53 en 2022 a accepté de considérer des cultures spécifiques (non soutenues dans l'examen périodique) sous la règle des 4 ans. Le 24 mars 2025, le sponsor a mis à jour les produits et a fourni des détails sur les essais de résidus qui sont disponibles.
2026		NA		Non	Oui	Cardamome	Données de suivi pour le poivre noir	Inde	Le 28 novembre 2024, dans le GTE, l'Inde a proposé la cardamome et a déclaré que « l'approbation de l'étiquette du métalaxyl sur la cardamome en Inde est en cours ». Dans le document PR56/CRD19, l'Inde a confirmé que le métalaxyl a une allégation d'étiquette approuvée pour une utilisation sur le poivre noir qui appartient au même sous-groupe de cultures que la cardamome (0288 Épices, fruits ou baies).

2026 - NOUVELLES UTILISATIONS ET AUTRES ÉVALUATIONS				1					
PRIORITÉ	DATE DU CACHET	TOXICOLOGIE	RÉSIDU	CRITÈRES DE PRIORISATION		PRODUITS DE BASE	ESSAIS SUR LES RESIDUS	MEMBRE / FABRICANT	COMMENTAIRES
				ENREGISTRÉ	LMR > LOQ				
2026	22/12/2022	NA	Spiropidion (323)	Oui	Oui	Sous-groupe Oranges (douces et amères) FC 0004, sous-groupe Citrons et limes FC 0002, sous-groupe Pummelos FC 0005), fruits à pépins (FP 0009), sous-groupe Petits fruits de la vigne FB 2008, graines de coton (SO 0691), café (SB 0716), sous-groupe des légumes verts à feuilles VL 2050, sous-groupe des légumes à feuilles de Brassica VL 0054, sous-groupe des Brassicas pommés VB 2036, sous-groupe des Brassicas à capitules VB0042, sous-groupe VO 2046 Aubergines et aubergines - Skb commHdtiles, Puzajaja (FI 0350)	Agrumes groupe (26), pomme (16) (26) , pomme (16),poire (55), raisin (155), graine de coton (15), café (12), Brocoli (8), Chou de Bruxelles (5), Chou-fleur (8), Aubergine (4), Tomate (16), Moutarde (4), Épinard (9), Concombre (9), Courge d'été (8), Chou pommé (8), Laitue pommée (8), Laitue frisée (8) Papaye (5)	Syngenta	Projet d'enregistrement soumis par un GTE le 22/12/2022 pour la pomme et la poire Le 27 avril 2023, le fabricant a mis à jour les produits et les essais d'évaluation. Le 24 mars 2025, le promoteur a mis à jour les produits et a validé les essais de résidus disponibles. Le 20 août 2025, le promoteur a mis à jour l'avocat et a confirmé le nombre d'essais pour la papaye.
2026	22/12/2022	OUI	Oxathiapiproline	Oui	Oui	Cecao (SH 2795), racine de ginseng, Grenade, Fraise	Cacao (8), Ginseng (4), grenade (4+ 1 transformation) ,fraise (8)	Syngenta	Preuve de registration soumise via le GTE le 22/12/2022. Le 27 avril 2023, les produits et les essais de résidus ont été mis à jour par le fabricant. Le 7 mars 2024, le fabricant a mis à jour les informations sur les produits et les essais. Le 28 mai 2024, le fabricant a demandé que la nomination de l'oxathiapiproline soit reportée à 2026. Le 16 mai 2025, l'USC informe que la fondation « Minor Use Foundation » et l'IR-4 coordonneront la soumission par le fabricant des utilisations supplémentaires sur la racine de ginseng et grenade pour ce composé qui était déjà sur la liste des priorités en 2026. Le 20 août 2025, l'évaluateur a ajouté le fraisier.
2026	16/11/2023	NA	Cyclobutrifuram	Oui	Oui	Soja (VD 0541), pomme de terre (VR 0589), tomate (VO 0448), concombre (VC 0524), courgette (VC 0431), melon (VC 2040), maïs (GC 0645), chayotte (VC 0423), pastèque (VC 0432), citrouille (VC 0429), café (SB 0716)	Soja (4), pomme de terre (18), tomate (7), concombre (10), courgette (5), melon (8), maïs (8), café (8) Études sur les cultures en rotation : fraise (8), Brocoli (4), chou (4), laitue (4), concombre (4), carotte (8), radis (4), betterave sucrière (16), pomme de terre (12), soja (10), haricot (10), pois (10), céleri (4), maïs (10), blé (10), sorgho (6), riz (8), canola (6), tournesol (6), herbe (6), luzerne (4), trèfle (4)	Syngenta	Le fabricant a fourni des étiquettes approuvées par l'intermédiaire du GTE le 16 novembre 2023 pour la tomate et la pomme de terre. Le 24 mars 2025, le promoteur a mis à jour les produits et a fourni des détails sur les essais de résidus disponibles.
2026	23/11/2223	NA	Flupyradifurone (285)	Oui	OUI	Thé, tomate, datte	Thé (8 + 2 traitements), tomate (8 + 2 traitements), datte (5)	Bayer CG	Le thé a été inclus dans la liste prioritaire pour 2025, mais Bayer a demandé que le thé soit déplacé à 2026 et que la tomate et la datte soient ajoutées pour 2026 le 29 avril 2024. En réponse à la lettre circulaire CL 2024/89-PR, l'Arabie saoudite a indiqué que le métabolite de la flupyradifurone, l'acide difluoroacétique (DFA), devrait être évalué en même temps que le composé d'origine.
2026	6/06/2024	NA		OUI	OUI	Aubergine: (sous-groupe)	Extrapolation	Minor Use Foundation	Suite à la discussion du point 13 de l'ordre du jour et du document CX/PR 24/55/12 qui a été présenté par le GCP au CCPRS5, le produit supplémentaire de l'aubergine (sous-groupe) a été ajouté à la nomination excitante de cette composition.
2026	9/09/2025	NA		Oui	Oui	Sous-groupe haricots secs (VD2065), sous-groupe pois secs (VD2066), sous-groupe tubercules et maïs (VR2071), sous-groupe aubergines (VD2046)	Extrapolation à partir des haricots secs (VD00 7iil) et des pois secs (VD00712), pommes de terre (VR05559) et patates douces (VR0508), sous-groupe des poivrons (VO0051).	Minor Use Foundation	L'emploi mineur dans PR56/CRD26 a proposé des extrapolations à des sous-groupes de légumineuses spécifiés. La liste demandée d'extrapolation a été ultérieurement élargie pour inclure un total de 4 sous-groupes de cultures.
2026	8/10/2023	NA	Fluoxapiproline (999)	Oui	Oui	Raisins, Laitue, épinards, moutarde, choux-fleurs, choux verts, brocolis, courges d'été, melons, concombres, poivrons, poivrons autres que les poivrons, céleris, choux-raves, choux frisés,	Raisin (16 + 2 transformation), Laitue (27), Épinard (15 essais), Moutarde (8 essais), Chou-fleur (11 essais), Chou (16 essais), Brocoli (16 essais), Courge d'été (12 essais), Melon (13 essais), Concombre (15 essais), Poivron (12 essais), Poivron (4 essais), Céleri (12 essais), Chou-rave (6 essais), Chou frisé (8 essais), Cacao (8 + 2 transformation)	Bayer CCS	Le 27 avril 2023, désigné par le fabricant pour de nouvelles utilisations via le portail . Le 8 décembre 2023, l'étiquette fournie sur le portail pour les raisins, introduite en Australie. Le 11 mars 2025, le Sponsor a demandé que l'ananas soit mis à jour en 2027 et que la laitue, l'épinard, la moutarde verte, le fleur de chou, le chou, cendre d'été, le melon, le concombre, le poivron, poivron autre que le poivron, le céleri, le chou-rave et le chou frisé à ajouter à la liste de 2026. Le 16 mai 2025, le promoteur a demandé que le cacao soit ajouté à la liste de 2026.
2026	18/12/2023	NA	Fluzaindoline (327)	Oui	Oui	RAISINS, FRAMBOISIER, NOIX D'ARBRE, CERISIER C	Raisin (13), transformation du raisin (3), fraise (9) ; amande (6), noix de pécan (6), cerise (9)	USC/Corteva	Demandé par les États-Unis le 1er décembre 2020 ; l'enregistrement prévu aux États-Unis au deuxième trimestre 2023. Le 18 décembre 2023, le fabricant a indiqué que l'homologation sur les agrumes, les pêches et les prunes était reportée au quatrième trimestre 2025. Le 27 mai 2024, Corteva a confirmé que les données seront disponibles pour soumettre les raisins, les fraises, les fruits à coque et les cerises à l'examen de 2025. Le 20 août 2025, le promoteur a confirmé que le dossier sera disponible pour être soumis en 2025 et examiné par la JMPR en 2026.
2026	18/12/2023	NA	Sulfoxaflor (252)	Oui	Oui	KIWI, THÉ, PISTACHE, FRUIT DE LA PASSION, PINEAPPLE	Kiwi (6 essais), Thé (8 essais + 4 traitements), Pistache (6 essais + traitements), Fruit de la passion (5 essais), Ananas (14)	Corteva	Proposé par Corteva sur le portail GTE le 28 avril 2022. Le 18 décembre 2023, le fabricant a fourni l'étiquette. Le 27 mai 2024, Corteva a demandé que le houblon et le fruit de la passion soient retirés de cette proposition. Le 20 août 2025, le promoteur a demandé que la myrtille soit retirée et que le fruit de la passion soit ajouté. Le promoteur a également confirmé que le dossier serait prêt à être soumis en 2025 pour un examen par la JMPR en 2026. Au cours du CCPRS6, le promoteur a proposé l'ananas comme culture supplémentaire.
2026	9/09/2026	NA		Oui	Oui	Sous-groupe Haricots secs (VD2065)	Extrapolation à partir des haricots secs (VD0071)	Minor Use Foundation	L'emploi mineur dans PR56/CRD26 a proposé l'extrapolation au sous-groupe des haricots secs.

2026- NOUVELLES UTILISATIONS ET AUTRES ÉVALUATIONS				1					
PRIORITÉ	DATE DU CACHET	TOXICOLOGIE	RÉSIDU	CRITÈRE DE PRIORITISATION		PRODUITS DE BASE	ESSAIS SUR LES RESIDUS	MEMBRE/ FABRICANT	COMMENTAIRES
				ENREGISTRÉ	LMR > LOQ				
2026	5/03/2024	NA	Fosétyl-AI (302)	Oui	Oui	Mangue, pomme de terre	Mangue (7 essais). Pomme de terre (traitement 8*2)	Bayer AG	Désignée par Bayer le 25 avril 2022. Le 16 mai 2025, le promoteur a demandé que la pomme de terre soit ajoutée à la liste de 2026.
2026	5/03/2024	NA	Isiotanile (999)	Oui	Oui	Mangue, Tomate, Piment poivron piment, pomme de terre, concombre, melon, Courge	Mangue (5 essais). Tomate (20 * 2 traitements), poivron Bel (16 essais), poivron ChS (7 essais). Pomme de terre (20 + 2). Concombre (20 triab). Melon (20 triab). Courge (20 triab)	Bayer AG	Désigné par Bayer le 25 avril 2022. Le 11 mars 2025, le promoteur a demandé que la tomate, le poivron, le piment, la pomme de terre, le concombre, le melon, la courge soient ajoutées et la preuve de l'enregistrement des cultures supplémentaires a été fournie, ainsi que le nombre d'essais pour ces cultures supplémentaires, le 21 mai 2025.
2026	14/11/2024	NA	BIXAPHÈNE (262)			Pomme, banane. café, raisin,	Pomme (10*2 transformation) banane (14L Café (14 + 2) transformation), Raisin (9+4 transformation)	Bayer AG	Le 27 avril 2023, désigné par le fabricant pour de nouvelles utilisations via le portail. Bayer a ajouté l'orange à la nomination le 29 avril 2024. La preuve de l'enregistrement brésilien fournie le 14 novembre 2024. Le 11 mars 2025, le promoteur a demandé que l'orange et l'arachide soient retirées de l'évaluation 2026.
2026	24/10/2023	NA	Acide phosphonique (301)	Oui	Oui	Avocat	Avocat (6 essais)	Nulandis/AECI restreint, Afrique du Sud	Le 30 septembre 2023. L'Afrique du Sud a proposé une évaluation de la LMR dans l'avocat via un message personnel dans le portail du GTE.
2026	8/12/2023	NA	Glyphosate(158)	Oui	Oui	FRUITS À COQUE	Fruits à coque(8)	Bayer AG	Le 25 avril 2022, le fabricant a demandé le déplacement à 2025. Le 27 avril 2023, les produits et les essais sur les résidus ont été mis à jour par le fabricant. Le 8 décembre 2023, l'étiquette a été fournie sur le portail pour le café, enregistré au Kenya. Le 29 avril 2024, Bayer a demandé la suppression du thé et l'ajout des fruits à coque. Le 11 mars 2025, le promoteur a demandé que le café soit supprimé de cette liste.
2026	8/12/2023	NA	Tetranilprole (324)	Oui	Oui	TEA	Thé (8 essais + 2 traitements)	Bayer AG	Le 27 avril 2023, désignation par le fabricant pour de nouvelles utilisations via le portail. Le 8 décembre 2023, étiquette fournie sur le portail pour le thé, enregistré au Japon.
2026	5/12/2024	NA	Flutriafol (248)	Ns	Oui	Riz. Houblon	Riz (9) Houblon (5+2 transformation)	USA/FMC	L'étiquette américaine est attendue pour le premier ou le deuxième trimestre 2022. Le 2 avril 2022, FMC a demandé un report à 2024, dans l'attente de l'enregistrement américain de nouvelles utilisations à la fin de 2022. Le 29 septembre 2022, FMC a demandé le report du deuxième trimestre 2025 au deuxième trimestre 2026. Le 28 novembre 2024, le promoteur a demandé que le riz et les olives soient ajoutés à la nomination. Le 5 décembre 2025, le promoteur a demandé que le houblon, les cultures de rotation, les légumes-racines et les légumes-tubercules soient ajoutés à la liste des priorités. Une demande a été soumise pour le houblon et le riz, tandis que l'enregistrement des autres cultures était prévu pour la fin de l'année 2024. Le 16 mai 2025, les États-Unis ont indiqué que la fondation « Minor Use » et l'IR-4 coordonneraient la soumission par le fabricant des utilisations supplémentaires sur les olives et le houblon pour le composé qui figurait déjà sur la liste prioritaire 2Q26. En raison d'un retard dans l'étiquetage de nombreux produits proposés, le promoteur a demandé que toutes les cultures, à l'exception du riz et du houblon, soient reportées à 2029, le 21 août 2025.
2026	6/06/2024	NA		OUI	OUI	Aubergine (sous-groupe)	Extrapolation	Minor Use Fundation	À la suite de la discussion sur le point 13 de l'ordre du jour et le document CX/PR 24/55/12 présenté par le GCP lors du CCPR55, ainsi que d'une demande de renseignements complémentaires en mars 2025, le produit supplémentaire « aubergine » (sous-groupe) a été ajouté à la nomination existante pour ce composé.
2026	27/02/2024	NA	Fludoxonil (211)	Oui	Oui	Oignon gallois	Oignon gallois (traitement 6+8 transformation)	République de Corée	Nomination fournie sur le portail du GTE le 27 mars 2024.
2026	27/03/2024	NA	Etofenprox (184)	Oui	Oui	Oignon gallois	Oignon gallois (transformation 6+8 transformation)	République de Corée	Nomination fournie sur le portail du GTE le 27 mars 2024.
2026 RESERVE	27/03/2024	NA	Tebuflufenozide (196)	Oui	Oui	Oignons gallois	Oignon gallois (transformation (6+8 transformation)	République de Corée	Nomination fournie sur le portail du GTE le 27 mars 2024.
2026 RESERVE	6/06/2024	NA	Chlorantranilprole (230)	Oui	Oui	Aubergine thaïlandaise. Durian	Aubergine thaïlandaise (5), Duran (6)	Thaïlande	Nominée par la Thaïlande au CCPR55 en référence au CRD13